

Directeur : Jacques Fauvet

tarif des abonnements page 2

**5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX**

C.P. 4207-23 PAB
Métel Paris n° 6503
TEL : 346-72-33

POINT

(Lire in suite page 6.)

FLAMMARION

GEOLOGUES
(List nos. in *Informations* page 11.)

(Lire page 13 l'article
d'ANDRÉ FERMIGIER.

Le Monde

idées

PARLER FRANÇAIS

Langue et recherche scientifique

par JEAN-PIERRE VAN DETH (*)

LE 26 juin 1979, sur proposition des professeurs H. Gouinelle de Pontenail et J.-L. Parrot, l'Académie nationale de médecine adoptait une série de vœux pour la défense de la langue française. Il s'agissait de citer le premier : « Que notre gouvernement s'abstienne d'apporter son aide aux réunions et publications excluant la langue française. »

Un an après, force est de constater que rien n'a changé quant aux congrès qui, se tenant en France, n'utilisent que l'anglais, aux revues universitaires qui publient plus de 50 % d'articles en anglais — rédigés le plus souvent par des Français. Je tiens de son destinataire la copie d'une lettre écrite en mai dernier en anglais par un directeur de l'Institut Pasteur, qui invitait personnellement le directeur général de la santé à un colloque dont tous les participants sont français et qui se tiendra à Paris. On s'honore que je m'en aie aperçu, mais tel honorable membre correspondant de l'Académie des sciences écrivait le 16 juin dernier au secrétaire général du Haut Comité de la langue française : « Je suis étonné que l'on parle à ce sujet à ces hautes réunions d'arrière-garde pour soutenir l'em-

ploi du français comme langue scientifique. »

Il convient donc d'en appeler d'abord aux scientifiques eux-mêmes et de les sommer de rendre compte des raisons de leurs choix. Une enquête menée tout au long de cette année par le Haut Comité de la langue française auprès de personnalités françaises ou francophones a bien fait apparaître les raisons pour lesquelles les savants français choisissent de s'exprimer en anglais : elles sont notamment apparues lors du récent colloque tenu à l'université de Paris-XI - Orsay sur « l'anglais, langue scientifique française », dont Gilbert Comte a publié dans ces colonnes.

« Publier en anglais », dit M. Durup, professeur de physique-chimie, c'est la seule façon d'acquiescer une honorable notoriété professionnelle. »

« Dans un congrès scientifique », ajoute M. Giraud, du Centre d'études nucléaires de Saclay, 30 à 40 % des personnes se lèvent et quittent la salle lorsqu'on annonce une communication en français. » (Le Monde du 14 juin.)

La langue est plus qu'un outil

Les données sont incontestables. Mais le problème reste de savoir si nous pouvons nous en accommoder. Oui, disent certains — la majorité peut-être, — qui estiment, comme M. André Martin, du CERN, que l'essentiel est « d'assurer un rayonnement et une diffusion maximum de la culture scientifique française » quel qu'en soit l'habit linguistique. Que demande-t-on à un « outil », sinon qu'il fonctionne, disait encore M. Durup, et M. Martin de renchérir en demandant si « l'usage du latin (...) jusqu'à la fin du dix-huitième siècle a-t-il été la culture française ? ».

Cette notion de langue « outil » manifeste plus profondément que tous les « trahis » possibles la pénétration dans nos esprits de la mentalité anglo-saxonne.

Pour les symbolistes français aussi bien que pour un Boris Vian, la langue n'est pas un outil insensible dans la main du penseur : elle est bien plutôt la matière que la pensée maîtrise, brise et nécessaire, pour lui donner forme. L'idée d'une langue-outil, préconisée par des linguistes

formés à l'école pragmatiste d'outre-Atlantique, ne se justifie qu'aux stades les plus élémentaires de la communication et l'on s'aperçoit que des hommes de sciences s'y puissent laisser tromper.

Si l'emploi de la langue française n'est pas sans influencer la recherche elle-même et si le professeur Faguet a raison d'affirmer — par une formule saisissante — que « le maintien de la France, qui devrait être notre souci majeur, ne se conçoit pas plus sans langue que sans efforts », il reste à trouver les moyens d'assurer l'audience des travaux présentés en français. C'est là que réside la principale responsabilité des pouvoirs publics.

Certains diront que la qualité s'impose d'elle-même et que, si nos travaux scientifiques égalent en qualité les travaux américains, ils seraient lus tout seuls. Ce raisonnement omet l'impossibilité où sont aujourd'hui les chercheurs non pas même de lire, mais seulement de consulter l'ensemble des publications intéressant leurs disciplines. Les articles ne sont connus qu'à travers des références fournies par les banques de données automatisées : celles-ci se trouvent pratiquement toutes aux États-Unis ne retransmettent que les titres des publications rédigées en anglais. Reste qu'un effort national, soutenu par l'argent du contribuable, ne saurait s'exercer sans discernement et que les publications françaises qui prétendent à une diffusion internationale se doi-

vent d'opérer une sélection rigoureuse quant à la qualité des articles qu'elles acceptent, qu'il s'agisse de la forme ou du fond. C'est, semble-t-il, la voie dans laquelle s'engage le comité des publications de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (Midist).

Cet effort doit être accompagné, de la part de l'Etat, d'aides précises tendant à faciliter la diffusion de la pensée d'expression française. Ces aides ne peuvent être décidées et prises en charge par une administration loïse. Elles doivent résulter d'une option prise solidement par l'ensemble du gouvernement et partagée par chacune des parties intéressées : affaires étrangères, coopération, universités, recherche, santé, mais aussi défense, agriculture, économie et budget, etc. Le Haut Comité de la langue française, dont la mission interministérielle vient d'être explicitement affirmée par le conseil des ministres, a donc déjà suggéré et présentera encore prochainement à ces départements une série de propositions concrètes visant à faciliter l'accès aux ressources de la traduction simultanée pour les organisateurs de congrès internationaux comme à assurer la diffusion à un prix raisonnable et dans des conditions satisfaisantes des revues scientifiques françaises de qualité.

A plus long terme, une priorité devra être accordée à la constitution de banques de données françaises et à leur connexion à des réseaux étrangers permettant notamment des échanges dans les deux sens.

Considérant enfin le rôle que jouent les fondations privées d'encouragement à la recherche scientifique, aux États-Unis particulièrement, il y aurait lieu d'ouvrir le dossier, encore presque neuf en France, du mécénat d'entreprises. Combien de jeunes chercheurs français n'ont pu mener à bien leurs travaux, voire obtenir leur doctorat français, grâce à des bourses américaines ? Comment leur reprocher de réserver ensuite leurs principales découvertes à des revues du pays qui les a aidés ? Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la création d'institutions du même type en France pourrait donner un sang nouveau à la recherche scientifique d'expression française.

Les voies choisies paraîtront sans doute longues et onéreuses, mais celle qui consisterait à réprimer simplement l'emploi de l'anglais dans les publications scientifiques n'aboutirait, sous couvert de défense du français, qu'à l'exil des cerveaux. L'objectif que nous devons poursuivre étant la promotion de la science française plus encore que de la langue, l'heure des réglementations ne saurait sonner avant qu'ait été réunies les conditions de leur efficacité.

(*) Conseiller technique auprès du Haut Comité de la langue française.

Pour une politique globale

par JACQUES LE CORNEC (*)

Ce siècle est celui de la conscience linguistique. Nationales, internationales ou régionales, de majorité ou de minorité, que ce soit par la vitalité des peuples ou la volonté des Etats, les langues ne cessent pas de s'affirmer.

Sans entrer dans le détail des motivations, des nuances et des modalités de fait, ni dans le débat des rapports interlinguistiques, d'harmonie ou de domination, cette affirmation, dans son principe, est saine : pour soi dans sa langue, pour les autres dans la leur et, pour l'ensemble, elle entretient ou rétablit la pluralité culturelle qui est aussi la richesse du monde.

A défaut de cet élan, de deux choses l'une : ou bien le groupe parlant accepte, même inconsciemment, de mourir (est-ce déjà, pour le français, notre cas ?) ou bien, tel l'anglo-américain, il est assez puissant pour laisser aller les choses (il est facile quand on est fort d'être également généreux).

Nous autres, Français de France et tous nos parents de langue à l'étranger, nous avons la responsabilité commune du français. Or nous savons qu'il est, de maintes manières, menacé.

Certes, beaucoup s'en occupent. Ce sont, dans le secteur public et assurant leurs missions traditionnelles, principalement les ministères de la culture, de l'éducation, des universités, des affaires étrangères, de la coopération. Ce sont les instances spécialisées qui en procèdent de quelque façon : l'Académie française, le Haut Comité, le Conseil international de la langue française. Ce sont, dans le secteur privé, des associations nationales ou internationales (de parlementaires, de professeurs d'université, de journalistes, de maîtres, etc.), des spécialistes (linguistes ou grammairiens), des cercles littéraires, des sociétés savantes, des chroniqueurs de presse, des auteurs et puis des militants obscurs, aussi dévoués que méconnus.

Mais voilà. Ce vaste concours d'initiatives se manifeste dans le désordre ; chacun chemine pour soi-même, éclairé de sa seule lanterne ; c'est un dépeuplement de troupes, là, corps constitués, ici, franc-tireurs ou maquis, sans stratégie, ni direction, ni états-major unifiés.

Ces effectifs, réguliers ou volontaires, il est bon qu'ils soient si divers et, somme toute, relativement nombreux : il serait mieux qu'ils soient associés et conduits par une voix unique.

Celle-ci ne peut être exclusivement l'une ou l'autre des institutions existantes, ni celle d'un

tiers arbitrairement choisi, mais celle de la puissance publique telle qu'elle est démocratiquement constituée, c'est-à-dire du gouvernement.

Car, malgré la bonne volonté des organisations en place et la sympathie évidente de l'opinion, il est certain qu'elles ne suffiront pas à la tâche sans l'intervention ordonnée et systématique de l'Etat.

S'appuyant sur un projet politique, national et communautaire (francophone), doté de structures adéquates et pourvue des moyens nécessaires (au demeurant peu importants), une autorité publique doit être mise en place et dont la forme est à déterminer, par exemple, comme la DATAR pour l'aménagement du territoire et l'action régionale, une délegation à l'aménagement linguistique (qui n'exclut pas non plus l'action régionale). Là, est la condition (ou l'une des conditions, mais pas la moins importante) de notre salut.

Coordonnant tous les organes et les secteurs qui s'exercent pour la langue, elle reprendrait le travail de création terminologique et proposerait d'autres recherches et orientations.

Il y aurait, bien sûr, des précautions à prendre pour définir et appliquer ce plan, consulter les experts pour leur science et les élus pour la sanctionner.

Agir sur la qualité du français en France, à l'école, dans la presse et à la radio-télévision, dans l'administration, dans l'économie, les sciences et les techniques, relier entre elles les actions de l'éducation, de la culture, de l'information et de la coopération internationale, assurer sa diffusion dans les pays francophones, sur la scène internationale, à l'étranger, en Europe et dans les autres continents, c'est choisir et mener une politique globale du français.

La preuve est faite qu'à petite échelle, celle d'un département (1), une opération publique est possible.

Pourquoi pas à celle de la nation ? Assurément, dans une cause populaire et par-delà les clivages partisans et sociaux, l'engagement de l'Etat la révélerait tout entière.

Pourquoi pas également, selon des voies librement prises, à celle de la grande communauté francophone, dont L. S. Senghor est le champion, cadre d'égalité, de solidarité des peuples et d'échanges culturels fondés sur la fraternité ?

C'est ce que les Français de France et tous les parlants français du monde attendent instamment de nous.

(1) Expérience de l'Orne en France, depuis 1976.

(*) Préfet.

Still speaking french, you Frenchie ?

par JACQUES CELLARD

EN même temps que des « objets de pensée » à usage individuel, les mots sont des marchandises et des armes. Dans les rapports entre les communautés ou les peuples, ils précèdent, accompagnent ou suivent celles-ci au gré des fluctuations de l'histoire. Dans ces compétitions, les qualités propres à une langue (en admettant qu'on puisse en faire état scientifiquement), ne jouent qu'un rôle secondaire. La clarté, la précision, la richesse du français ne sont sans doute pas absolument des illusions. Mais quand l'Européen du dix-septième ou dix-huitième siècle expliquait ou tentait de justifier par elles la préférence qu'il donnait à « la langue de Racine » sur sa langue maternelle, allemand, anglais ou italien, il parlait avec plus ou moins de bonne foi l'effet pour la cause.

La supériorité du français à l'époque (et pratiquement jusqu'en 1914), c'était d'abord celle d'une France unifiée, centralisée, surpeuplée, dynamique et impérialiste. Celle de l'anglais d'aujourd'hui n'est pas d'une nature différente ; en notant évidemment que l'anglais d'Angleterre (« la langue de Shakespeare » dans la même phraséologie naïve) n'a été langue à vocation universelle qu'assez peu de temps, entre les deux guerres, et qu'il n'est plus aujourd'hui que de l'anglais-américain des États-Unis.

Nous admettrons difficilement d'avouer notre dépendance en termes aussi brutaux. Nous préférons, c'est humain, présenter et « vivre » comme un choix objectif, éclairé par les seules considérations intra-linguistiques, ce qui n'est en fait que notre soumission à une contrainte extra-linguistique : éco-

nomique et en dernier ressort politique.

La position dominante des États-Unis dans la partie occidentale de la planète et le poids démographique du Commonwealth britannique sont des faits dont la position dominante de l'anglais dans les rapports internationaux n'est que la conséquence. Dans cette situation, les propos officiels sur les privilèges culturels du français sont sans grand intérêt. Abandonner aux États-Unis et à l'anglais le leadership et quasiment l'exclusivité des

sciences, des techniques et du commerce, pour se réserver celui des affaires culturelles, c'est d'abord ignorer ou feindre d'ignorer le dynamisme de la culture nord-américaine, qui est aujourd'hui, en dépit des ricanements condescendants, l'élément moteur de la puissance américaine.

C'est ignorer aussi que la compétition linguistique est globale, et que personne, dans ce domaine, ne peut délimiter des zones d'influence ou des chasses gardées.

Une réponse politique

Une compétition politique, au sens large du mot, ne peut appeler que des réponses politiques. Celle qui oppose nécessairement aujourd'hui l'anglais au français, en France même et bien entendu dans les « zones d'influence » francophones, d'association ou de bonnes volontés, même si ces bonnes volontés font un travail indispensable, mais une affaire de gouvernement au plus haut niveau. Ou du moins elle devrait l'être.

Or, sans remonter à une époque où le problème pouvait effectivement ne pas être perçu dans toute son ampleur, il apparaît bien que les gouvernements français ont constamment été pris de court à cet égard, dès les années 50. On ne leur en fera pas grief : ils n'avaient (et n'ont encore, hélas !) aucun moyen mystérieux de prendre la mesure de cette compétition, et par conséquent de faire des choix d'actions.

Deux échecs témoignent de l'insadéquation de ces moyens de défense aux formes actuelles de compétition linguistique. Le premier est la malheureuse aventure du « Trésor de la langue française », dans laquelle ont été englouties, et continuent à l'être, la plus grande partie des crédits dont le C.N.R.S. pouvait disposer pour les besoins de la linguistique française. Le plus beau dictionnaire du monde (comme le France en était le plus beau navire) est beaucoup moins utile dans ce type de compétition qu'une banque de terminologie ou qu'un office de traductions scientifiques. Nous n'avons encore ni l'un ni l'autre, et les errements actuels ne permettent pas de les espérer avant longtemps.

L'autre échec est celui de la loi Bas-Lauriol (1979) sur la défense du français, votée, c'était bien le moins, à l'unanimité de la représentation nationale, et dont c'est peu que de dire qu'elle est quoti-

dienement ignorée par les intéressés.

L'important était, et il est toujours, de définir et de mettre en œuvre une politique de la langue pour la France, au même titre que sont définies sa politique de défense, sa politique économique, démographique et d'autres.

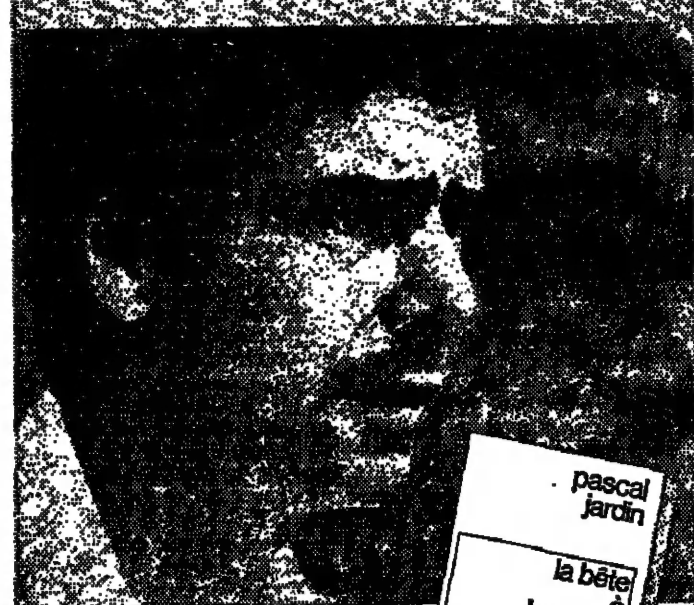
On donnera volontiers acte à nos gouvernements que tout n'est pas à faire, et qu'en particulier, avec des moyens insuffisants, le ministère des affaires étrangères même dans ce domaine une action efficace. On lui reconnaîtra également, pour excuse valable, que des actions efficaces dans le domaine linguistique supposent préalablement une politique d'ensemble ; que celle-ci suppose une doctrine, et qu'une doctrine ne peut se dégager que d'une masse convenable et crédible d'informations, qu'il faut cruellement défaut.

Notre marge de manœuvre n'est pas grande dans ce domaine ? C'est vrai, et c'est une raison de plus pour l'utiliser au mieux. Le poids de l'anglais comme langue de communication internationale est grand, écrasant ? C'est encore vrai.

Mais, pour parler familièrement, « il ne faut pas en rajouter » ; encore moins nous faire, par goût de la démission nationale, les fournisseurs de la colonisation linguistique.

Il n'est pas trop tard. Mais c'est au gouvernement d'aujourd'hui qu'il revient de dire s'il accepte, par passivité, que l'on puisse, dans cinquante ans, poser à nos enfants l'ironique question : « Still speaking french, you Frenchie ? (Alors, mon petit Français, on parle encore sa langue ?) ».

Pascal Jardin.
La bête à bon Dieu.



Suite et fin du Nain Jaune.
Un extraordinaire souffle de vie.
200 pages.

FLAMMARION

préparations d'été ou annuelles

MEDECINE

7 centres : soins-pierres, acupunct, naturop, biochim, ostéop, chiro, chiropr

CEPES 57, r. Ch. Laffitte, 92 Neaillly, 722.94.94 - 745.09.19
enseignement supérieur privé

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
Concours juridique et économique

ENA
Examen d'entrée à :
SCPO
PRÉPARATIONS COMPLETES
DE JANVIER à JUIN
et PRÉPARATION INTENSIVE
DU JUILLET à AOÛT

• Soins en AP
• Soins en cours d'AP
• Procédure d'admission en 30 jours
TAXES CONFIRMES DE NECESSITE
DEPUIS 1953

AUTEUIL 6, Av. Léo-Hugot,
75016 Paris - Tel. 224.10.72
TOLBIAC 63, Av. d'Italie 75013 Paris
Tel. 503.59.35

Jean Edern Hallier
UN BARBARE
EN ASIE DU SUD-EST

« Un barbare en Asie du Sud-
Est est une jolie leçon d'écriture.
Le journaliste y retrouve
le droit d'être un écrivain. »

Michel Déon
(Le Monde)

Néo
Nouvelles éditions Oswald

(Publité)

PILLAGE DE L'URANIUM NAMIBIEN



« Nulle personne ou entité, constituée ou non
en société, ne peut rechercher, prospecter, explorer,
prendre, extraire, exploiter, traiter, raffiner, utiliser,
vendre, exporter ou distribuer une ressource naturelle
quelconque, qu'elle soit d'origine animale ou minérale,
située ou découverte à l'intérieur des limites terri-
toriales de la Namibie... »

(Décret n° 1, adopté par le Conseil des Nations unies pour la
Namibie, le 27 septembre 1974.)

**AUDITION DE TÉMOINS A L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES, NEW-YORK - 7-11 juillet 1980**

sudestasie

MAGAZINE D'INFORMATION

Pour la première fois :
un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est
No 3/juillet 80

Parmi les articles au sommaire :

- Philippines : Huit ans de Loi martiale
- La politique chinoise en matière d'investissements étrangers
- Lebrun, précurseur du Nouvel ordre économique international
- L'Agriculture est-elle née en Asie du Sud-Est ?
- Le mariage mixte
- Pirates, colons, bom-people

Dossier spécial en 16 pages :
« AUJOURD'HUI, LA THAILANDE »
(Les actualités politiques, l'économie, la vie à Bangkok...)

Tarif annuel d'abonnement : France : 90F et pays d'Europe : 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à Sudestasie 17 rue du Cardinal Lemoine 75005 Paris

Nom _____
Adresse _____

ASIE

Cambodge

Le C.I.C.R. exige de pouvoir procéder à une « distribution équitable » des secours

De notre correspondant

Genève. — Plusieurs journaux, agences de presse et chaînes de télévision ayant annoncé que d'ici peu de temps le comité international de la Croix-Rouge, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial, allaient mettre fin à leur action humanitaire en faveur des populations civiles khmères entassées et sans cesse déplacées le long de la frontière thaïlando-cambodgienne, divers démentis plus ou moins précis ont été opposés par les trois organismes. Il n'en reste pas moins que les opérations militaires et l'insécurité qu'elles engendrent entravent — quand elles ne les rendent pas impossibles — les distributions de secours. La difficulté essentielle demeure dans l'impossibilité d'exercer un contrôle réel dans la distribution des vivres et des médicaments et dans celle de faire la distinction entre les civils et les combattants. Or si le C.I.C.R. peut secourir ces derniers lorsqu'ils sont blessés et leur apporter l'aide humanitaire telle qu'elle est prévue dans la convention de Genève, il ne saurait être question d'exercer une activité qui pourrait être interprétée comme un encouragement à l'effort de guerre, quelles que soient les parties au conflit qui en bénéficieraient.

Dans un communiqué publié le mardi 8 juillet au soir, le C.I.C.R. confirme qu'il n'a pas réussi à obtenir les conditions indispensables à la poursuite de son action, à savoir pouvoir procéder à « une distribution équitable » des secours à l'ensemble de la population civile dans le besoin et bénéficier des garanties de sécurité. Les démarches incessantes faites dans ce sens ayant échoué jusqu'à présent, les négociations à haut niveau s'ouvrent la semaine prochaine. Les responsables du C.I.C.R., de l'UNICEF et du P.A.M. se rendront à cet effet en Thaïlande, puis à Phnom-Penh, où ils sont attendus le 21 juillet.

Le C.I.C.R. estimant entre autres que des divergences sont apparues entre ses représentants et ceux de l'UNICEF et que des initiatives unilatérales auraient été prises dans le domaine de la distribution des vivres, des contacts sont prévus dans les plus brefs délais entre les sièges de ces deux organismes, à Genève et à New-York, afin de mettre au point une politique commune avant que ne soient entamées de nouvelles négociations avec les autorités de Bangkok et de Phnom-Penh. Si celles-ci échouaient, l'aide humanitaire devrait être suspendue.

ISABELLE VICHNIAC.

● Le train qui relie Phnom-Penh à Battambang (province cambodgienne frontalière avec la Thaïlande) a, samedi, dimanche, sur une mine, à-t-on appris mardi 8 juillet dans la capitale cambodgienne de sources bien informées. L'incident, selon des informations concordantes, a fait une vingtaine de morts et plusieurs dizaines de blessés. L'engin explosif — une mine antichar — indique-t-on à Phnom-Penh, aurait été placé par les Khmers rouges dans les environs de la ville de Pursat, à mi-chemin entre Battambang et la capitale cambodgienne. Le trafic a été rétabli.

C'est la deuxième fois en deux mois que ce train est attaqué. A la mi-juin, près de deux cents personnes avaient été tuées et au moins autant de blessés au cours d'un attentat pratiquement inconnu sur la scène internationale.

La rencontre entre MM. Carter et Hua Guofeng

(Suite de la première page.)

Après les cérémonies, une foule nombreuse de simples citoyens était attendue au Sudokan pour rendre un dernier hommage au premier chef de gouvernement mort en exercice depuis la fin de la guerre.

Lorsque les Japonais se souviennent qu'en 1987, lors des funérailles nationales de l'ancien premier ministre, Shigeru Yoshida, qui dirigea le pays dans la période difficile de l'après-guerre et fut notamment l'interlocuteur de McArthur, sept pays seulement avaient envoyé des délégations au Japon, ils ne peuvent que mesurer le chemin accompli par leur pays en une vingtaine d'années et prendre conscience de son importance sur la scène internationale.

Outre MM. Carter et Hua assiste également aux funérailles M. Ziaur Rahman, président du Bangladesh. Dix pays ont envoyé leur premier ministre, parmi lesquels l'Australie, la Corée du Sud et la Thaïlande. M. Teng Sary, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères du « Kampuchéa démocratique », est également présent, les Philippines étant représentées par Mme Marcos. La délégation de la commission de la Communauté européenne est dirigée par son vice-président, M. Heterkamp. Les relations nippono-soviétiques étant quelque peu tendues depuis l'invasion de l'Afghanistan, le Kremlin n'est représenté que par son ambassadeur à Tokyo.

Parmi cette pléiade de personnalités, dont la présence, à commencer par celle des plus hautes personnalités des Etats-Unis et de Chine, témoigne du rôle que le Japon est appelé à jouer dans le monde en cette fin de siècle, c'est M. de Guiringaud qui, en qualité de représentant personnel du président de la République, assiste pour la France aux funérailles de M. Ohira. Malgré toute l'estime que portent les Japonais à l'ancien ministre des affaires étrangères, qui fut de longues années ambassadeur à Tokyo et a maintenu des liens étroits avec ce pays, on ne cache pas, en privé, dans les milieux officiels nippons, que l'on aurait pu attendre de la France qu'elle fut représentée par un ministre en activité, comme c'est le cas de l'Allemagne de l'Ouest. On peut, certes, faire valoir que les Japonais étant des êtres supposés sentimentaux, ils seront plus sensibles à la présence d'une personnalité qu'ils connaissent et estiment. Il est vrai aussi que la troisième puissance économique du monde attend depuis si longtemps la visite d'un chef d'Etat français qu'elle n'est plus à une déception près...

Les obsèques de M. Ohira seront l'occasion de plusieurs entretiens politiques, en particulier, jeudi, la première rencontre entre M. Carter et Hua Guofeng. Ce dernier, depuis son arrivée à Tokyo, est particulièrement actif et a déjà rencontré M. Fraser, premier ministre australien, et le

président du Bangladesh. Il s'est, en outre, entretenu, ce mercredi matin, avec le premier ministre thaïlandais, M. Prem Tinsulanonda, de la situation en Indochine et notamment de la tension sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

Selon des sources chinoises, M. Hua aurait « félicité le peuple thaï pour l'esprit d'indépendance dont il fait preuve ». Les Japonais, d'autre part, comptent profiter de la présence à Tokyo de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement étrangers pour leur présenter officiellement M. Zankou Suzuki, dont il s'avère aujourd'hui qu'il sera dans quelques jours le successeur de M. Ohira, mais qui pour l'instant est pratiquement inconnu sur la scène internationale.

PHILIPPE PONS.

Afghanistan

Combat inégal dans la vallée de la Khunar

Un journaliste de l'A.F.P. Pierre Cayrol, vient de passer quelques jours dans la vallée de la rivière Khunar, une zone où la résistance est active, dans l'est du pays. Voici son témoignage :

Sheegal (A.F.P.). — Les blindés soviétiques, appuyés par des hélicoptères et des Mig, sillonnent, sans interruption, la route stratégique reliant Jalalabad à Asmar, le long de la rivière Khunar, à une quinzaine de kilomètres seulement de la frontière avec le Pakistan.

Des combats sporadiques ont lieu, à intervalles réguliers, entre les Soviétiques et les résistants afghans réfugiés dans la montagne et qui descendent des contrées des monts Hindou-Kouch pour harceler les positions de l'armée rouge, sur la rive ouest.

En fait, le scénario est toujours le même à peu de chose près. Les blindés soviétiques apparaissent, tôt le matin, et parcourent la route de la vallée — qui serpente sur la rive ouest, — tirant au jugé sur les rebelles cachés dans la montagne et qui ripostent par des rafales d'armes automatiques.

En compagnie de six moudjahidin (combattants musulmans), nous avons assisté à l'un de ces accrochages, depuis la rive est de la Khunar, qui mène à la frontière avec le Pakistan. Il est 9 heures du matin : les blindés soviétiques sillonnent la vallée, tirant sur tout ce qui semble bouger dans les montagnes, sur la rive occidentale. Des hélicoptères virevoltent entre les montagnes, dans un bourdonnement d'hélices et de rotors. A chaque fois qu'ils approchent — le réflexe est désormais instinctif — il faut se jeter au sol et attendre. Les hélicoptères et les Mig s'éloignent momentanément, nous pouvons alors nous relever, observer dans la vallée les tris réguliers des blindés qui soulèvent, au point d'impact des obus, d'épais geyers de fumée noire et grise, montent dans un ciel sans nuages. Les rebelles profitent de chaque éloignement momentané des avions et des hélicoptères pour ouvrir le feu.

Le fait vraiment frappant, au cours de tels accrochages, est, sans conteste, l'incroyable inégalité du rapport de forces entre les Soviétiques et les rebelles, qui n'ont à opposer qu'un armement hérité de l'armée rouge. Les moudjahidin semblent craindre par-dessus tout ces grosses et mortelles libelles couleur de saie qui sont les hélicoptères Mi-4, auxquelles ils n'ont rien à opposer que quelques armes lourdes — des datchaks — et des fusils d'assaut Kalachnikov AK-47 récupérés sur l'ennemi.

Les rebelles disposent aussi de copies de Kalachnikov « made in Pakistan » et de vieux fusils anglais Enfield rafistolés. Cette énorme inégalité du rapport de forces n'est sans doute pas étrangère à la confiance qu'attachent les Soviétiques. Nous avons pu en observer plusieurs à la jumelle : ils semblent rassurés, sereins, presque décontractés, un peu comme s'ils étaient sûrs de leur invulnérabilité. Certains, assis sur la partie latérale d'un tank, torse nu et en short, ont ainsi défilé tranquillement dans le village de Sheegal.

Au total, malgré une telle inégalité des forces en présence, la situation reste comme « bloquée », aucune des parties en présence ne réussissant à emporter la décision. Les Soviétiques, s'ils semblent considérer la route de la vallée de la Khunar, ne peuvent accéder aux crêtes montagneuses qui servent de refuge aux rebelles. Ceux-ci, de leur côté, sont dans l'incapacité — compte tenu du rapport de forces — de mener une action d'envergure pour faire reculer l'armée rouge.

Face à cette « impasse », l'armée rouge aurait décidé, selon des informations diffusées par les milieux politiques de la résistance afghane, de mieux adapter ses moyens de lutte et de se doter d'armes propres à la guérilla. Elle aurait ainsi placé « plusieurs milliers » de petites mines, larguées par hélicoptères, afin d'empêcher les rebelles de franchir la rivière Khunar pour aller se ravitailler en munitions au Pakistan.

D'autres rumeurs circulant dans les milieux rebelles afghans font également état de l'expérimentation par les Soviétiques de « nouvelles bombes » miniatures — dissimulées dans des objets divers tels que des stylos, des jouets ou même des billets de banque — et qui sauteraient au moindre contact.

Pour notre part — en parcourant pendant près d'une semaine les régions où, selon les Afghans, les Russes auraient utilisé ce nouveau type d'armement — nous n'avons vu aucun indice permettant de confirmer ces informations.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LE GOUVERNEMENT MILITAIRE A ORDONNÉ L'ARRESTATION DE CENT CINQUANTE DEUX PERSONNES qui avaient rejoint le régime de la dernière année de la dictature et de gouvernement étrangers pour leur présenter officiellement M. Zankou Suzuki, dont il s'avère aujourd'hui qu'il sera dans quelques jours le successeur de M. Ohira, mais qui pour l'instant est pratiquement inconnu sur la scène internationale.

PHILIPPE PONS.

Colombie

● PLUS DE QUATRE CENT CINQUANTE PAYSANS ont été tués, en 1979, par les guérilleros appartenant notamment aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Selon le président de l'ANUC, M. Jorge Martínez, des paysans auraient été également assassinés par des membres du mouvement d'extrême gauche M-19, en raison de leur désaccord avec la ligne politique de la guérilla colombienne. Ces chiffres apparaissent exagérés : selon les statistiques publiées l'an dernier, par les journaux comme

par l'armée, ce sont, en réalité, une cinquantaine de paysans qui auraient été abattus par des guérilleros qui les accusaient de collaborer avec les forces antiguerilleras. Le président de l'ANUC a également affirmé que sous les dix dernières années, près de trente-cinq mille paysans colombiens ont été emprisonnés et que dix mille familles ont dû quitter leurs terres sous la pression des grands propriétaires.

— (A.F.P.)

Egypte

● NEUF MILITANTS DU RASSEMBLEMENT PROGRESSISTE UNIONISTE, parti de gauche égyptien, non représenté au Parlement, ont été arrêtés ces cinq derniers jours, a annoncé, mardi 8 juillet, un communiqué de ce mouvement, qui précise que le motif retenu est « la fondation d'organisations nassériennes et marxistes illégales et clandestines ». Deux des personnes arrêtées, des avocats, ont soumis une requête au procureur général protestant contre « le mauvais traitement que subissent les détenus ». — (A.F.P.)

Guatemala

● LA CONFEDERATION MONDIALE DE TRAVAIL a lancé une campagne mondiale de protestation après l'enlèvement, le 21 juin, par des forces de sécurité, de vingt-cinq dirigeants syndicaux réunis au siège de leur organisation dans la capitale du Guatemala. Le C.M.T. estime que la vie de ces personnes est en danger, dans la mesure où la police nie les décrets d'arrestation. L'armée a revendiqué, le mardi 8 juillet, l'assassinat, survenu le 5 juillet, du journaliste

M. Marco Antonio Casco Munoz. L'ESSA a accusé la victime d'avoir eu des liens avec l'extrême gauche. Enfin, selon un porte-parole de l'université San-Carlos (USAC), quarante-quatre professeurs, dirigeants, étudiants et membres de l'administration de cette institution ont été assassinés ces deux dernières années.

Libéria

● TOUS LES BIENS ET PROPRIÉTÉS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT TOLBERT ont été confisqués au profit du gouvernement libérien, aux termes d'un décret publié par le Conseil populaire de Rédemption, a-t-on appris, mardi 8 juillet, de sources officielles à Monrovia. Par ailleurs, les conseils d'administration de toutes les sociétés nationales libériennes ont été dissous sur ordre du chef de l'Etat, le sergent-chef Samuel K. Doe, qui a également aboli la fonction de contrôleur général, a annoncé un communiqué de la présidence. — (A.F.P.)

Pérou

● L'ENLEVEMENT DE CINQ ARGENTINS EN TERRITOIRE PERUVIEN fera l'objet d'une enquête parlementaire, ont déclaré, mardi 8 juillet, plusieurs membres du Congrès, représentant divers partis de gauche, après s'être réunis la veille avec le président élu, M. Fernando Belaúnde. Les cinq Argentins auraient été enlevés au cours d'une opération commune des services de renseignements de Buenos-Aires et de Lima, et trois d'entre eux auraient été remis aux autorités argentines, le sort des deux autres restant inconnu (Le Monde daté 23-24 juin). — (Reuters.)

PROCHE-ORIENT

EUROPE

Afghanistan

Combat inégal la vallée de la Khunor

La vallée de la Khunor, dans le sud-est de l'Afghanistan, est le théâtre d'un combat inégal entre les forces soviétiques et les combattants du front populaire. Les Soviétiques, bien équipés et entraînés, tentent de reprendre le contrôle de cette région stratégique. Les combattants du front populaire, bien que moins nombreux et moins équipés, résistent vaillamment. Le combat est particulièrement intense dans la vallée de la Khunor, où les deux camps se disputent le contrôle des hauteurs et des vallées. Les Soviétiques ont lancé plusieurs offensives, mais ont été repoussés à chaque fois. Les combattants du front populaire ont réussi à maintenir le contrôle de la vallée de la Khunor, malgré les efforts des Soviétiques.

Liban

LA « GUERRE DES CHRÉTIENS »

Les milices de M. Gemayel ont porté des coups sévères à celles de M. Chamoun. Le bilan des affrontements s'élèverait à 150 morts.

De notre correspondant

Beirut. — Les troubles ont repris mardi 8 juillet au Liban entre les milices chrétiennes rivales. Les Phalanges de M. Gemayel ont pratiqué par ailleurs leur manœuvre sur les hauteurs de la capitale. Les milices de M. Chamoun ont porté des coups sévères à celles de M. Gemayel. Le bilan des affrontements s'élèverait à 150 morts. Les Phalanges ont lancé une offensive contre les milices de M. Chamoun, qui ont été repoussés. Les Phalanges ont pris le contrôle de plusieurs zones stratégiques de la capitale. Les milices de M. Chamoun ont lancé une contre-offensive, mais ont été repoussés. Les affrontements ont continué toute la nuit. Le bilan des affrontements s'élèverait à 150 morts.

Iran

Exécutions et épurations se poursuivent dans le cadre du nouvel « ordre islamique »

La radicalisation de l'ordre islamique, instauré lundi 7 juillet, en Iran, s'est poursuivie mardi avec le renvoi de cent trente et un employés de l'administration qui se sont rendus au travail sans porter la « tenue islamique ». Un vendeur de cigarettes, accusé d'homosexualité, a été exécuté lundi à Isfahan et deux femmes ont été exécutées à Chembran pour adultère. Des centaines de personnes ont été arrêtées et détenues dans des camps de concentration. Les exécutions et épurations se poursuivent dans le cadre du nouvel « ordre islamique ». Les autorités ont lancé une campagne de répression contre les opposants à la révolution. Des centaines de personnes ont été arrêtées et détenues dans des camps de concentration. Les exécutions et épurations se poursuivent dans le cadre du nouvel « ordre islamique ».

Espagne

L'ETA politico-militaire observe une trêve dans la « guerre des plages »

Madrid (A.F.P.). — Depuis plus d'une semaine, aucune bombe n'a explosé dans les centres touristiques espagnols, mais on enregistre toujours de fausses alertes qui suffisent à entretenir un climat d'insécurité. Ainsi, deux alertes, ont été déclenchées, le mardi 8 juillet, à bord de deux car-ferries reliant l'Espagne et la Grande-Bretagne, et une troisième dans l'après-midi à la gare de Burgos, à 250 kilomètres au nord de Madrid. Cette trêve, dans la « guerre des plages », menée par l'ETA politico-militaire, coïncide avec le début des célèbres fêtes de la San-Fernando à Pamplune, en Navarre, où une manifestation a eu lieu mardi après-midi dans le plus grand calme. Elle coïncide aussi avec le début des vacances d'été. Les observateurs avancent deux hypothèses pour expliquer ce silence de l'ETA-P.M. : soit une défaillance de son infrastructure armée, soit les négociations basées sur cette méthode sur le plan intérieur. L'organisation autonome basque aurait perdu du terrain au Pays basque, face au parti nationaliste basque (P.N.V., conservateur) et surtout face à son grand rival, la coalition indépendantiste basque (Euzko Alderdi Jeltzaleak), qui a obtenu récemment la reconnaissance officielle de l'ETA (ETA officielle), indiquant les milieux bien informés. Par ailleurs, le leader de la coalition autonome basque, Euzko Alderdi Jeltzaleak, a déclaré mardi à Saint-Sébastien que l'ETA disparaît des que des mesures politiques adéquates auront été adoptées et que régnera un climat de dialogue et de coopération mutuelle. M. Banderas a indiqué également que son organisation attendait la libération de l'un de ses dirigeants, M. Mugica Arregui, arrêté récemment par la police, pour décider de la poursuite de son action politique sous des formes pacifiques. Cependant, la police espagnole a fait connaître quelques chiffres relatifs au terrorisme basque ces dernières années. Selon des sources proches des forces de l'ordre, la coalition indépendantiste basque (Euzko Alderdi Jeltzaleak) a commis deux cent soixante-quinze assassinats, entre juin 1978 et le 4 juillet 1980. De ces attentats, 96 % ont été commis au Pays basque espagnol. La police nationale a eu quarante-neuf victimes, l'armée vingt-quatre et les polices municipales quinze. Les attentats de l'organisation séparatiste ont également fait des victimes civiles et ont tué vingt-cinq ouvriers, neuf chauffeurs de taxi, sept maires et sept instituteurs. En outre, trois militants de l'ETA considérés comme des traîtres ont été tués par leurs anciens compagnons. L'ETA a surtout été active en 1978, où elle a fait quatre-vingt-cinq attentats. C'est en 1979 qu'elle a été la plus meurtrière, assassinant quatre-vingt-huit personnes.

Des partis indépendantistes et de l'extrême gauche basque ont décidé de rechercher le corps d'un réfugié basque, M. José María Etxebarria, dit « Napparra », dont l'assassinat a été revendiqué par le Bataillon basque espagnol (extrême droite). Les recherches auront lieu dans la zone de Chantaco, près de Saint-Jean-de-Luz, dans le sud-ouest de la France, où il aurait été enterré. Le bataillon basque espagnol avait revendiqué l'enlèvement de « Napparra » le 23 juin dernier près de Ciboure, au Pays basque français, et le 4 juillet dernier son assassinat. M. José Luis Etxebarria, âgé de vingt-deux ans, avait disparu le 11 juin dernier. Selon certaines informations, il avait été chargé par des commandos indépendantistes d'acheter des armes en Belgique. — (A.F.P.)

Quatre néo-fascistes espagnols arrêtés ces derniers jours à Barcelone et à Valence ont été inculpés de terrorisme. Ils étaient en contact avec un dirigeant d'une organisation clandestine italienne d'extrême droite basée à Paris, apprend-on, le mardi 8 juillet de source policière espagnole. — (A.F.P.)

Trois membres des Groupes révolutionnaires antisémites du 1^{er} octobre (G.R.A.P.O.) ont été condamnés le mardi 8 juillet à Madrid, à des peines allant de quatre ans et deux mois à quinze ans et deux mois de prison pour avoir été impliqués dans l'assassinat de M.M. Fernando Hierro Chomón, José Luis Bermejo Villegas et Eugenio Fernández Montero. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

Le syndicat des mineurs engage une épreuve de force avec le gouvernement

De notre correspondant

Londres. — Les délégués au congrès annuel du syndicat des mineurs (N.U.M.) représentant deux cent cinquante mille ouvriers, ont décidé à l'unanimité, le mardi 8 juillet à Eastbourne, de demander une augmentation de 33 % et un salaire minimum garanti de 100 livres (environ 1 000 francs) par semaine. Cette revendication peut être considérée comme une déclaration de guerre au gouvernement qui souhaite contrôler les augmentations des travailleurs du secteur public entre 10 et 14 %. Les dirigeants de la gauche du syndicat, M.M. McGahay pour l'Ecosse et M. Gormley pour l'Angleterre, ont d'ailleurs clairement indiqué qu'ils lançaient un défi à M. Thatcher. « Nous luttons contre la politique économique du gouvernement. Notre action pourrait provoquer de nouvelles élections générales qui nous débarrasseraient des conservateurs », a dit M. McGahay. M. Gormley, président du N.U.M., a déclaré, pour sa part, que les mineurs ne voulaient pas renverser le gouvernement mais seulement obtenir un accord sur les salaires satisfaisant pour eux et pour le pays. En fait, tous les dirigeants du syndicat, de la gauche à la droite, sont hostiles à la politique des revenus recommandée par les travaillistes. Ils acceptent le principe d'une libre négociation des salaires avec l'espérance d'un nouveau contrat d'épreuve de force comme celle de 1974 qui avait contraint M. Heath à provoquer des élections générales, perdues par les conservateurs. Aux Communes, Mme Thatcher a réagi calmement, rappelant que la revendication des mineurs aboutirait à augmenter sensiblement le prix de l'électricité, et que de nombreux jeunes se pressaient aux portes des puits en quête de travail. En fait, le gouvernement peut raisonnablement s'attendre que les mineurs modéreront sensiblement leur demande comme l'an dernier : l'accroissement s'était fait sur une base de 30 % d'augmentation et non sur les 65 % figurant dans les revendications initiales. D'autre part, le gouvernement estime que la conjoncture économique ne peut être comparée à celle de 1974 et que les mineurs hésiteront à engager une grève (une conférence spéciale devra décider des formes de l'action revendicative), étant donné l'augmentation des stocks et celle des importations de charbon à bon marché destiné à l'industrie sidérurgique en difficulté. Néanmoins, la gauche militante a accru son influence au sein du syndicat au détriment de M. Gormley auquel pourrait bien succéder dans deux ans M. Scarrell. L'ancien président du N.U.M. a cependant réussi à Eastbourne, au milieu des cris et des clameurs, à empêcher M. McGahay d'accéder à un poste de responsabilité. — (A.F.P.)

Plus des deux tiers des sénateurs américains s'opposent à l'extension des capacités des avions commandés par l'Arabie Saoudite

De notre envoyé spécial

Washington. — Tandis que M. Carter, avant de s'enlever pour Tokyo, annonçait à Detroit (Michigan) un plan de redressement de l'industrie automobile comportant notamment un relâchement des règlements antipollution, l'assistant d'un sénateur apportait mardi 8 juillet à la Maison Blanche une lettre signée par plus de deux tiers des membres de la Haute Assemblée. Les sénateurs, conduits par M. Jacob Javits, sénateur républicain de l'Etat de New York, et grand ami d'Israël, exprimaient leur opposition absolue à toute vente à l'Arabie Saoudite d'équipements spéciaux permettant aux avions F-15 déjà achetés par cette dernière d'atteindre l'Etat hébreu. Après un long débat et malgré une vive opposition du lobby israélien à Washington, les sénateurs avaient consenti, en 1978, à la vente de soixante de ces avions très modernes à l'Arabie Saoudite. Les premiers doivent être livrés l'an prochain. Il avait été entendu, en 1978, que leur rôle serait purement « défensif », c'est-à-dire que leur rayon d'action ne leur permettrait pas d'attaquer Israël. En juin, le ministre saoudien de la défense avait formulé à Genève, auprès de son homologue américain, M. Harold Brown, une demande visant à l'acquisition pour les F-15 de réservoirs supplémentaires et de missiles air-air avec leur système de lancement. M. Brown avait répondu que la question était encore à l'étude. Le porte-parole du département d'Etat, M. John Tanner, a réaffirmé mardi cette position, précisant qu'une déclaration dans ce domaine « n'était pas imminente » et qu'elle serait, si toute façon, « précédée de consultations avec le Congrès ». Il est à peu près exclu que l'administration Carter propose une telle livraison avant l'élection présidentielle de novembre, en raison des répercussions de celle-ci sur le « vote juif ».

Les sénateurs ont voulu cependant « verrouiller l'avenir ». Certains prêtent, en effet, à l'administration, après une éventuelle victoire en novembre, des intentions « équivoques » à l'égard de la doctrine traditionnelle concernant Israël. La Maison Blanche serait disposée après cette date, en raison de la nouvelle situation créée par les crises iraniennes et afghanes, à se soucier un peu moins de la sécurité de l'Etat hébreu et un peu plus des problèmes de défense généraux de la région face aux Soviétiques. « Plus que d'autres, a-t-il expliqué, les masses juives sont irrationnelles, émotives, hystériques. » Le peuple d'Israël n'est pas aimé, il ne peut qu'être admiré pour ses qualités, tels les grands de ce monde, généralement affligés de « défauts monstrueux ». Dernière image d'une soirée émouvante : le « vieux lion » à la crinière blanche donnant l'accablée à M. Helmut Schmidt devant l'assistance de tout qui applaudit à tout rompre. Il y a exactement quarante-cinq ans, Goebels lançait contre M. Nahum Goldman le mandat d'arrêt pour « haute trahison » après l'avoir privé de sa nationalité allemande. — (A.F.P.)

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La sécurité dans le Golfe

Les impératifs de la sécurité dans le Golfe sont au premier plan des préoccupations stratégiques américaines. M. Carter a affirmé solennellement dans son message sur l'état de l'Union, au début de l'année, que toute menace soviétique contre les pays pétroliers du Golfe serait considérée comme une menace pour les « intérêts vitaux américains » et repoussée « au besoin par la force ». Ces propos constituaient un « bluff » dans la mesure où les Américains n'avaient pas alors les moyens matériels de remplir un tel engagement. Cette situation commence à changer. Une flottille de quinze navires de guerre et six bateaux de soutien logistique a été déployée dans l'océan Indien. La base navale de Diego Garcia, un îlot lové aux Britanniques, fait l'objet de très importants travaux d'aménagement. Deux navires-citernes et trois transporteurs de tanks, d'artillerie et de munition, doivent rejoindre Diego Garcia à la fin du mois. La Maison Blanche a, d'autre part, demandé au Congrès la création d'une flotte de dix-huit navires « pré-positionnés », offrant une large base arrière à un éventuel corps expéditionnaire. — (A.F.P.)

La menace soviétique

Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à une question concernant la coopération militaire américano-égyptienne. « Bien sûr, nous n'appréhendons guère qu'il y ait davantage d'armes dans la région, mais nous devons considérer le problème sous un angle global. Tout ce qui peut renforcer le camp occidental est pour nous une bonne chose », avait alors déclaré M. Burg. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington, Cheikh Fayçal Alhagel, a bien malgré lui fait écho, mardi soir, à ce propos en critiquant la lettre des sénateurs. « Stupéfait » par cette démarche, l'ambassadeur estime que, depuis 1978, les besoins en matière de défense « se sont accrus de façon significative dans cette partie du monde [en raison d'interventions récentes, la dernière d'entre elles étant l'invasion de l'Afghanistan] ». L'Arabie Saoudite, a-t-il ajouté, doit renforcer au maximum sa capacité de défense. Le représentant de Riyad suggère donc que l'accroissement du rayon d'action des F-15 est destiné à contrer une éventuelle nouvelle avance soviétique.

La menace soviétique. Les Israéliens sont très préoccupés de ces préoccupations. Après avoir annoncé, au cours d'une conférence de presse, jeudi 3 juillet, à Washington, la reprise prochaine au Caire des négociations tripartites (Israël, Egypte, Etats-Unis) sur l'autonomie palestinienne, le ministre israélien de l'Intérieur, M. Joseph Burg, avait répondu à

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

La Grèce va rejoindre la Communauté européenne avec la première flotte de commerce du monde

Le Syndicat des mécaniciens et ingénieurs de la marine marchande grecque (seize mille personnes au total) vient de lancer un mot d'ordre de grève de quarante-huit heures s'étalant sur la période du 1^{er} au 31 juillet, quel que soit le port où se trouveront les navires battant pavillon hellénique.

Les marins protestent ainsi contre l'attitude de plusieurs armateurs grecs propriétaires de navires de mauvaise qualité,

souvent immatriculés sous pavillons de complaisance, « qui jouent avec la vie et la sécurité des travailleurs de la mer », ils dénoncent « le manque de qualification des équipages, l'exploitation sans vergogne des marins du tiers-monde et la discrimination raciale ».

Le syndicat estime que « le gouvernement grec, pour défendre les armateurs, détecte des lois oubliées depuis la guerre civile et

anticonstitutionnelles aujourd'hui, et mène des actions très dures contre les grévistes ». Il est vrai que, sur les quelque cinq mille navires grecs, un certain nombre sont très âgés et mal entretenus. Près de 30 % de la flotte des armateurs grecs — pour qui le libéralisme maritime constitue un véritable dogme — bat pavillon de complaisance.

Vrai aussi que la marine marchande de ce pays occupe le premier rang mondial.

De notre envoyé spécial

La Grèce. — Depuis la signature du traité de Rome en 1957, on a vu successivement les agriculteurs français, les industriels, les commerçants, les financiers et, évidemment, les partis politiques de tous bords s'interroger, parfois avec inquiétude, sur les conséquences pour eux-mêmes et pour l'économie nationale du fonctionnement de l'Europe à six, puis à huit. Or, en janvier 1981, les neuf deviendront les dix avec l'arrivée de la Grèce dans le club européen. Et la Grèce arrive à Bruxelles avec la marine marchande la plus puissante du monde, les armateurs les plus prospères et probablement les plus inventifs et les plus compétitifs.

Or, tandis qu'à Londres, où de longue date MM. Nicosias, Lianos, Carras, Karageorgis, Goulandris, Chandra, Lemos, les héritiers d'Onassis et bien d'autres ont pignon sur rue, les milieux maritimes s'apprêtent à faire des compagnies grecques leurs alliés privilégiés, à Paris, en revanche, ni les armateurs ni les pouvoirs publics ne semblent avoir pris conscience du poids considérable que revêt — au plan des industries navales et du commerce maritime international — l'entrée de la Grèce dans la C.E.E.

L'exposition internationale Position, qui vient d'être organisée au Pirée sur l'initiative de l'Union des armateurs grecs, présidée par Antony J. Chandra, et qui a réuni plus de cent compagnies (1) de quarante pays (mais à peine cinq entreprises françaises avaient envoyé une délégation...), a fourni l'occasion de constater l'importance considérable — financière, économique et politique — des armateurs grecs, dont les observateurs à Athènes parlent « comme d'un État, au sein d'une sorte de caste d'indivulguables dont l'indépendance frise même parfois l'insouciance ».

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Avec quatre mille huit cent douze navires — battant pavillon hellénique ou immatriculés sous pavillon de complaisance libérien, panaméen ou chypriote, mais contrôlés par des intérêts grecs, — la flotte commerciale de ce pays se hisse au premier rang mondial (14 % du total) et affiche 32,9 millions de tonnes (2). Environ neuf cents compagnies exploitent cette armada, la plupart ayant pignon sur la rue, dénommée Aldi Miaouli, au Pirée, qui est au monde maritime ce que la rue de la Paix est aux joailliers, avec des relais financiers et commerciaux très étoffés à Londres et à New-York. Statistiquement, chaque compagnie contrôle cinquante-huit navires.

Mais trois difficultés principales ont pu soit ternir l'image de la marine grecque, soit constituer des freins à une expansion pourtant continue.

— L'âge des navires : douze ans en moyenne contre six ans pour les bateaux français. Du coup, on a vite fait, notamment dans l'opinion européenne, de répandre l'idée que les navires immatriculés au Pirée sont de vieilles « baillies » dangereuses pour les équipages et pour la sécurité générale des transports maritimes. Le gouvernement d'Athènes, piqué au vif, a réagi. Les navires de plus de dix-sept ans ne pourront plus être immatriculés sous pavillon hellénique.

Il n'est pourtant pas contesté que, l'an dernier, deux cent soixante-trois

navires ont fait naufrage sur tous les océans du globe, et que, sur ce chiffre, cent quatre étaient grecs. Impossible aussi de passer sous silence le fait que, au Havre, début juin, les autorités françaises et les syndicats ont interdit à trois cargos grecs d'appareiller. Motif : sécurité à bord défectueuse, salaires impayés aux équipages subalternes composés de Ghanéens, de Philippins, d'Indiens, de Chiliens. L'un de ces navires avait été construit en 1952...

Pénurie

Sans doute existe-t-il sous les pavillons des bons armateurs et d'autres qui agissent comme au temps des négriers. Mais sous pavillon grec ou chypriote (qui en est une sorte de filiale) la fréquence des anomalies constatées a une fréquence tendant à l'infini. Sur ce plan précis, les autorités européennes devront s'employer à mettre un peu d'ordre : — Deuxième difficulté : la rareté de la main-d'œuvre : 123 000 marins sont inscrits à la Caisse de sécurité sociale grecque. Sur ce total, 86 000 sont en service sur des navires appartenant à des armateurs grecs (dont 58 000 seulement sont de nationalité grecque). Parmi les quelque 28 000 étrangers embarqués à bord des navires grecs, on compte, par exemple, 3 750 Égyptiens et 3 415 Philippins.

« A cause de cette pénurie d'équipages », explique Mme N. Kazia, représentante au Pirée de la société française Barry Rogliano Salles, les armateurs doivent recruter des équipages étrangers par la voie d'accords bilatéraux avec les syndicats des pays concernés. L'association des armateurs a déjà conclu deux accords-cadres de ce type avec les syndicats de marins du Bangladesh et d'Inde. Ces étrangers occupent des postes de travail que n'acceptent pas les Grecs. — Il faut prendre des mesures drastiques pour éviter la composition d'équipages multinationaux et multilingues qui sont souvent la cause d'accidents », note, pour sa part, M. Nicos L. Nomicos, président de la chambre hellénique de commerce maritime. Et celui-ci de proposer (que diraient les syndicats français) de faire passer les navires grecs à la réembauche des marins à la retraite — ils sont 28 200 — pour pallier cette pénurie.

— Dernier point qui a donné lieu à polémiques : l'évasion des capitaux sous des pavillons de complaisance, un phénomène qui affecte aussi, et sur une grande échelle, la flotte allemande par exemple. Fin 1979, on comptait encore neuf cent dix navires appartenant à des Grecs et qui naviguaient sous pavillon de complaisance, soit 26 % du total, en tonnage. Le gouvernement a pris des mesures juridiques (mises au point d'une nouvelle forme de société anonyme dont les caractéristiques sont identiques à celles, avantageuses, offertes par le Libéria ou Panama) et fiscales (le système de l'impôt sur le revenu n'existe pas, l'armateur étant taxé uniquement en fonction du tonnage qu'il possède et le taux étant relevé forfaitairement de 4 % par an) afin de rapatrier sous pavillon national des navires qui étaient immatriculés de longue date à Monrovia ou à Panama. Ainsi

vient-on d'apprendre que l'armateur G. Lemos avait l'intention de retirer du pavillon libérien, vraisemblablement en raison des événements politiques récents dans ce pays, cinq pétroliers et quatre navires transporteurs de marchandises en vrac — en tout 2 millions de tonnes de capacité de transport — pour les inscrire sur les registres du Pirée.

C'est donc un partenariat maritime d'un poids considérable qui va rejoindre, le 1^{er} janvier prochain, l'Europe des Neuf, puisque, à partir de cette date, la capacité totale de la flotte européenne va s'accroître, d'un coup, de 50 %. Or l'opinion publique européenne a trop tendance actuellement à n'apprécier la « concurrence » grecque que sous l'angle des tomates, des pêches ou des pommes de terre. Désormais, il faut savoir que la marine marchande de l'Europe représente 33 % de la flotte mondiale. Sa voix sera déterminante. Elle pourra même exercer dans les faits une sorte de droit de veto au sein d'organismes tels que la CNUCED ou l'OMCI, qui dépendent de l'ONU.

Un ennemi : le protectionnisme

Mais la Grèce ne veut pas que sa contribution à l'Europe soit payée de retour par l'obligation qui lui serait faite de se plier à des règlements par trop contraignants. M. Chandra le dit sans ambages : « En tant qu'armateurs grecs, nous envisageons avec plaisir le fait de travailler, de coopérer avec nos amis

P.T.T.

Une « troisième vitesse » pour le courrier ?

VIVES RÉACTIONS SYNDICALES ET POLITIQUES

L'idée lancée par la direction générale des postes d'instituer un système de courrier « à schématisation » a suscité de vives réactions dans les milieux syndicaux et politiques. La C.F.P.T.T. appelle les postiers à se mobiliser contre ce « sabotage organisé » de la poste ; pour la Fédération C.G.T. s'agit d'un exemple de la « régression généralisée » du service postal. Le parti socialiste estime qu'on s'achemine vers une « augmentation déguisée des tarifs postaux aggravant l'insécurité des citoyens devant le service public ».

Le secrétaire d'État aux P.T.T. a précisé officiellement que la création d'un courrier à troisième vitesse était une idée à l'étude mais qu'aucune décision n'avait été prise.

A la fin de l'article publié dans le Monde du 9 juillet à ce sujet, une ligne sautée doit être rétablie et la comparaison des ressources des télécommunications et de la poste analysée comme suit : « La poste enregistre en gros cette année 2 milliards de déficit et fait 18 milliards d'investissement ; les télécommunications ont une marge brute de 7 milliards et disposent de 26 milliards pour leurs investissements ».

CORRESPONDANCE

Le rail, la route et l'énergie

Après la parution dans le Monde du 28 juin d'un article consacré à l'analyse d'un rapport sur « Énergie et transports routiers de marchandises », son auteur, M. Alain Cottat, professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine, nous a adressé la réponse suivante :

M. de Barrin écrit à la fin de son article : « Commandé par la F.N.T.R., le rapport de M. Cottat ne pouvait évidemment conclure qu'en faveur du camion. Il suffit de prendre de bons exemples pour en arriver là. » En sa dernière phrase, il ajoute un dernier trait en évoquant « la notion d'un universitaire ». Ses propos m'accusent tout simplement d'avoir saisi l'occasion d'une consultation pour me laisser échapper par la Fédération nationale des transports routiers.

Le caractère diffamatoire de ces propos va au-delà d'une simple atteinte à la personne. Il met en cause le statut universitaire et ce qui me tient plus à cœur, celui du scientifique dans nos sociétés contemporaines. À ce titre plus qu'à aucun autre, il me paraît nécessaire d'utiliser mon droit de réponse.

Je voudrais, d'abord, insister sur le caractère technique de la consultation qui me fut demandée. Les consommations énergétiques ne peuvent être établies que par des spécialistes et ne le sont qu'au prix de nombreuses conventions de nature physique. Bien qu'ayant beaucoup fait, il y a longtemps, quelques études qui me permettaient d'en comprendre la signification, il ne pouvait s'agir pour moi de procéder à des mesures directes. Mon obligation scientifique me pouvait être que de choisir les sources les plus fiables, c'est-à-dire émanant d'organismes « au-dessus de tout soupçon » ou tels que j'étais en droit de considérer leurs évaluations comme les plus favorables à leurs thèses. Il m'était fait aussi obligation de citer ces sources. Ainsi ai-je choisi un grand nombre de sources d'origine officielle, service des affaires économiques du ministère des transports et n'ai retenu comme évaluation des consommations énergétiques de la S.N.C.F. que celle qui figure dans son rapport annuel, et sur elle proposée. Toutes ces sources, ainsi que les tableaux correspondants se trouvent dans mon document de la page 12 à 15, où ils peuvent être consultés et sur lesquels j'ai discuté, par tous ceux qui

veulent se faire une idée à peu près objective sur la comparaison des consommations énergétiques des différents modes de transport.

Il me fallait en second lieu montrer qu'un mode de transport ne peut se définir uniquement par son moyen et que les caractéristiques du service rendu par le déplacement sont essentielles pour fonder une comparaison de productivité. Aussi ai-je fait la place à trois d'entre elles, la nature des produits transportés, celle des trajets et celle des délais. J'ai pu ainsi constater que la fameuse querelle entre le rail et la route est très largement artificielle au sens où le champ des substitutions possibles entre les différents services de transport me paraît être très réduit sans que je puisse me hasarder à fournir des chiffres, dont certains pourtant circulent dans les milieux autorisés.

Il me semblait que je devais enfin éviter de réduire une réalité fort complexe à l'opposition entre deux modes de transports, en l'occurrence le rail et la route, mais bien montrer que chacun de ces deux modes contient en fait un nombre très élevé de variétés fort distinctes. Aussi ai-je pris la précaution de montrer qu'il existe un éventail très ouvert des consommations énergétiques des transports terrestres de marchandises. Cet éventail va de 2 à 900 (si l'on étend la comparaison en tenant compte des oléoducs et des transports aériens) et de 8 à 700 (si l'on se limite aux transports de marchandises jusqu'aux camionnettes de livraison en milieu urbain).

J'ai insisté dans mon rapport sur l'existence et la signification de ces disparités ainsi que sur la similitude des deux variétés de transport, l'un routier (ensemble articulé sous longue), l'autre ferroviaire (régime accéléré effectif). J'ai pris soin d'expliquer : « Si l'on s'efforce de limiter la comparaison aux modalités effectivement les plus semblables, l'éventail des consommations spécifiques passe de 18 à 28 gep/TKT pour le transport routier, à 21 à 23,6 gep/TKT pour le transport ferroviaire. À l'évidence, le rapport des avantages comparatifs rail-route s'atténue, allant même jusqu'à s'inverser. » Bien évidemment, je note que M. de Barrin coupe le début de la phrase, ce qui donne à celle-ci un sens général que je n'étais bien gardé de lui attribuer.

L'amélioration des services sur les autoroutes

Une autoroute ne mérite vraiment le nom que si l'usager peut trouver un certain nombre de services et de prestations qui l'aideront dans les déplacements qu'il aura à effectuer dans ce monde fermé et isolé.

Dans un communiqué commun, le ministère de l'économie et celui des transports font le point sur les grandes réalisations et améliorations dans ce domaine.

● **RESTAURATION.** — Les usagers rencontreront dès cette année, sur les grands axes un établissement, en moyenne tous les 40 kilomètres ; quinze projets nouveaux d'implantation d'établissements sur des axes déjà équipés d'une unité sont à l'étude (leur mise en service intervient entre 1980 et 1985). En outre, pour les usagers qui souhaitent une restauration simple et rapide, douze unités mobiles (camions spécialement équipés pour la restauration) seront mises en place sur le réseau.

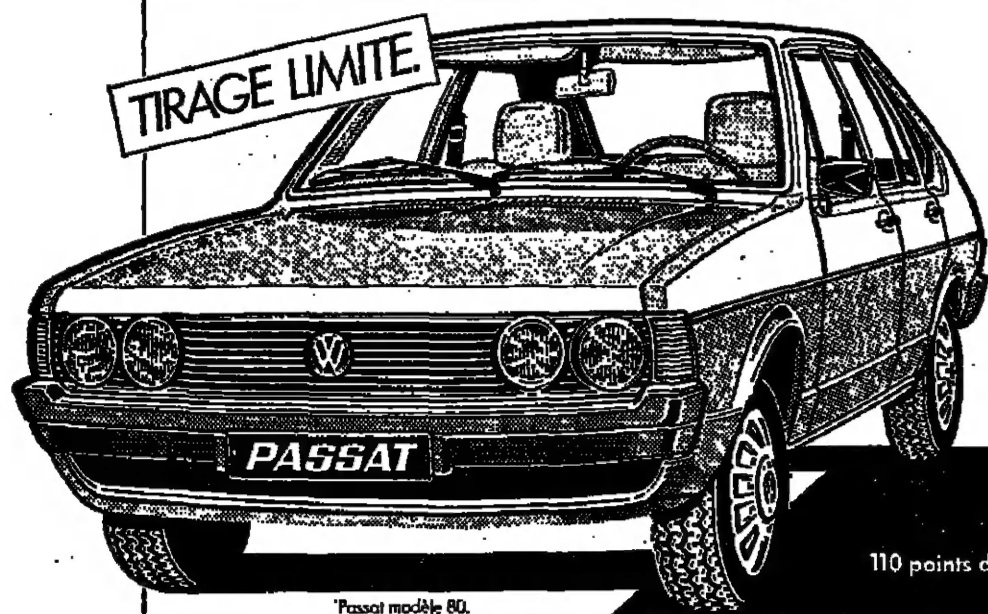
● **DEPANNAGE.** — Un nouveau cahier des charges réorganisant tout le dispositif existant

depuis l'agrément des garagistes, la définition des prestations, jusqu'au contrôle des obligations a été mis en place. Objectifs : réduire le délai d'attente à 30 minutes en moyenne ; augmenter le dépannage sur place en le portant à 60 % des interventions.

● **STATIONS-SERVICE.** — Le nombre de pompes en libre-service a été augmenté. Trente-trois stations dont la conception était mal adaptée ont été remodelées (vingt-sept supplémentaires vont l'être à court terme), dix-huit stations nouvelles ont été implantées. Certaines stations-service pourront procéder à des dépannages simples.

● **INFORMATION.** — Les sociétés concessionnaires mettront à la disposition des usagers dans les gares de péage, des dépanneurs fournissant toutes informations utiles. Pour supprimer l'impression de « capéité » et faciliter les relations de l'usager avec l'environnement de l'autoroute, deux cent treize « publicphones » ont été mis en place par l'administration de P.T.T. Trois cent trente postes supplémentaires seront installés dans les mois à venir.

D'autre part, l'usager pourra s'informer avant son départ sur les services rendus et organiser son voyage en appelant le centre de renseignements autoroutier, mis en place par les dix sociétés concessionnaires (numéro de téléphone : 705-80-01, Paris).



OBJECTIF SOLEIL

PASSAT SELECTION 38.500F

La Passat selection est une 7 cv (60 ch din), équipée de 4 portes à lode, d'appuie-tête réglables, d'une montre à quartz, de vitres teintées, d'encliveurs spéciaux. Peinture métallisée vernie. Elle consomme 7 l d'essence ordinaire aux 100 à 90 km/h, 9,4 l à 120 km/h et 10,5 l en parcours urbain.

VOLKSWAGEN



سكوا من الأصل

CORRESPONDANCE

ail, la route et l'énergie

APRÈS LE JUGEMENT DE GRENOBLE

Quatre prostituées toulousaines portent plainte contre des proxénètes

La condamnation, mardi 8 juillet, des proxénètes toulousains de Grenoble à des peines sévères au regard des dix ans maximum qu'ils encouraient a précédé, de quelques heures, l'arrestation, à Toulouse, de quatre souteneurs, eux aussi dénoncés par les jeunes femmes soumises à leurs violences. L'arrestation et l'inculpation, le même jour, de Michel Milet, considéré comme un des « patrons » du proxénétisme grenoblois, montre que les plaintes déposées par des prostituées contre leurs exploitateurs peuvent porter des coups sérieux à une industrie criminelle, jugée souvent hors d'atteinte.

Encore faut-il garantir à ces prostituées protection et discrétion. Pour rappeler cette nécessité, le parquet de Grenoble a engagé, mardi 8 juillet, des poursuites contre « Paris-Match », qui a publié, dans son numéro du 3 juillet, les photographies des plaignantes du procès. Pour isolé qu'il demeure, l'exemple de Nadia et de ses compagnes peut être suivi par d'autres femmes qui doivent pouvoir attendre protection et discrétion. L'histoire de la prostitution montre, cependant, que les relations entre ces jeunes femmes et les proxénètes restent complexes et que le silence est encore de règle.

Rencontres furtives rue Saint-Denis

« Dans ton article, tu sais, il ne faut pas décrire cette fille... L'avertissement, comme un hoquet, est revenu à la bouche de Tania. Les yeux de la jeune femme sourient, elle s'excuse presque. Le conseil est amical, mais cette fois encore, valeur d'intimidation.

Tania, notre guide, ne révèle pourtant que l'évidence. Elle ne ment pas que l'omniprésence, ici imposée à tous, de ce que chacun peut prendre et contempler à loisir. Elle n'a désigné, d'un geste furtif du menton, qu'une autre fille, blonde après dix bruns, emmitouflée dans une encoignure de porte. Une autre silhouette, projetée en masse sur le mur par l'enseigne lumineuse d'un sex-shop complice.

Du trottoir-présentoir, elle n'a distingué qu'un rêve tartiné parmi d'autres, copie conforme de toutes les invitations au voyage proposées par le quartier, irritant plus qu'apaisant pour les hommes qui croisent rue Saint-Denis, à cette heure avancée de la soirée. Une rencontre qu'on sait programmée, mais qu'on voudrait surprendre, l'ombre, par hasard et pour soi seul.

« Ne pas la décrire... » Quelle particularité pourrait bien trahir cette autre fille, indifférente à l'embouteillage qu'elle provoque ? Sa tenue ? Elle ne porte qu'un maillot de danseuse. D'autres corps, en amont et en aval, attendant la relève en combinaison d'aviateur ou collant de laine multicolore. La galeuse disco séduit, lui aussi. Quel mal y aurait-il à dire que les bulles de nuit en feu et satin des rêves d'adolescents se font plus rares ?

Quel mal y a-t-il à demander aux prostituées parisiennes ce qu'elles pensent du procès des proxénètes grenoblois ? « Elles ont peur », répondra Tania à chaque étonnement. Le quartier tout entier a peur. Le silence, d'une rive à l'autre du fleuve des clients, s'est fait plus pesant ces jours-ci. Les journalistes dérangent plus que les policiers en tenue, qui passent « ramasser la monnaie » des amendes pour racolage sur la voie publique.

Pour quelques mots arrachés dans l'ombre ou à l'heure de la pause, il faut jurer de trahir. Pour une réponse, il faut promettre de brouiller les pistes, d'ajouter ou de retrancher un fait marquant à des existences qui se ressemblent toutes, de déplacer le miroir carré de Marie et d'oublier Jani. « Dans le journal », Liliane devra s'appeler Denise et Daisy devra s'appeler Tania » à Marseille.

« Les filles ne parlent qu'à la condition de ne pas être identifiées », avait prévenu Tania, roussie qu'il fallait présenter blonde, une fille intelligente qui avait délaissé les

« trottoir » de la rue Saint-Denis pour un « bar monté » de Pigalle. Elle avait accepté de servir de guide, de se mêler au flot nocturne pour retrouver l'une ou l'autre de ses « copines de rue ». Encore s'était-elle levée, l'air ennuyé, pour passer devant son coup de téléphone, avant de donner son accord. « Je ne parlerai pas de moi », avait-elle simplement dit, en reprenant sa place à la table du bar. Sans doute avait-elle reçu l'autorisation pour la visite commentée. Pas pour les confidences.

Dans la rue Saint-Denis, les réponses sont balaies, même quand la médiane s'extomp. Les prostituées, pour la plupart, étaient hostiles à ce « procès des proxénètes ». Elles ne disent pas toujours pourquoi. « Comme ça, parce que ça fait des vagues », murmure Lydia, jolie Marocaine dont on doit situer la famille à Alger. La prostitution, c'est vrai, a horreur de la publicité. Une campagne de presse, une proposition de loi de parlementaire en croisée, quelques scandales, et c'est la chute du chiffre d'affaires de ce secteur économique traditionnellement « nerveux ». « Quand tu fais le tapin, il faut être discret. La vieille règle d'or, valable les jours calmes et, plus encore quand les événements, le raidissement des mœurs ou la crise économique balottent les « filles de joie ».

« Tania, qui ne parle toujours pas d'elle, désigne parfois une fille dans la foule. Celle-ci a perdu cinq dents. Là, c'est une lèvre brisée. Plus haut, dans la rue, une évanouissement. Des accidents sans signification, explique-t-on. Aucune des prostituées rencontrées ne reconnaît qu'elle est « en malin », qu'un homme vit de ses charmes et qu'il stimule parfois l'efficacité, à coups de rasoir au visage. L'an dernier, une jeune femme, posée près de la Fontaine des Innocents, a été retrouvée assassinée dans la forêt de Fontainebleau. Pour l'exemple.

Les cas de représailles courent la rue, encombrée et bruyante. Mais rien ne transpire ; 80 % des vingt mille prostituées parisiennes sont toujours soumises à la loi du « mec », affirmant policiers et spécialistes. Mais le silence, ici, n'est jamais brisé. « En sept années de travail, je n'ai jamais entendu dire par une fille qu'elle était exploitée par un homme », explique une assistante sociale du centre de prévention du boulevard Sébastopol. Même les militantes des associations de prostituées auraient la fleur du mensonge à la bouche. « L'une des plus actives est venue nous trouver l'autre jour : elle n'avait pas l'argent d'une opération chirurgicale. » Dans la presse, cette fille se dit indépendante et riche. « Comme toutes les autres, elle n'a pas un sou à elle. » Pour que saute cette règle d'or du silence et que le proxénète soit dénoncé comme un vulgaire malfaiteur, il faut attendre l'extrême du drame, un rejet parfois peu prévisible, le refus d'une racée de trop. « Alors, elles s'entendent sans même avoir de quoi payer un taxi », dit l'assistante sociale.

La vérité, une fois encore, se tient à mi-chemin, entre les croyances des associations d'assistance ou de réinsertion sociale, qui voient les prostituées rester les captives d'un Moyen Âge oublié, et les explications évasives des filles de Saint-Denis. Le véritable débat sur le proxénétisme n'a pas encore commencé. Du bien, il est mal entenu. Il n'y a pas, ou presque pas, de prostitution sans proxénétisme, assurent les témoins dignes de foi du « tapin » parisien. L'argent d'abord, est une trop grande tentation pour l'homme. « Mais cela tout le monde le sait », note un prêtre.

L'amour, surtout anime ce quartier et impose à tous ce silence épais, cette réclusion qui peut paraître paradoxale après le procès de Grenoble. L'amour éternel, l'attraction d'une femme pour un homme, tout à tour, Corse, Arabie, Antilles, Yougoslavie ou Turc, qui plait aux dames et sait faire le beau. Pour un séducteur à la psychologie enfantine, mais pour savoir jouer aussi bien de la carresse et du bâton sur des filles naïves.

Sans doute, les scènes de torréfaction dénotées à Grenoble diminueront-elles. Les « jutos », parisiens, songeraient, par-à-hier, à changer de style. Les méthodes grenobloises » seraient trop voyantes. Mieux vaudrait agir en gentleman, être un « amant du cœur », ce personnage intermédiaire, librement choisi par la prostituée mais qui vit — n'est-ce pas l'essentiel ? — de ses gains à elle. Cette revendication, du bas en haut de la rue Saint-Denis, est dans l'air du temps. « Mais dans la plupart des cas, cela restera une invention de proxénète », affirme encore l'assistante du centre social. Tania, ce soir-là, n'a cessé de le répéter : « Tant qu'il y aura des hommes... »

Des représailles

D'autres trouvent, non sans quelque raison, un rien d'hypocrite à ce soudain apitolement de la morale et de l'autorité publiques. « On s'attaque aux proxénètes, mais ce sont les filles qu'on finit par viser. Regardez Paris-Match de la semaine dernière : on y parle du scandale de la prostitution au bois de Boulogne et pas d'autres choses. » Une fille en cuir en veut à la police qui « touche la gale ». Une brune maudite les clients qui réclament une réduction. Une autre ne parvient pas les Arabes ou les Noirs. « Parce que ? » Une Antillaise se dit victime d'un rackettement fiscal de 250 000 F, elle compte en nombre de passes ce qu'elle doit et se sait pour longtemps acrochée à son coin de rue. Chacune, rue Saint-Denis, a sa rancune contre le train-train du « tapin », contre la vie.

Mais, trop précoces, les questions effarouchent. « Excusez-moi, il pleut, je vais chercher un parapluie. » La mini-short s'est déjà engagée dans le couloir sombre. La rue se reforme comme une fuite. La victoire en justice de Nadia et de ses camarades n'a pas provoqué les braves de la profession. Aucune trace de reconnaissance. Si elles sont parties

Les condamnations...

- JOSEPH ET ALDO PICCARITTA (en fuite) : dix ans d'emprisonnement par défaut, autant d'années de privation de droits et d'interdiction de séjour.
- FELIX PICCARITTA : neuf ans d'emprisonnement, dix ans d'interdiction de séjour, dix ans de privation de droits.
- DINO ZACCARIA : huit ans d'emprisonnement, dix ans d'interdiction de séjour, dix ans de privation de droits.
- ABDELKADER HAMELAOU : huit ans d'emprisonnement, dix ans de privation de droits.
- SALVATORE CURARA : sept ans d'emprisonnement, dix ans d'interdiction de séjour, dix ans de privation de droits.
- VINCENT DI CARO : six ans d'emprisonnement, dix ans d'interdiction de séjour, dix ans de privation de droits civiques.
- PIERRE BUI : trois ans d'emprisonnement, cinq ans d'interdiction de séjour, cinq ans de privation de droits.
- GASTON CACCANO : deux ans d'emprisonnement sans confusion avec une peine précédente de trois ans pour proxénétisme, dix ans d'interdiction de séjour, cinq ans de privation de droits.
- ALBERT EUGONI : deux ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis, cinq ans d'interdiction de séjour, cinq ans de privation de droits.
- ADRIENNE ALLOUARD : dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, cinq ans d'interdiction de séjour et cinq ans de privation de droits.
- GIOVANNI VERONCHINI : quatre ans de détention.

...et les dommages et intérêts

- NADIA : 150 000 francs et 50 000 francs pour son fils.
- FABRIENNE : 375 000 francs.
- CHANTAL : 125 000 francs.
- BERNADETTE : 125 000 francs.
- DAVIDETTE : 125 000 francs.
- LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL : 1 franc symbolique.
- LES ÉQUIPES D'ACTION CONTRE LA TRAFIC DES FEMMES ET DES ENFANTS : 5 000 francs.
- L'ASSOCIATION D'ASSISTANCE ET DE RÉADAPTATION DES FEMMES EN DANGER MORAL : 33 000 francs.

Les dommages et intérêts devront être versés collectivement par les prévenus, à l'exception d'ABDELKADER HAMELAOU qui ne versera pas de dommages et intérêts et de Gaston Caccano qui ne paiera que pour Pauline.

jugées « courageuses », les plaignantes de Grenoble, apparemment, ne suscitent pas l'admiration. « Aucune n'avouera avoir un jour subi le même sort », avait encore prévenu Tania. Les « proxos » sont une espèce inconnue entre la rue de Rivoli et la porte Saint-Denis.

Libres, indépendantes, bien sûr qu'elles le sont ! Riches et pas épuisées. Pas brisées pour un sou. Inconnues aux niais paraisseurs, ou aux « torionnaires » déguisés, en beaux gosses inoffensifs. Le métier n'est pas drôle tous les jours, mais, « dans l'ensemble, c'est plutôt mieux que l'usine ou que certains mariages ».

Tania, qui ne parle toujours pas d'elle, désigne parfois une fille dans la foule. Celle-ci a perdu cinq dents. Là, c'est une lèvre brisée. Plus haut, dans la rue, une évanouissement. Des accidents sans signification, explique-t-on. Aucune des prostituées rencontrées ne reconnaît qu'elle est « en malin », qu'un homme vit de ses charmes et qu'il stimule parfois l'efficacité, à coups de rasoir au visage. L'an dernier, une jeune femme, posée près de la Fontaine des Innocents, a été retrouvée assassinée dans la forêt de Fontainebleau. Pour l'exemple.

Les cas de représailles courent la rue, encombrée et bruyante. Mais rien ne transpire ; 80 % des vingt mille prostituées parisiennes sont toujours soumises à la loi du « mec », affirmant policiers et spécialistes. Mais le silence, ici, n'est jamais brisé. « En sept années de travail, je n'ai jamais entendu dire par une fille qu'elle était exploitée par un homme », explique une assistante sociale du centre de prévention du boulevard Sébastopol. Même les militantes des associations de prostituées auraient la fleur du mensonge à la bouche. « L'une des plus actives est venue nous trouver l'autre jour : elle n'avait pas l'argent d'une opération chirurgicale. » Dans la presse, cette fille se dit indépendante et riche. « Comme toutes les autres, elle n'a pas un sou à elle. » Pour que saute cette règle d'or du silence et que le proxénète soit dénoncé comme un vulgaire malfaiteur, il faut attendre l'extrême du drame, un rejet parfois peu prévisible, le refus d'une racée de trop. « Alors, elles s'entendent sans même avoir de quoi payer un taxi », dit l'assistante sociale.

La vérité, une fois encore, se tient à mi-chemin, entre les croyances des associations d'assistance ou de réinsertion sociale, qui voient les prostituées rester les captives d'un Moyen Âge oublié, et les explications évasives des filles de Saint-Denis. Le véritable débat sur le proxénétisme n'a pas encore commencé. Du bien, il est mal entenu. Il n'y a pas, ou presque pas, de prostitution sans proxénétisme, assurent les témoins dignes de foi du « tapin » parisien. L'argent d'abord, est une trop grande tentation pour l'homme. « Mais cela tout le monde le sait », note un prêtre.

L'amour, surtout anime ce quartier et impose à tous ce silence épais, cette réclusion qui peut paraître paradoxale après le procès de Grenoble. L'amour éternel, l'attraction d'une femme pour un homme, tout à tour, Corse, Arabie, Antilles, Yougoslavie ou Turc, qui plait aux dames et sait faire le beau. Pour un séducteur à la psychologie enfantine, mais pour savoir jouer aussi bien de la carresse et du bâton sur des filles naïves.

Sans doute, les scènes de torréfaction dénotées à Grenoble diminueront-elles. Les « jutos », parisiens, songeraient, par-à-hier, à changer de style. Les méthodes grenobloises » seraient trop voyantes. Mieux vaudrait agir en gentleman, être un « amant du cœur », ce personnage intermédiaire, librement choisi par la prostituée mais qui vit — n'est-ce pas l'essentiel ? — de ses gains à elle. Cette revendication, du bas en haut de la rue Saint-Denis, est dans l'air du temps. « Mais dans la plupart des cas, cela restera une invention de proxénète », affirme encore l'assistante du centre social. Tania, ce soir-là, n'a cessé de le répéter : « Tant qu'il y aura des hommes... »

PHILIPPE BOGGIO.

Arrestation à Paris de sept membres du groupe terroriste italien Prima Linea

La brigade criminelle a arrêté à Paris, mardi 7 juillet, sept ressortissants italiens soupçonnés d'appartenir à Prima Linea, considéré comme le deuxième mouvement terroriste italien après les Brigades rouges. Il s'agit de MM. Vito Bianco-Rosso, vingt et un ans, Pietro Crescenzo, Graziano Esposito et Peter Freeman (ce dernier ayant la double nationalité italienne et américaine), âgés tous trois de vingt-deux ans ; M. Pasquino Botiglietti et Mlle Rosalia Rosso, vingt-trois ans, ainsi que de M. Stefano Moschetti, vingt-six ans.

Les enquêteurs de la brigade criminelle ont procédé à ces arrestations d'après des indications fournies par les policiers italiens, à la

suite d'un « coup de filet » réalisé il y a quelques jours à Turin. Les sept militants ont été appréhendés dans un appartement situé square Adamson, à Paris (6^e). Tous les sept sont sous le coup de mandats d'arrêt internationaux délivrés pour des actions qualifiées en Italie, selon note correspondante à Rome, de secondaires. Ils étaient arrivés en France au début du printemps dernier.

Ils ont été placés sous mandat de dépôt dans la soirée du 8 juillet par le parquet du tribunal de Paris, en attendant leur comparution la semaine prochaine devant la chambre d'accusation qui examinera les demandes d'extradition les concernant.

De notre correspondant

aux propos menaçants contre la magistrature italienne prononcés, le 5 juillet à Cosenza (Calabre), du balcon de la mairie par M. Franco Piperno (le Monde du 2 juillet), à peine libéré de prison. Certains y voient la confirmation de leurs accusations ou du moins de leurs soupçons à l'égard du leader d'Autonomie ouvrière, accusé d'avoir participé à l'enlèvement et à l'assassinat d'Aldo Moro, incarné après son extradition de France, puis libéré après onze mois de prison, faute de preuves suffisantes. Pour d'autres, il ne s'agit que de mots malheureux.

Les menaces de Franco Piperno

« Selon certains, il serait normal de finir en prison pour s'entendre dire ensuite qu'il n'y avait même pas un début de preuve, cela n'est pas normal. Pour moi, une horrible violence des institutions, et j'ajoute que quelqu'un devra, en outre, le payer. » M. Piperno, en outre, le jour de sa libération, a dit à la suite, qu'il ne s'agit, certes, pas de le tirer dans les jambes, mais il renchérit : « Juges, politiques et journalistes, qui ont déshonoré et alimenté la campagne contre moi et tant d'autres innocents encore emprisonnés, devront rendre compte de ce qu'ils ont fait. » Le 5 juillet, M. Piperno, professeur de physique Ce l'université de Cosenza, devant une foule tumultueuse, a créé un certain émoi.

Les communistes rappellent que quarante-cinq autres chefs d'accusation (dont la participation à la création de l'armée armée) pèsent contre M. Piperno. S'il ne peut en répondre devant la justice italienne (puisque n'a été extradé de France que pour ceux qui concernent l'affaire Moro), cela ne signifie pas qu'il est innocent.

Ceux qui ont jusqu'au bout pris le parti de M. Piperno sont dans l'embarras. M. Giacomo Mancini, député socialiste de Calabre, l'un des chefs de file des « garantistes », c'est-à-dire de ceux qui ont critiqué toute atteinte aux libertés constitutionnelles, au nom de la lutte contre le terrorisme, l'un de ceux qui ont toujours refusé la thèse qui faisait des leaders autonomes les cerveaux occultes du terrorisme, a tenu d'atténuer la portée des paroles de M. Piperno, qu'il avait justement invité à parler dans son sief. Il a salué « les juges qui continuent à faire leur devoir malgré le climat qui pèse sur le pays ».

La polémique continue dans la presse. Quant à M. Piperno, si ce dernier paraît désormais d'une campagne de falsification et de haine à l'égard de « journaux et hommes politiques présents à ce meeting, ne nient pas qu'il ait réellement prononcé ces paroles. Certains comme M. Mimmo Pinto, député radical, jadis membre du groupe d'extrême gauche Lotta continua, en attendent la portée de « M. Piperno, comme tant d'autres qui ont perdu le contact avec la réalité. » (Interim.)

FAITS ET JUGEMENTS

L'enlèvement de M. Maury-Larivière : une lettre de P.-D.G. à sa famille.

L'un des fils du vice-président du C.N.F.P. M. Maury-Larivière, a indiqué mercredi 9 juillet que sa famille a reçu une lettre du P.-D.G. en date du 29 juin. La lettre, datée de samedi, est parvenue à la famille de M. Maury-Larivière mardi. L'industriel charbonnier a indiqué qu'il est en bonne santé.

D'autre part, il semble qu'un contact entre les ravisseurs et la famille du P.-D.G., qui devait avoir lieu très tôt dans la matinée du mardi 8 juillet, dans la région de Périgueux (Dordogne), a échoué. Apparemment, les ravisseurs avaient fixé un rendez-vous dans le secteur de Thénos et Azamat, mais le représentant de la famille Maury-Larivière n'a trouvé personne à l'heure et à l'endroit fixés. Aux journalistes du Centre de l'Industrie charbonnière (Charente), M. Honoré Gervais, directeur central adjoint de la police judiciaire, a déclaré : « Vous aurez tous les éléments quand le dénouement sera intervenu. »

● Mme Germaine Demolombe-Klots, la pharmacienne de Marigny (Haute-Saône), qui avait refusé de vendre des pilules anticonceptionnelles (le Monde du 2 février 1978) a été condamnée, le 8 juillet, à 600 F d'amende par la cour d'appel de Besançon. Le tribunal a confirmé le jugement en première instance du tribunal correctionnel de Vesoul, qui avait également, le 22 novembre 1979, accordé 1 F de dommages-intérêts aux deux parties civiles, la cliente qui s'était vu refuser le produit et le Mouvement français pour le planning familial (le Monde du 24 novembre 1979). Le 8 mai dernier, un arrêt de la cour d'appel de Lyon avait relaxé Mme Demolombe-Klots, en raison de la non-conformité des ordonnances médicales présentées par les clientes (le Monde du 10 mai). Espérant bénéficier à nouveau d'une relaxe, Mme Demolombe-Klots a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour de Besançon.

Condamnation de deux dirigeants de la Sepegras.

La onzième chambre correctionnelle de Paris s'est prononcée, le 8 juillet, dans l'affaire des deux dirigeants de la Sepegras (le Monde des 20, 25 et 30 juin). Le tribunal a adopté la thèse de M. Michel Dusserre-Teimou, directeur des services financiers de cette centrale d'achat de produits d'épicerie, qui a reconnu avoir profité des traites en blanc, confiées à la société par ses adhérents pour faire payer deux fois certains livraisons de marchandises, afin d'obtenir des facilités de trésorerie. M. Dusserre-Teimou a déclaré avoir agi de la sorte, en accord avec le P.-D.G. M. Roger Durand et le secrétaire général, Mme Nathalie Durand.

Pour « abus de blancs-seings », M. Dusserre-Teimou a été condamné à trente mois d'emprisonnement, dont quinze avec sursis. Les époux Durand, qui ont affirmé, à l'audience, ne pas avoir été mis au courant de ces pratiques, ont été condamnés respectivement, pour complicité, à quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis et dix-huit mois de la même peine assortie du sursis, et 100 000 francs d'amende.

● L'hypothèse du suicide de M. Edouard Jaski, technicien, découvert mort à son domicile d'Irigny dans la banlieue lyonnaise (le Monde du 8 juillet) a été confirmée, mardi 8 juillet, à la suite d'une autopsie. Selon les enquêteurs, il apparaît que M. Jaski a succombé à une intoxication par barbituriques et qu'il s'est donné la mort pour des motifs sentimentaux.

● Un manifestant condamné en appel. — La dixième chambre de la cour d'appel de Paris a condamné, mardi 8 juillet, M. Dominique Ferret, vingt-deux ans, animateur attaché à la mairie de Chelles (Seine-et-Marne), poursuivi pour violences et voies de fait contre des agents de la force publique, le 1^{er} mai, à deux mois d'emprisonnement dont sept avec sursis. En première instance, M. Ferret avait été condamné en flagrant délit à deux mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis (le Monde des 4-5 mai et du 8 juillet).

Le commandant Bertolini remis en liberté.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mardi 8 juillet, un arrêt accordant la liberté pour raison médicale au commandant Pierre Bertolini, chef présumé de l'organisation clandestine anti-autonomiste corse Francis (Front d'action nouvelle contre l'indépendance et l'autonomie). Le commandant Bertolini avait été inculpé de transport d'armes et de munitions sans motif légitime au mois de janvier et incarcéré. Par la suite, le chef présumé de Francis a été inculpé d'association de malfaiteurs et d'attentat par explosifs par M. Yves Cornéloup, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Ce magistrat avait rejeté la demande de mise en liberté du commandant, deux médecins-experts ayant estimé que son état de santé était compatible avec la détention (M. Bertolini est sous l'hospitalité militaire du Val-de-Grâce depuis le 3 avril). La chambre d'accusation a cependant infirmé l'ordonnance du magistrat instructeur en raison du diagnostic de trois autres médecins-experts, qui ont conclu que l'état du malade s'est aggravé. Le docteur Solange Troisier, médecin-inspecteur général des prisons, a du reste attiré l'attention de la chancellerie sur les dangers graves que courait le commandant Bertolini s'il restait détenu. Ce dernier, victime d'un attentat le 8 décembre 1978, avait dû être amputé de la jambe gauche.

Le 6 janvier dernier, le commandant avait été intercepté, alors qu'il était armé, par des militaires nationalistes à Bastia, séquestré, puis remis une semaine plus tard à la justice.

● Accident d'ion de Nantes : l'état responsable. — Le tribunal administratif de Nantes a déclaré le 8 juillet l'état français responsable à concurrence de 85 % des conséquences dommageables de la collision survenue au-dessus de Nantes le 5 mars 1979 (il y avait eu soixante-huit morts) entre deux avions espagnols. Le contrôle de la circulation aérienne était assuré ce jour-là par des contrôleurs aériens militaires qui remplaçaient les contrôleurs civils en grève.

● Incendie dans le réacteur d'un Airbus. — Un Airbus d'Air Inter a été contraint d'atterrir peu après son décollage, le 8 juillet, de l'aéroport de Lyon : un incendie s'était déclaré dans l'un de ses réacteurs. L'appareil s'est posé sans difficulté avec un seul moteur, et aucun des 245 passagers n'a été blessé.

CTIF SOLEIL
ECTION 38.500F
VOLKSWAGEN

JUSQU'AU 17 JUILLET A PARIS

Six mille géologues sont réunis en congrès international

Le vingtième congrès géologique international s'est ouvert lundi 7 juillet à Paris, ce congrès du centenaire — le premier à se tenir à Paris en 1878 — avait enregistré mardi soir cinq mille trois cents participants ; les organisateurs estiment qu'avec les arrivées tardives le chiffre des six mille congressistes sera atteint.

La séance d'ouverture a eu lieu, lundi soir, en présence de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et de la qualité de la vie.

La cérémonie de clôture, jeudi 17 juillet, doit être présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing. Avec l'intervention du secrétaire d'Etat à la recherche, M. Pierre Aigrain, et celle attendue de Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, le gouvernement aura été largement représenté ; signe de l'importance prise par la géologie depuis que nous sommes entrés dans une période de ressources rares — ou du moins depuis que nous en avons pris conscience.

DES OCÉANS AU SOMMET DES MONTAGNES

Les travaux ont effectivement commencé mardi au Palais des congrès par un ensemble de conférences scientifiques. Il fut successivement question de l'origine (édification des reliefs de l'écorce terrestre), de l'exploration spatiale, des mouvements du manteau terrestre et des plaques de la croûte, de la géochimie organique, et de l'homme comme agent géologique. Fut aussi présenté le projet d'un programme international de recherches à mener sur dix ans : il s'agit d'une étude de la dynamique et de l'évolution de la lithosphère (partie solide de l'écorce terrestre), orientée vers une meilleure connaissance des ressources de la planète, et vers une réduction des risques de catastrophes, telles que les séismes ou les éruptions volcaniques.

M. Raymond A. Price, professeur à la Queen's University de Kingston (Canada), a indiqué qu'il s'agissait d'étudier, plus spécialement, les continents et les marges continentales, et de tester à la fois les postulats et les implications de la tectonique des plaques comme théorie globale des processus géologiques.

thèse de la rigidité des plaques, étudier les phénomènes physiques et chimiques qui se produisent à leurs frontières, établir des modèles de l'évolution de la lithosphère, les mécanismes commandant depuis deux cents millions d'années pouvant très bien ne pas avoir existé à des époques plus reculées.

A ces objectifs scientifiques s'ajoutent deux préoccupations : renforcer les liens entre la recherche de base et les applications et renforcer les sciences de la terre dans les pays en voie de développement.

Laurasia et Gondwana

La première conférence scientifique, présentée par M. Jean Auboin, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie et président du comité d'organisation du congrès, avait pour sous-titre : « Des océans perdus aux chaînes de montagnes ». Il a expliqué que le processus normal de déplacement des océans est la subduction, c'est-à-dire l'enfoncement de la croûte océanique dans le manteau fluide qui la porte ; ce processus peut être bloqué par des obstacles continentaux. Il se forme alors un système montagneux à deux branches dont une est constituée par la déformation de la marge continentale, tandis que l'autre résulte du charriage sur le continent de matériaux

venant de la croûte océanique. Ce processus est bien visible dans la longue série de reliefs qui courent des Alpes à l'Indonésie et qui gardent la trace de la Thétye, c'est-à-dire la mer qui sépara autrefois deux continents primitifs, la Laurasia (Amérique du Nord, Europe, Asie moins l'Inde et l'Arabie) et le Gondwana (tout le reste des terres émergées). C'est donc au sommet des chaînes montagneuses qu'on retrouve certains océans perdus, la croûte océanique venant surcharger le continent sans augmenter notablement sa surface.

Dan McKenzie, de l'université de Cambridge, a cherché à relier le mouvement des plaques de la croûte terrestre à des courants de convection dans le manteau. Le problème est de déterminer la configuration de ceux-ci ; les observations directes sont rendues presque impossibles par la rigidité de la croûte ; la transmission d'effets mécaniques dus à ces courants, et sa faible conductivité thermique ne permet pas non plus de percevoir les flux de chaleur associés aux courants.

Finalement, on a pu mettre en évidence ces courants de convection parce qu'ils créent des anomalies locales de pesanteur qui se traduisent par des gonflements et des affaissements de la surface des océans. Le satellite américain GEOS-3 a permis de mesurer ces effets. L'échelle des phénomènes de convection est souvent nettement plus petite que la dimension des plaques qui les surmontent, et ils ont peu de corrélation avec le mouvement de celles-ci.

Professeur à l'université libre de Bruxelles, M. E. Picotot a parlé de l'influence de l'homme sur la géologie. L'homme n'est pas seulement un agent passif de la déformation des terrains ; il a commencé à modifier l'écorce terrestre à l'époque néolithique, à l'époque de l'érosion des continents, mesurée par le transport solide des fleuves. Mais ce transport est maintenant inférieur au transport de matériaux terrestres que l'homme effectue pour les travaux publics. De même, l'activité humaine crée un apport de chaleur égal annuellement au tiers du flux géothermique ; il reste cependant négligeable devant le flux de chaleur solaire.

Il y avait à M. Aigrain de conclure cette séance initiale. Il exhorta les géologues, qui s'occupent de la Terre et ont donc acquis un certain instinct territorial, à dépasser leurs silos, à dépasser les frontières, à dépasser les activités confinées toutes les autres.

MAURICE ARVONNY.

MÉDECINE

Pour manquement à la réglementation sur les avortements

Une clinique de Lyon est fermée par le préfet

De notre correspondant

Lyon. — Une des deux cliniques lyonnaises à déclarer officiellement qu'elle pratiquait des interruptions volontaires de grossesse, la clinique de la Tête d'or, va être fermée par décision du préfet du Rhône. Cette décision, annoncée le 8 juillet par le préfet, M. Olivier Philip, qui fait état de « manquements graves, notamment à l'égard de la réglementation sur les interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.), au-delà de dix semaines, et de la suite d'une enquête effectuée par l'inspection générale des affaires sociales ».

lorsque le rapport serait rédigé, nous pourrions y répondre point par point. Or nous n'avons jamais reçu le rapport et, le 7 juillet, nous avons reçu l'arrêt de la fermeture sans aucune explication. Face à cette décision arbitraire et à cette déclaration du préfet d'un type d'infamie qui occasionne une grave préjudice à la clinique, nous n'avons toujours aucune communication du dossier pour nous défendre. Il est évident que y a la suite d'une enquête effectuée par l'autorité ministérielle de nous démolir. »

(Interim.)

Porteurs de germes contagieux

QUARANTE COBAYES SONT DÉROBÉS DANS UN LABORATOIRE

Quarante cobayes ont disparu, durant le dernier week-end, de l'animalerie du laboratoire de microbiologie de la faculté de médecine de Montpellier. Tous ces animaux avaient reçu des prélèvements effectués chez des malades soupçonnés d'être atteints d'une forme de leptospirose (affection causée par des bactéries du genre *Leptospira*), et dont l'expression clinique est très variée, pouvant associer une fièvre, un ictère ou une hémorragie à des atteintes méningées, rénales ou oculaires.

Selon le professeur Roux, directeur du laboratoire de microbiologie, la moitié des cobayes sont, selon toute vraisemblance, porteurs de germes, donc contagieux. Il faut, selon lui, insister sur le danger potentiel que représentent ces animaux.

« En l'absence d'autre hypothèse, nous sommes amenés à envisager une action menée par des adversaires de la vaccination », précise le professeur Roux, qui tient à souligner d'autre part le préjudice sérieux porté à un certain nombre de malades pour qui le diagnostic de leptospirose ne pourra de ce fait être confirmé dans les délais prévus.

Le prix d'Arsonval, destiné à récompenser un travail d'analyse radio-clinique, vient d'être décerné au docteur Rumeau pour son ouvrage sur les tumeurs mammaires intra-galactophoriques (papillomes).

SCIENCES, TECHNIQUES ET PATRIMOINE

III. — Éviter le retour à la poussière

par YVONNE REBEYROL

La découverte des vestiges matériels du patrimoine enfouis dans le sol est largement aidée par des méthodes empruntées à la géophysique, à la prise de vue aérienne, à la télédétection. La masse de documents de toutes sortes est telle que, seule, l'information permet de s'y retrouver. Il reste encore à déterminer, grâce à la physique, à la chimie et à la biologie, l'âge, la nature et l'origine de tous ces vestiges du passé (le Monde des 8 et 9 juillet).

des deux séances d'irradiation pour obtenir une dose totale de 1,8 million de rads. L'irradiation gamma présente plusieurs avantages : elle n'altère ni le bois, ni les pigments, ni l'alcalinité. Les sources sont retirées, l'objet irradié est totalement dépourvu de radioactivité. L'exposition aux rayons gamma a diverses applications. Le CENSG les utilise ainsi pour conserver les matériaux poreux tels que le bois ou la pierre.

Les bois gorgés d'eau par un séjour prolongé dans un milieu humide (lac, mer, tourbe, vase) posent de difficiles problèmes de conservation. Les rayons gamma favorisent en effet des processus chimiques et biologiques qui détruisent la cellulose. Celle-ci est remplacée par l'eau. Seul subsiste le squelette ligneux, ce qui permet à l'objet de garder son volume et sa forme d'origine tant qu'il est mis au sec, il se vide peu à peu de son eau et perd la plus grande partie de son poids ; un morceau de bois pesant 5 g lorsqu'on le sort de l'eau ne pèse plus, après séchage, que 3 g. Le squelette ligneux ne peut plus soutenir le bois se ratatine, se fend et s'effondre en tombant en poussière.

liquide. Celle-ci durcit par irradiation gamma. Alors que certaines parties des objets étaient déjà réduites en poussière, l'imprégnation ainsi réalisée consolide suffisamment la pierre ou le bois pour que des restaurateurs puissent les retremper. Evidemment, les bois peints ou dorés doivent faire l'objet d'études particulières pour que la résine ne dissolue pas les pigments.

L'imprégnation par résine polymérisée sous irradiation gamma n'est pas le seul procédé de traitement. On peut employer, comme pour le bateau romain trouvé à Marseille, la lyophilisation (voir l'article de Jean Contré dans le Monde du 12 février) : l'eau contenue dans le bois est gelée par abaissement de la température puis sublimée (2) sous vide (ou sous pression normale dans le cas du bateau de Marseille) et rien ne vient la remplacer. Pour les bois dont toute la cellulose a disparu, la conservation pose de très difficiles problèmes. Toutefois le musée d'archéologie de Neuchâtel (Suisse) a tourné la difficulté en imprégnant de résine les bois lyophilisés.

Ex-voile et bateau amiral

Pour les 1500 ex-voile et 8500 fragments d'ex-voile gallo-romains trouvés dans la source des Roches à Chamalières (Puy-de-Dôme), on a préféré la méthode Arigal C mise au point par les laboratoires suisses Ciba. Là aussi, il y a imprégnation des bois, préalablement déminéralisés, par immersion de quinze jours dans une solution d'Arigal C à 20 ou 25 °C. Cette résine est ensuite durcie par l'action d'un catalyseur, les pièces sont passées enfin dans une étuve à 65 °C pendant quarante-huit heures. Ce traitement donne au bois une couleur blanchâtre — qui n'enlève rien à la beauté des quelques centaines d'ex-voile présentés depuis le 1^{er} avril au musée d'archéologie de Clermont-Ferrand — mais les pièces traitées doivent être conservées dans des enceintes étanches où sont maintenus une hygrométrie (70 %) et une température (18 °C) constantes. Notons que les ex-voile de Chamalières n'ont pas échappé au rayonnement gamma : on les a envoyés à Grenoble pour les stériliser.

On peut aussi citer le cas du Wase, le bateau amiral suédois qui a coulé en 1628 dans le port de Stockholm le jour même de son inauguration. La dimension des objets de bois à traiter pose souvent des problèmes difficiles à résoudre. On trouve les oses ou les encastes suffisamment grandes pour laisser baigner les bois pendant plusieurs mois ou plusieurs années ? Dans le cas du Wase, l'immersion était impossible : le bateau a 82 mètres de long et 20 mètres de haut. En outre, son renforcement, en 1981, était véritablement une « première » et il existait encore peu de techniques de conservation des bois gorgés d'eau. La coque a été maintenue hors de l'eau, dans une atmosphère humide en permanence. De 1965 jusqu'à la fin de 1978, un dispositif automatique a aspergé le Wase, à intervalles réguliers, d'une solution de glycol polaire éthylène, de borax et d'acide borique. Pendant ces treize années, la concentration de ces produits a augmenté et, dans le même temps, le nombre des aspersions quotidiennes a diminué. Actuellement, le Wase est simplement maintenu dans une atmosphère humide à 70 ou 75 %. Toutefois, de temps à autre on procède à des applications de la même solution.

(1) Le rad est l'unité de « dose absorbée ». C'est le quotient de l'énergie communiquée par des rayonnements ionisants dans un volume de matière par la masse de volume au lieu considéré. 1 rad = 100 ergs de dose absorbée par gramme de matière.

(2) La sublimation consiste à faire passer un corps directement de l'état solide à l'état gazeux, sans passer par l'état liquide.

YVONNE REBEYROL.

Prochain article :

« RÉPARER DES ANS... »

PUBLICATION JUDICIAIRE

A la suite d'un article publié dans l'hebdomadaire « le Mollé », du 27 octobre 1978, la Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, par jugement en date du 13 juillet 1979, a :

— condamné « in solidum » Alain AYACHE, le qualifié Victor GUYARD et la société éditrice de la publication « le Mollé » à payer 5 000 F à titre de dommages et intérêts à Natan KINKE ;

— dit que le dispositif de la présente décision devra être publié dans le prochain numéro à paraître du journal « le Mollé » en caractères gras et dans trois autres journaux au choix de la demanderesse, avec que le coût de chaque insertion excède deux mille francs (2 000 F) ;

— rejeté toutes autres demandes ;

— dit qu'il y a lieu à exécution provisoire ;

— condamné les défendeurs aux dépens ;

dit que les défendeurs, ayants droit, avocats, pour recouvrer directement contre eux les dépens dont ils ont fait l'avance, sans avoir reçu provision.

LENTILLES DE CONTACT

la 1^{re} fabricant mondial l'essai des nouvelles lentilles souples. Un progrès inégalé, encore plus mince et plus perméable à l'oxygène. Tolérance incomparable. Rapports avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports

Adaptation par ophtalmologiste, 200 F. Répro de vos anciennes lentilles, 100 F. Bon pour un essai individuel gratuit de lentilles souples de votre vue, pendant une semaine. Coût : 400 F. Offre valable jusqu'au 31/07/80.

Laboratoire GORE 21 rue de Valenciennes Paris 11 - (01) 563.55.99

IRLANDE PARIS-DUBLIN aller-retour

790*

Départs garantis d'Irlande tous les vendredis

du 13 juin au 12 sept. 1980

par la compagnie AEROTOUR

+ 180 F prestations terrestres obligatoires

Mar Brite Voyages

122, rue d'Assas, Paris-6

633.28.72 - 30.58 - 325.02.90

My Weekend à Paris...

L'utilité des rayons gamma

Au Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENSG) du commissariat à l'énergie atomique, une casemate de béton n'en finit pas de s'élever. Il a fallu faire tourner successivement trois clés différentes avant que la porte épaisse de 1,50 mètre se mette à rouler lentement sur ses rails. La source de cobalt 60 étant toujours dans sa piscine, on peut entrer sans danger dans la casemate. Celle-ci est vide, à l'exception d'une machine à vapeur de la ville qui attend d'être débarrassée par rayonnement gamma des micro-organismes et des insectes qui l'infestent et menacent de la faire tomber en poussière.

Les rayons gamma perturbent les atomes qu'ils frappent et auxquels ils arrachent des électrons. Plus les atomes sont organisés, plus ils sont sensibles à l'effet du rayonnement gamma : une dose de 500 rads (1) suffit à tuer un homme, mais il faut 50 000 rads pour détruire les insectes. Pour une stérilisation qui élimine tous les micro-organismes, virus compris, l'irradiation doit être supérieure à un million de rads.

En 1978-1977, la momie de Ramsès II n'a pas été traitée à Grenoble. A Paris, on a identifié les quelques soixante espèces de champignons, les insectes et bactéries qui infestaient Ramsès II. A Sclay, la momie, enfermée dans un coffre étanche de bois et d'alcaligènes, a été stérilisée. Mais c'est alors qu'elle a subi une « mort subite » : elle s'est désintégrée. On a calculé la position et l'intensité des sources ainsi que la durée

Si on veut conserver sa forme à l'objet, il faut non seulement éviter le dessèchement, mais aussi remplacer progressivement le volume d'eau par un volume équivalent d'une autre matière qui, elle, restera dans le bois sans altérer celui-ci.

Le CENSG travaille sur les bois gorgés d'eau, en particulier sur ceux qui proviennent de deux sites, l'un néolithique, l'autre déval, qui ont été découverts il y a quelques années dans le lac de Paladru sur la commune de Chavannes, à 45 km au nord-ouest de Grenoble. Des séjours prolongés, pensant un an parfois, dans des bains appropriés permettent d'abord de remplacer l'eau par un solvant, ensuite d'imprégner complètement le bois par une résine soluble dans ce solvant. Une fois que la résine remplit tous les vides du bois, on soumet la pièce au rayonnement gamma. La résine, constituée alors de molécules indépendantes les unes des autres, se polymérise, c'est-à-dire que les molécules s'accrochent définitivement les unes aux autres selon une ou deux ou trois directions. Dès lors, l'objet qui bois gardera son volume et sa forme d'origine.

Il y a aussi les bois pourris, rongés par divers animaux, et les pierres attaquées par les intempéries et les pollutions atmosphériques. Sans traitement, les uns et les autres sont voués à une disparition plus ou moins rapide. Il est possible de remplacer, sous vide, l'eau et les gaz qui remplissent les lacunes par une résine

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Un colloque et une exposition à Clermont-Ferrand

Nos ancêtres les Gaulois

QUI sommes-nous ? Des Gaulois, des Latins, des Français, des Germains ? Le mythe gaulois n'est pas une invention du dix-neuvième siècle. Il apparaît avec le début des origines nationales et la recherche de notre identité ethnique et culturelle.

A Du Bellay « plus » d'avantage le « Loire gaulois » que le « Tibre latin ». Henri IV est un roi gaulois comme sont gaulois les héros de l'Astérie, l'Amphibie de Molière est un « vieux Gaulois » et Bussy-Rabutin écrit l'Histoire amoureuse des Gaules. A un niveau moins anecdotique, l'Eglise française se veut gauloise, pour embêter le pape, cet autre César, cet autre Romulus, et toutes les confessions se retrouvent ici dans le même combat, les auteurs protestants du seizième siècle, tel Pierre de La Ramée ou François Hotman, demandant au Gaulois pieux, courageux et austère, la garantie ancestrale d'un Etat démocratique fondé sur des systèmes fédératifs décentralisés. Dès l'origine, qu'il s'agisse des libertés gallo-romaines ou de la république précatholique, le mythe gaulois est un mythe à composante libérale qui refuse Rome et le papisme, éventuellement la monarchie absolue, vante les charmes de l'existence individuelle et pastorale dans la forêt des premiers âges, vante aussi les charmes de l'Élysée, le mythe gaulois échoyant très vite et bien avant les Girondins celui des frontières naturelles.

Curieusement, le dix-huitième

siècle n'a pas suivi. Montesquieu n'est pas « gaulois », ni Voltaire, ni bien sûr Rousseau, ni même l'Encyclopédie qui ne distingue pas les Gaulois des autres « peuples du Nord ». Au Siècle des Lumières et des Indes galantes, on ne compte qu'un opéra (de Gossec) et deux tragédies gauloises. Quelques ouvrages, de fantaisie bien provinciale. Quelques tableaux, qui sont peu de chose si l'on pense à l'importance que prennent sous le règne de Louis XVI les sujets d'histoire nationale.

Il faut attendre Chateaubriand et les Martyrs, ce chef-d'œuvre baroque, cette étonnante pièce-montée littéraire, pour que l'on nous parle de Druides, de Teutates, de la cérémonie du gui, d'une révolte ourdie dans la forêt amorceuse par la prébende Velleda, du dernier descendant de Vercingétorix. Mais celui-ci succombe sous la tâche de Mérovée, Velleda est folle et Chateaubriand était trop cosmopolite, trop soucieux de chanter les origines chrétiennes, pour s'arrêter longtemps aux Gaulois.

Si romains qu'elle ait pu être, c'est à la Révolution que les Gaulois doivent leur entrée en scène. Pour des raisons évidentes et pour le dire très en gros : le clergé, c'est Rome ; les aristocrates, ce sont les Germains que Sleyes menace en 1788, dans une apostrophe célèbre, de renvoyer dans leurs forêts de Franconie. Et le tiers état, le monde rustique et celui des libertés communales, le pauvre laboureur et l'« interogant bailli », ce sont les Gaulois.

par les grèves et dans Boulevard et Pécuchet. Les deux créateurs s'y mettent, se disputent avec leur curé à propos d'un bémol qu'ils prennent pour un aveu à sacrifices humains et bien vite se disputent des Druides, encore que ceux-ci aient appris « la métaphysique aux Grecs, la sorcellerie aux Persans, l'astrologie aux Sarrasins — et aux Romains, l'étamage du cuivre et le commerce des jambons ».

Peut-être parce que la celtomanie prit souvent des aspects un peu naïfs, les Gaulois brillent par leur absence dans le romanisme littéraire (et pictural). Alors que Walter Scott réhabilite les Saxons contre l'envahisseur normand, Dumas ne remonte pas en deçà des Valois,

c'est un bien médiocre poète. Alexandre Soumet, qui fournit à Victor Hugo était trop rhéteur, biblique et saint Empire pour faire une place à Vercingétorix dans la Légende des siècles. C'est aux historiens, à l'histoire libérale, que celui-ci doit son statut de héros national. Dès 1833, Michelet voit dans les Gaulois « la plus sympathique et la plus perfectible des races humaines ». « Ce sont les enfants du monde naissant ; de grande corps mous, blancs et blonds ; de l'élan, peu de force et d'habileté ; jovialité féroce, espoir immense... l'idée de la personnalité libre ». Et si Auguste Thierry s'intéresse surtout à Mérovée et, dans les admirables Lettres sur l'histoire de France, à « l'état de la Gaule après la conquête franque », c'est qu'il avait laissé à son frère André le soin de publier en 1828 une Histoire des Gaulois, laquelle fut bientôt suivie de l'Histoire de France d'Henri Martin, où il est dit que « la France nouvelle, l'ancienne France, la Gaule, sont une seule et même personne morale ».

Passons sur les événements intermédiaires : fouilles d'Alésia en 1861-1865 ; érection, en 1863, de Vercingétorix en bronze d'Alfred Millaud sur le mont Auxois ; création du Musée des antiquités nationales. Et arrivons à la III^e République, à la place éminente que vont prendre les Gaulois dans l'enseignement et la culture tertio-républicaine, comme il semble que le bon ton veuille aujourd'hui que l'on dise.

Victor Duruy est encore un Romain, et l'Ecole normale est plus que jamais, dans les années 1880, le temple du romanisme, avec des hommes comme Gaston Boissier et Lavisse, pour lequel la Gaule par son indisciplinisme et son irresolution « a mérité sa déchéance ». Mais son collaborateur Alfred Rambaud dira que « ce fut un grand malheur pour nous et aussi pour l'humanité que la civilisation gauloise ait été détruite », et la défaite de 1870 amène l'opinion républicaine à reprendre entièrement le problème des origines nationales. Alésia, c'est Sedan, la Gaule est le territoire sacré de la patrie,

et Vercingétorix devient le symbole de la résistance populaire à la fois aux hordes germaniques, à la férocité prussienne et à César, héros de l'abominable Mommensen et préfiguration du non moins abominable Mollet.

Mais, dira-t-on, comment fonder une mythologie nationale sur un héros vaincu ? D'abord, il n'y avait pas tellement de candidats, et surtout Vercingétorix avait aux yeux des défenseurs de la laïcité l'immense avantage de n'avoir pas été baptisé. Vercingétorix, c'est le peuple, le « libre croyant », le paysan libre et patriote que l'on oppose à Jeanne d'Arc, depuis longtemps et malgré Michelet, récupérée par la droite conservatrice. A Jeanne d'Arc et à Clovis.

« François, fils de France, soyons grands et chrétiens comme Clovis et Clotilde », écrit un auteur catholique. « Sauvons Rome et la France », chantait-on dans les processions, et

Vercingétorix n'apparaît pas dans la décoration du Panthéon conçu par le très conservateur Philippe de Chennevières comme le « poème des origines chrétiennes de la France ». A Clovis, présenté comme une véritable brute (d'où l'importance attachée par les manuels à l'épisode du ruse de Soissons), aux « rois fainéants », aux lamentables Mérovingiens on oppose le jeune et pur chef gaulois, héros malheureux d'une cause que la République reprend à son compte. En somme et on l'a écrit, Vercingétorix est le précurseur de Gambetta.

Les Gaulois auront moins de succès dans l'enseignement secondaire, où veillent les défenseurs des humanités et qui n'ont cessé de faire des Commentaires de César la base de l'enseignement du latin. Moins encore dans l'enseignement supérieur et chez les princes du libéralisme conservateur.

Astérie poujadiste

Pour Fustel de Coulanges, « les grandes armées gauloises montèrent le pays que peuplent les plus brillantes qualités pour sauver un pays quand la discipline sociale et la discipline militaire font défaut ». Et Rensan n'était pas très loin de voir en Vercingétorix à la fois un imbécile et un dangereux anarchiste, contempteur de la « discipline sociale » et détestable anachronisme de l'agitation démocratique. Les Gaulois repèrent leurs lettres de noblesse universitaires du Collège de France, de Camille Jullian dont le superbe Vercingétorix parut en 1901, deux ans avant qu'Emile Combes ne vienne en personne inaugurer à Clermont sur la place de Jaurès le monument de Bartholdi, qui avait conçu l'œuvre en même temps qu'il travaillait à la statue de la liberté. « La République », déclara à cette occasion l'auteur de la loi de Séparation, « réalise plus que tout autre gouvernement l'idée essentielle de la patrie ».

La droite, qui à défaut d'autre gentie a toujours eu en France celui de la récupération, finit d'ailleurs par récupérer le « Vercingétorix des Arvernes ». Le maréchal Pétain, en 1942, fit déposer sous une dalle à Gergovie quelques pelotées de terre prises dans toutes les provinces de la métropole et de l'Empire, ce qui

donna lieu à une petite cérémonie bien mignonne, au cours de laquelle le héros des institutions laïques et « républicaines » fut transféré en saint patron de la révolution nationale.

Astérie est-il de droite, de gauche ? Plutôt poujadiste, semble-t-il. Mais, sans Astérie, on ne parlerait plus guère des Gaulois, sinon au niveau de la gauloiserie, de cette sexualité facile, bon enfant, un peu coquette et réjouissante pré-féminisme qui, on ne sait pourquoi, leur est associée, au même titre que ces autres symboles de virilité populaire que sont l'effervescence du système pileux et l'usage du tabac noir.

Est-ce à cause de ces composantes un peu triviales ou de caractère mineur : de ses résonances culturelles ? Le mythe gaulois est un mythe pauvre et qui a échoué. L'exposition du musée Bargoin montrait bien que ses retombées ont été peu nombreuses et assez médiocres, en dehors du chef-d'œuvre de Bartholdi et du guerrier chevelu de la Marseillaise de Rude. Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est qu'après celles de 1870 et de 1940, une nouvelle catastrophe nationale ne nous donne pas l'occasion de revenir à celui qui, en 1952, lors du bimillénaire d'Alésia, fut officiellement reconnu comme « le premier résistant de l'histoire de France ».

ANDRÉ FERNIGIER.



Costume d'un chef gaulois sous la domination romaine. Dessin composé d'après Herbé, par Wattier

Le précurseur de Gambetta

Gaulois, Gallo-Romains, Celtes, on ne fait pas très bien la différence, avec cependant une nette préférence pour ces derniers, plus lointains, plus mystérieux, plus celtiques. La manie des fouilles et des légions d'archéologues a un autre défaut, les Celtes feront au dix-neuvième siècle une carrière particulièrement brillante qui s'est poursuivie jusqu'à nos jours, en partie grâce aux surréalistes. A Claude Roy, qui lui demandait pourquoi il n'était jamais allé en Italie, André Breton répondit un jour : « Etes-vous fou ? Arrivez-vous passé vos vacances en Allemagne pendant l'occupation ? » D'où la création d'une académie celtique et une véritable celtomanie dont Flaubert s'est gaussé dans *Par les champs et*

par les grèves et dans Boulevard et Pécuchet. Les deux créateurs s'y mettent, se disputent avec leur curé à propos d'un bémol qu'ils prennent pour un aveu à sacrifices humains et bien vite se disputent des Druides, encore que ceux-ci aient appris « la métaphysique aux Grecs, la sorcellerie aux Persans, l'astrologie aux Sarrasins — et aux Romains, l'étamage du cuivre et le commerce des jambons ».

Peut-être parce que la celtomanie prit souvent des aspects un peu naïfs, les Gaulois brillent par leur absence dans le romanisme littéraire (et pictural). Alors que Walter Scott réhabilite les Saxons contre l'envahisseur normand, Dumas ne remonte pas en deçà des Valois,

UNE SELECTION

cinéma

LE BATEAU DE LA MORT D'ALVIN KRAKOFF

Le mauvais temps incite les spectateurs à se diriger vers les salles de cinéma. Les films restent plus longtemps à l'affiche, et les nouveautés attendues sont reportées. A défaut, donc, des chefs-d'œuvre promis, et si l'on ne préfère pas les reprises, ce « bateau de la mort » procure d'aimables frissons.

REPRISES

Le Tigre du Bengale et le Tombeau hindou, de Fritz Lang : mise en scène de l'aventure exotique. Chateaubriand, de Roman Polanski : défilé du film policier parvenu. Jules et Jim, de François Truffaut : « Elle avait des bagues à chaque doigt... ». Que le spectacle commencent, de Bob Fosse : musique, amour, mort et fascination.

théâtre

LAVELLI, VINCENT, SOBEL, GELLS... AU FESTIVAL D'AVIGNON

C'est Jorge Lavelli et son Conte d'hiver qui, à la cour d'honneur, inaugureront le 12 juillet le festival. Le spectacle ne sera repris que le 15, pour laisser le temps à Jean-

GEORGES BATAILLE A BILLON

Les Chiens jaunes — jeune troupe installée à Clermont-Ferrand — sont allés à la recherche de Georges Bataille, jusqu'à son « lieu de naissance », de séjour et de réminiscences, jusqu'à Billon et dans le village même, jouant le spectacle qu'ils ont conçu et réalisé l'entrée de Georges Bataille, les 11, 12 et 13 juillet (Renseignements : 73 84-90-71).

musique

L'ETE A PARIS

Tandis que le Festival du Marais s'achève avec l'Ensemble Percival (Carnavalet, les 10 et 11) et le Chœur de la cathédrale de Wor-

cester (Blanc-Manteau, le 12), on peut souhaiter plus de soleil au Festival festival qui prend le relais jusqu'au 24 septembre. Il offrira chaque jour aux Parisiens des programmes très originaux dans les lieux les plus divers : la troupe nationale zambienne sur l'esplanade du Palais de Chaillot (le 14, à 15 h 30), le Symposium musical de Prague au Grand Hôtel (le 14, à 17 h 30), et à Saint-Etienne-du-Mont (le 15, à 18 h 30 et 20 h 30), le Chœur des instituteurs moraves, qu'il ne faudra pas manquer pour leur voix et leurs musiques splendides, à l'Intercontinental (le 18), et ainsi de suite (renseignements : 4, rue des Prêtres-Saint-Severin, tél. 329-57-57). Parallèlement, le Douzième Festival de Soeurs permettra de passer les week-ends en musique à la campagne ; ouverture par Alexandre Lagoy (le 18, à 17 h 30), Claude Bolling et le Show Biz Band (le 14, à 17 h 30 ; renseignements : 660-07-79). Cependant que l'ère Liebermann s'achève glorieusement avec les fameuses Noce de Figueur mises en scène par Strehler (Opéra, les 12 et 14).

AIX, VAISON, AVIGNON

Grand départ pour les ténors des festivals du midi : Aix avec Sémestre de Rossini et son duo vedette, M. Caballe et M. Horne (les 15, 19, 23, 25, 31), et les Lelios, chœurs d'opéra, chef d'œuvre de Claude Prey, dans une mise en scène de P. Barrat (les 17, 22, 25), en attendant Cœl, réalisé par P. Mercure, avec les merveilleux Baqueler, Materson, Lindendstrand, Burrows, sous la direction de MacKerles (les 24, 28, 30) A Vaison-le-Romaine, le théâtre antique sera hispanisé pour le Barbier de

Séville, de Rossini, avec une jeune troupe et l'Orchestre de Bordeaux, dirigé par R. Benzi (les 10 et 12), ces derniers donnant un concert Brahms avec P. Amoyal (le 13). A Avignon, le Théâtre musical commencera ici cette année avec une création de H. Holliger, sur un texte de Beckett, mise en scène de B. Sobel : Va et Vient et Pas moi (Pénitents blancs, du 15 au 20), Utopopolis de Prey (Quai de la ligne, du 15 au 19). Il suffira de franchir le Rhône pour profiter, à Villeneuve-les-Avignon, de l'excellent programme de musiques anciennes et contemporaines, avec notamment les quatre concerts-promenades de l'Ensemble intertemporal, qui réalise en même temps quatre ateliers instrumentaux (du 15 au 20 juillet ; renseignements : CIRCA, La Chartreuse, 30400 Villeneuve-les-Avignon, tél. : 90-25-05-46).

FESTIVAL DES JEUNES INTERPRETES

Toujours dans le Midi, un festival itinérant dans quatorze villes, de Monaco à Narbonne et Perpignan, qui fait entendre beaucoup de jeunes interprètes avec leurs aînés (dont Rostropovitch, le 11, au Palais des rois de Majorque, à Perpignan). Un ensemble de manifestations passionnantes (renseignements : F.M.J.I., B.P. 4, 13129 Salin-de-Giraud, téléphone : 42-56-22-14).

Arlequin poli par l'amour, de Marivaux, musique de Mouret (La Roche-Courbon-Saintes, le 10) ; Musique anglaise (Saintes, le 11) et musique française, par le Groupe vocal de France, dir. J. Allis (Saintes, les 11 et 12) ; Scott Ross,

clavessin (Saint-Guilhem-le-Désert, le 13) ; l'Office des fous (trizième siècle) par l'Ensemble G. Dufay (Saint-Florent-le-Vieil-Angers, le 13) ; Mises des tépessées, de M. Charpentier (Solmes, le 14) ; Cœl fan tulla, mise en scène J.-Cl. Auray, dir. J.-C. Casadesu (Le Touquet, les 14 et 15) ; Diderot et Enée, de Purcell, à divertissement dansé, dir. R. Dunand (hôtel de ville de Genève, le 15) ; Journée Xavier Darasse (Saint-Maximin, le 15, de 10 heures à 24 heures) ; A. Dumond, guitare et luth (Ecole américaine de Fontainebleau, le 15).

expositions

GEORGES BRAQUE A LA FONDATION MAEGHT

Un hommage à Georges Braque, l'autre inventeur du cubisme avec cent cinquante œuvres prêtées par des musées et collectionneurs du monde entier.

ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE AU MUSEE CHAGALL DE NICE

La septième exposition au musée national biblique Marc Chagall depuis son inauguration. Après Rembrandt et la sculpture romane, des statues et masques d'Afrique provenant des collections nationales et de prêteurs étrangers. Quatre-vingt-dix objets choisis pour leur pouvoir à figurer et à évoquer les esprits, les génies et les dieux, mais aussi pour les qualités plastiques d'un art qui, aux premières années du siècle, avait, par son influence, permis le renouvellement de la peinture moderne.

CARPEAUX GALERIE DES PONCHETTES

Les Carpeaux (sculptures, peintures et dessins) du musée Chérel sortent cet été 80 en bord de mer, galerie des Ponchettes, pour saluer le sculpteur dont l'œuvre spontanée et hautement civilisée illustre bien la recommandation qu'il faisait à un de ses amis : « Sois de ton temps et de tous les temps ».

NIKI DE SAINT-PHALLE AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Pas de film sur les fantômes de l'enfance, ni de happenings, jeux d'adultes, ma' une rétrospective, une vraie, à Beaubourg, remontant aux peintures du début qui annoncent ces simulacres moines. Avant traverser le miroir de la réalité, les images sont devenues des sculptures baroques de couleurs à la manière populaire imprévisible et irrésistible, pour faire la nique à la société du « High tech ».

jazz

ART PEPPER AU PALACE

Une « légende vivante », comme l'indique le titre d'un de ses disques récents, pour la première fois à Paris. Un son sans exemple (jeudi 10 juillet, 20 h).

LES DEUX ANS DE LA CHAPELLE

L'anniversaire du club de la rue des Lombards en deux soirées non stop : Chateaubriand, Didon, Cécile, Couturier, Jeanneau, Lubat, Portal, et les amateurs : Guérin, Marmande, Réda (le jeudi 10 juillet) ; Sales avec Henri Guédon, Les Salers, Votage, B. etc. (le vendredi 11).

Métiers anonymes

LES ARTISANS DU FAUX-SEMBLANT

L'émotion devrait se réveiller précipitamment dans l'armoire Louis-Philippe, oubliant la paire de bretelles accrochées sur la bergère Louis XV. Situation de théâtre classique, si l'on peut dire, mise en valeur par un mobilier de style. Afin de corriger le tableau, le metteur en scène aurait prévu que les portes de la bonnetière baissent automatiquement chaque fois que le mari ouvre la fenêtre. Pour lui, pas de problème. Pour le décorateur non plus.

Pourtant, sous la gélaline des éclairages, une authentique armoire Louis-Philippe peut très bien ressembler à une piètre armoire. Posée sur un plateau en plâtre, la bergère Louis XV aurait l'air d'un crapaud. Quant à la bonnetière, sa valeur au Village suisse n'autoriserait en aucun cas le bricolage ravageur nécessaire à l'introduction de mécanismes secrets.

C'est ici qu'interviennent les constructeurs, ceux qui bâtissent les cages à illusion, mesurent la perspective, font sauter la résistance de la matière, sculptent la mousse de polystyrène, peignent le bois pour en faire une toile, ou la toile pour qu'on y voit une ville — tous ingénieurs du trompe-l'œil, artisans du faux-semblant pulvérisant la règle du jeu vers que le spectateur tombe dans le panneau.

A dix minutes du Théâtre de la Commune, à Aubervilliers, les garages municipaux alignent leurs grandes bâtisses usinières. Les grosses soles, des machines-outils, sont muettes. Il fait triste comme dans une manufacture désaffectée. Jean-Michel Roux, le jeune directeur technique de la maison, semble plus à l'aise dans son bureau du théâtre, entre la planche à dessin et la maquette de « son » prochain décor, signé, une Florine Malreureux.

Le théâtre est venu assez tardivement à Jean-Michel Roux. Formation technique générale au lycée, service militaire, du travail dans une boîte d'agencement de magasins, à Grenoble, qui lui plaît sans lui plaire. Lorsque l'occasion se présente de faire de la construction de décor à la Comédie des Alpes, il voit d'abord

les similitudes : dans les deux cas, scène ou magasin, il s'agit de s'emparer d'un lieu et de le métamorphoser, de concevoir les éléments matériels et de les fabriquer à l'avance afin que l'installation se fasse ensuite très vite, soit pour limiter le manque à gagner du commerçant, soit que le jour J de la première approche... La différence qui le retient, c'est la révélation d'un autre univers, le sentiment d'appartenir à une équipe qui change le sens du travail : de la corvée pas trop déplaisante, on passe à un réel plaisir.

Plaisir perdu par la suite à Villeurbanne. La contrepartie de la grande machinerie bien huilée qui tourne à la perfection pour un metteur en scène de talent, c'est la coupure d'avec la création. Les ateliers sont à 10 kilomètres du théâtre ; le travail sur des plans et sous un chef, en enchaînant les décors sans pratiquement voir aucun spectacle, est vécu comme un retour à l'usine. Plaisir retrouvé, après une série de « coups » à droite et à gauche, avec le Salamandre — de nouveau une petite équipe — et avec l'accès à des responsabilités croissantes : il a les coupées franches pour réaliser « en vrai » le rêve sur papier Canson du décorateur.

Au départ d'attention au travail, par exemple, une jolie aquarelle de Gilles Bourdès, assortie de la question de confiance : « Est-ce que tu peux fabriquer ça ? » On répond oui, forcément puis on passe à la planche, on dimensionne, on pense les matériaux : « En principe, il n'y a pas de problèmes techniques insolubles, on bute seulement sur les questions d'argent. » Tout le monde, dans l'équipe technique, peut faire un peu de tout, aérer, ajuster, souder, tirer des fils, mais la polyvalence s'arrête toujours à un seuil de spécialisation spécifique : la réalisation de la cage métallique qui enserrme le spectacle, tout en perspective, exigera l'embauche d'un très bon serrurier. L'autocar, un vieux Citroën — exactement « celui que voulait Gilles », — sera retrouvé chez un casseur de la région, tronçonné, l'arrière recouvert de métal léger.

Le bois et le métal

Le bois et la toile, c'est l'école italienne (le groupe T.S.E., persécuté jusqu'en 1968, des clics, fait exécuter à Milan les merveilleuses toiles peintes d'Emilio Carcano) ; la ferraille, l'école allemande (Patrie Chereau rapporte qu'à Bayreuth on teste la résistance des décors à coups de chariot de levage). Comme beaucoup de constructeurs, Jean-Michel Roux, combine souvent les deux : un habillage de bois sur une âme en métal. Le choix dépend des goûts, des coûts, du personnel dont on dispose, du comment ça joue, des contraintes de montage et de transport. Une fois, à la Salamandre, on a construit selon des techniques « cinéma », aussi efficaces pour le coup d'œil et plus économiques : impossible de faire tourner le spectacle, il avait fallu causer le décor le lendemain de la dernière. Mais, pour *Martin Eden* ou *Attention au travail*, il a été décidé de bâtir un décor de répétitions, réplique en vraie grandeur du futur décor, qui permettrait aux comédiens de se placer très tôt dans un espace

juste, aux constructeurs de figurer leur produit.

Ce luxe utile est évidemment l'exception. La dégradation générale de l'économie du spectacle entraîne une réduction du nombre des créations ; on ne construit plus assez pour entretenir une structure technique importante et, de plus en plus, les décors sont fabriqués à l'extérieur, soit par des artisans indépendants, soit par de véritables entreprises. Il s'ensuit une détérioration de l'exercice du métier ; les machinistes-constructeurs, construisant de moins en moins, sont affectés à des tâches de routine autour des spectacles acennés : déchargement des camions, montage et démontage. Équipement des cintres : « C'est frustrant pour eux, constate Jean-Michel Roux. Un machiniste ne peut plus faire ce boulot en seasant seulement que c'est toujours mieux que de travailler en usine. L'activité développement du corporatisme dans le spectacle vient de là — d'une division du travail dont les maisons créent à petit feu. »

Le malaise n'atteint pas que les hommes d'équipe. « Je ne veux plus être chef ! », proclame Michel Casses, ancien directeur technique du théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, passé lui aussi par « Aubervilliers » et qui vient de s'établir — façon de parler — comme indépendant. Dix années de théâtre amateur en travaillant en usine, puis quelques « paouilles » en professionnel au Théâtre de la Commune : « Avec une femme et des gosses, dans ce métier sans sécurité d'existence, il me fallait du concret. Je me suis orienté vers la technique. Maintenant, je suis bien dans mes bottes, je ne regrette pas de ne pas être comédien. J'ai choisi. » Il a choisi le bois. Par tempérament. Parce que la matière lui plaît, et com-

ment elle vient sous la scie à chantourner.

Michel Casses est devenu menuisier par le théâtre. Par nécessité consentie, pour le théâtre. Il n'y a pas deux façons, l'une « décor », l'autre « ébénisterie », de manier la scie. Mais, sur une base technique identique, il faut penser et réaliser autrement : penser légèreté et rapidité de démontage contre longévité, et surtout penser « comédien », construire des objets le plus pratiques possible dans un espace truqué. L'art de la comédie « en perspective » s'apprend en général sur le tas (encore que l'école de la rue Blanche et celle du T.N.P. aient une section technique) et dans un rapport d'amoureuse fréquentation avec le spectacle.

Fraiseur-ajusteur de formation

Ce n'est pas le travail de construction qui manquait à Saint-Denis ; si Michel Casses a craqué, s'il ne veut plus être chef, c'est qu'il avait envie d'être dans le coup de A à Z : « A régler des problèmes administratifs, à faire le tampon entre la direction, dont on est, et les gars, dont on a été, et qui s'enferment dans le corporatisme, on fait aussi par égoïsme du spectacle. » Il est en plein dedans avec un « coup » formidable : la fabrication du décor surréaliste de Claude Lemaire pour les *Mystères de l'Amour*, de Vitrac, que met en scène Viviane Théophilides, puis la règle, soir après soir, au Festival d'Avignon. Après tout, il est indépendant.

L'indépendance : le grand mot de Vito. On ne peut mettre un pied dans le petit monde des constructeurs sans croiser la trace de Vito Schavels, en qui plus d'un reconnaît un maître. Pour sa part, il veut bien admettre que beaucoup de monde est passé chez lui et qu'on apprend toujours en passant dans un atelier. L'atelier, c'est du passé — la concurrence des grosses boîtes, — mais il exerce toujours.

Selon lui, tout le monde se forme sur le tas, il suffit d'un peu d'astuce et d'habileté. On peut en croire son expérience d'ingénieur chimiste débarqué d'Argentine au début des années 50, riche de peaux d'âne qui ne valait pas tripiette, la rencontre d'un compatriote qui construisait des décors, ce bon vieux hasard, un an de régie avec Jean-Marie Serreau au théâtre de Bayonne, et, somme, la filière normale.

Il n'aime pas employer le mot « artiste ». En général, et surtout pas dans son cas : « Les gars qui ont construit les portières de Concorde ne sont pour rien dans la conception de l'engin, font pas charrier. Le côté agréable, c'est qu'on a chaque fois affaire à un prototype, que le geste répétitif est pratiquement éliminé. On sait qu'on trouve devant nous autre chose qu'une voiture toutes les trois minutes. »

Essayer donc d'imaginer une grande manufacture où s'affaieraient des dizaines d'ouvriers spécialisés, affectés — selon les schémas tayloriens de la rationalité économique — à des tâches parcellaires, celui qui soude n'ayant aucune idée de ce qui va sortir du plateau de son voisin. Quel rapport, s'il en est

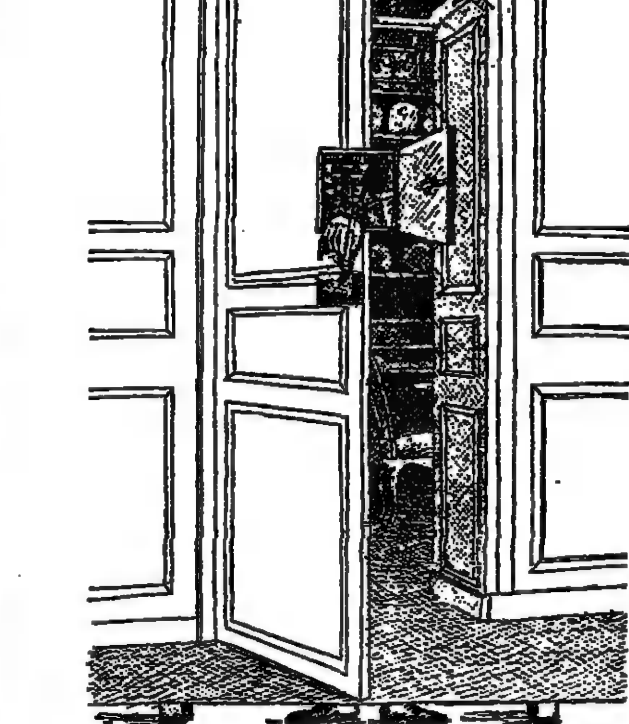
encore un, avec l'art de la représentation vivante ? Les constructeurs des temps modernes courront à l'abri des regards indiscrets. Sollicité, le directeur de la plus importante de ces entreprises (un quasi-monopole, dit-on, à côté des ateliers de la S.F.P.) argue du manque de temps. Pas même un quart d'heure ? dix petites minutes ? Juste un œil sur les ateliers ? « Nous préparons la rentrée, il y a les vacances, je ne peux pas consacrer une seule minute » (soufflé dans le ton). Du côté de Pantin, on doit craindre l'espionnage industriel.

En visitant plus petit, infiniment plus petit, on a des chances de tomber sur André Fournier, au fond d'un petit hangar près de la Cité universitaire internationale. Fraiseur-ajusteur de formation, il a commencé à construire « pour des copains », s'est piqué au jeu de la règle de plateau avec Jacques Lassalle. Le voilà artiste : un compagnon salarié à plein temps, puis des équipes constituées au coup par coup, selon les besoins d'un métier qui, à l'instar de toutes les professions du spectacle, connaît des passages à vide et des charrettes enlevées. Avec ça, imposé à 80 % sur le bénéfice, une technique de jongleur pour s'équilibrer et affronter les problèmes d'amortissement du matériel.

Le Boulevard fait vivre, la télé à l'occasion : la commande

Quand on met le feu aux décors

Fournier, Vito, Michel Casses, Jean-Michel Roux, chacun s'est demandé un jour s'il n'aimerait pas travailler en amont, passer à la conception. A l'occasion, l'un ou l'autre a « briolé » un petit quelque chose pour rendre service, mais ce n'est pas son truc. L'oiseau rare, le constructeur complet, niche à la Cartoucherie du bois de Vincennes, sous la verrière de la troisième nef du Théâtre du Soleil, celle de la technique. Suspendues à la charpente métallique, les gondoles du *Motier d'Arlande* Mnouchkine se dédient avec le temps et la poussière. Le maître du lieu, Guy-Claude François, leur auteur, et celui des fabuleuses scénographies de 1789 et 1793, de l'Age d'Or, de *Méphisto*, est aussi le directeur technique de la troupe : « Pour moi, c'est impensable de procéder autrement. Quand on connaît les limites inférieures et supérieures d'un matériau, on sait où on va lorsqu'on passe à la planche. »



qu'on vous passe pour avant-hier, il faut bien que ça se paye. Mais André Fournier se sent absolument dans le théâtre, exactement situé à un moment du processus de création : « A la fin, j'ai ma part là-dedans. La rampe de l'escalier, sur la photo du spectacle, c'est bien la mienne. » Puisqu'il faut le plus souvent construire vite et solide, il essaie de standardiser à son échelle le système du châssis métallique habillé de bois. Pour les finitions, il connaît des peintres et des sculpteurs qui ont mordu au théâtre et à ces gains inespérés. Le décorateur selon son cœur est celui qui ramène une maquette et débrouille-toi.

L'intérêt du travail est inversement proportionnel à sa facilité : « La scénographie actuelle va vers des décors en poste fixe ; les salles n'ont plus de costiers, plus de cintres ni de dessous. Avec la scène en pente traditionnelle, tu dois construire en double perspective, une as-des-us, une as-dessous. Les bois ne sont pas d'équerre. » Il faut truffer le mobilier de récupération pour qu'il ait l'air normal dans cet espace anormal.

la charpente de bois du dix-septième siècle, 1793 et le contrôle électronique de la lumière fluorescente, l'Age d'Or et l'étude des problèmes de remblai (d'où la présence du bulldozer), *Méphisto* et l'usage des produits de synthèse pour les reliefs en mousse de polystyrène coulé. Sur les rayonnages de Guy-Claude François s'empilent les catalogues qu'il glane systématiquement dans les salons. Pas les Salons de peinture, ceux de l'aviation, de la maintenance, de l'emballage. « Il y a à prendre partout, dit-il. Toutes les techniques sont bonnes, tous les matériaux. Mais chacun a sa fonction qui dépend de son aspect, de sa résistance et de sa plasticité, de ses capacités de structure. A quoi il faut ajouter tout ce qu'on peut en tirer de spectaculaire en jouant sur la lumière. Les matériaux ont une psychologie, selon la manière dont on les fait jouer, dans quelles circonstances. »

Il y a un élan constructiviste — un bouillonnement à la jointure de l'amour de l'art et de la passion de la technique — chez ce constructeur placide qui ne quitte pas un instant son ton posé d'ingénieur-mécanicien : « La dynamique même, le geste de la fabrication, fait partie du spectaculaire. C'est superbe, un plan d'implantation tracé au sol. Quoi de plus beau qu'un montage de décor, qu'un changement de décor ? »

Jean-Michel Roux garde, du temps qu'il était constructeur au Théâtre de la Cité, l'image de quelque chose de plus beau encore. Une fois l'an, à la veille de l'été, pour faire place aux nouveaux arrivants, on emporte à la campagne les décors les plus anciens et on y mettrait le feu : « C'était fait. Un vrai feu de la Saint-Jean. Les gars, qui avaient trima, poussaient ça de « Ah ! tu te rappelles » et de « Oh ! celui-là ». Ça disait : on en a eu, passons à autre chose ; voici une nouvelle saison. » Les artisans du faux-semblant savent de toute éternité qu'ils travaillent pour l'éphémère.

JACQUES POULET.

LE CONCERT DE L'ÉTÉ
L'ÉVÉNEMENT DE L'ANNÉE
UN GRAND MOMENT DE L'HISTOIRE DU ROCK
LE 7 AOÛT 1980 A LONDRES
(EARL'S COURT)

PINK FLOYD
DANS LEUR FANTASTIQUE CONCERT :
THE WALL

2000 PLACES RÉSERVÉES EN EXCLUSIVITÉ AU PUBLIC FRANÇAIS
SERONT DISPONIBLES À PARIS DANS QUELQUES JOURS !

Location RTL 12 à 19 h, 22 Rue Bayard - 75008 Paris - 720.44.44 - PATHE MARCONI

En v.o. : ELYSÉE LINCOLN - HAUTEFURLE - OLYMPIC ENTREPOIT

UN FILM DE WAJDA

Lady Macbeth
SIBÉRIENNE

Pour la première et unique fois
en Europe
**les impressionnistes
du musée de chicago
à ALBI**
40 Chefs d'œuvres français et 18 américains
Musée Toulouse Lautrec 27 Juin - 31 Août

Une relation étroite avec les institutions Où va la photographie ?

Chaque année, les Rencontres Internationales d'Arles (dont c'est, jusqu'au 12 juillet, la douzième édition) sont le point de rendez-vous obligé de la photographie. Elles sont l'occasion de bilans, des projets, qui, tous, passent par le réseau des institutions.

CURIUSEMENT, pour l'instant, la photographie n'a pas intéressé les institutions culturelles proches de l'opinion. Pour la première fois, cette année, la photographie s'est glissée, très discrètement, dans le programme du Festival de La Rochelle, qui se rattache à une municipalité de gauche, avec une exposition organisée par Agathe Gaillard sur le thème « Photographier ceux qu'on aime » : elle regroupe des photos de Boubat, Doléau, Charbonnier, Lartigue, Descamps, et Claude Batho, qu'on peut voir actuellement à la maison des jeunes et de la culture. Mais c'est l'exception. A part quelques manifestations ponctuelles organisées par des municipalités, il n'y a pas de projet sur la photographie, pas de budget.

Au contraire, les institutions culturelles nationales ont accaparé la photographie et se montrent très entreprenantes avec elle, la traitent un peu comme l'art de l'avenir, ne voudraient pas se tromper, à long terme, et la sous-estiment. Les dépenses photographiques du ministère de la culture et de la communication ont été de 1,5 million pour l'année 1980, auquel s'ajoutent les crédits de l'année du patrimoine, qui s'élevaient à 700 000 francs, et les salaires des vingt et un enseignants des écoles de photographie qui existent en France. Le service photographique du ministère vient d'être divisé en deux secteurs : un service de la création photographique, dont s'occupe Agnès de Gouvion-Saint-Cyr, qui jolifie l'achat de photos contemporaines et tous les problèmes de formation

(l'entrée de la photographie dans les écoles des beaux-arts et à la Villa Média), et un service du patrimoine photographique, confié à M. Barbin.

Cette action en faveur de la photographie dans le cadre de l'année du patrimoine a principalement consisté en la création d'une association des amis de Jacques-Henri Lartigue, dont Isabelle Jammes a été nommée responsable, et qui va présenter à la rentrée une exposition Lartigue dans les galeries nationales du Grand Palais, avant de se transformer en local permanent, quasiment un musée Lartigue (on oubliera bien sûr le sort des élèves des beaux-arts qui ont été chassés de leurs salles de travail à cette occasion). Une commande a été passée à dix photographes choisis par des spécialistes (de Boubat à Rons en passant par Dieudonné ou Descamps, un peu toujours les mêmes) pour faire un travail sur ce thème du patrimoine (régions, architectures, fêtes tradi-

tionnelles), qui est maintenant exposé tout l'été, au Centre Pompidou.

Le service photographique du ministère a également soutenu l'exposition Robert Demachy à la Société française de photographie, les autochromes des Lumières exposés au Grand Palais, la rétrospective Degas et Zola à la galerie du Château d'eau à Toulouse, et la Mission hétérographique présentée récemment dans la station de maître Auber. Jusqu'à des moyens, une ligne cohérente et efficacement menée. On sait que M. Jean-Philippe Lécot est venu l'été dernier à Arles pour donner un coup de pouce symbolique à la photo. Un de ses conseillers les plus directs, M. Michel Delabarde, est d'ailleurs lui-même photographe (il a été exposé il y a deux ans à la FNAC-Montparnasse) et a consacré un des derniers numéros de la revue Culture et communication à la photographie, avec une longue interview de Brassai.

Le rôle de la Ville de Paris

Le budget des Rencontres internationales de la photographie d'Arles, qui ont lieu pour la onzième fois cette année, est de 1 million de francs pour 1980, partagé entre la ville d'Arles, le ministère, les ressources propres au festival et les industries privées. Le budget de la Fondation nationale de la photographie, à Lyon, qui a accueilli treize mille visiteurs environ en 1979, a été cette année de 1,3 million, provenant à 70 % du ministère et à 30 % de la ville de Lyon.

Un des problèmes cruciaux est le rapport de la photographie avec les institutions, parce que les photographes ne peuvent pas se passer d'elles : la vente des tirages est rare quand on ne s'appelle pas Cartier-Bresson, et les royalties accordées par les éditeurs sur les livres de photo sont généralement maigres (4 % ou 5 %). Il faut des

bourses, il faut des commandes, il faut des prix, il faut des achats officiels. A cet égard, le département photographique de la Bibliothèque nationale a une politique plutôt ambiguë, en se refusant à acheter les travaux des jeunes photographes, tout en les incitant à se soumettre au dépôt légal, et en mettant ses crédits sur la photo ancienne ou étrangère.

Et voici qu'une petite association presque marginale, Paris-Audio-visuel, qui dépend des affaires culturelles de la Ville de Paris, et dont le budget annuel est de 300 000 francs, prend de l'importance, multiplie les initiatives sous l'impulsion de ses responsables, Henry Chapier pour la vidéo et Jean-Luc Montarossa pour la photo : une aide à la première exposition (30 000 francs), dont on a déjà parlé, une aide au premier livre (70 000 francs), des échanges de photographes entre les pays (la Pologne cette année).

Le jury de l'aide à la première exposition, décernée par la Ville de Paris, a vu passer des choses très intéressantes parmi les trente-cinq dossiers proposés. Ce prix consiste en deux bourses de 15 000 francs qui permettent à deux jeunes photographes de trouver une galerie, de payer leurs tirages (rappelez-vous qu'un tirage 18 x 24 noir et blanc dans un laboratoire professionnel coûte dans les 30 francs), et même de publier un petit catalogue. Le niveau était supérieur à celui de l'an dernier : la plupart des photographes qui ont utilisé la couleur continuent à pasticher les parcelles de John Batho, qui fait école, mais toutes les photographes n'étaient plus au choix, et exclusivement, des paysages courts, des lampadaires ou des clochers grimpants...

Le prix est revenu à François Hers, un photographe d'origine belge, cofondateur de l'agence Viva, qui sait faire surgir avec beaucoup de force, mais sans



Photo François Hers.

syntétisme, la violence dans les situations les plus quotidiennes ; ainsi qu'à Guy Hervais pour un reportage très inspiré sur les conditions de l'Opéra. Il était parti à la recherche du célèbre fantôme, mais il a trouvé des figures las, des vieillards chateaux coquettes et des enfants émerveillés. Une mention spéciale a été attribuée à Bernard Jossé, qui fait des associations très singulières, pleines de silences et de troubles, de photos plutôt littéraires. La mention spéciale lui fait une belle jambe, comme on dit, mais elle devrait quand même lui permettre de se faire connaître, et bientôt d'exposer ; il le mérite.

Et voici que cette petite association a encore plus d'ambition, et double sa mise annuelle, pour un seul mois... L'été dernier, M. Robert Delpeire avait proposé un palais de la photographie. Un an plus tard, Paris-Audio-visuel reprend l'idée de M. Delpeire, qui avait repris lui-même l'idée de Venise, la transforme et annonce pour novembre un « mois de la photo » qui comportera une vingtaine d'expositions dispersées dans les différents musées de la Ville de Paris.

Au Musée d'art moderne, une exposition Henri Cartier-Bresson, trop proche de celle qui a eu lieu jusqu'au mois de mai chez Delpeire, mais qui comportera, nous assure-t-on, un grand nombre d'inédits ; l'exposition Miró et Fanfres, conçue par le responsable du MOMA à New-York, John Szarkowski, et qui avait été la grande regrettable du Festival de Venise ; une exposition de photos d'amateur. Au Petit Trianon de Bagatelle, cent ans du grand photographe anglais Bill Brandt, qui sont malheureusement la part la plus mauvaise de son œuvre. Au musée Carnavalet, George Hoyningen-Huene, photographe de mode étincelant des années 30, ainsi qu'une exposition, mon Dieu ! combien kitsch, des photos de Gina Lollobrigida à la Bibliothèque historique, un choix effectué parmi les quatre mille photos de Marville dont disposent les Archives de la ville, et à la Maison Victor-Hugo, vingt-huit photos, dont certaines inédites, d'un envoi de Julie-Margarete Cameron à Victor Hugo, qu'on a

retrouvé par hasard, dans une placard de la chambre des guides, à Guernsey...

On le voit, la photo ancienne est bien couverte, mais on regrettera un peu l'absence (manque de temps, manque d'argent ou manque d'imagination ?) d'une grande exposition de photos contemporaines qui soit une création. Certaines galeries se sont aussi ralliées à ce mois de la photo, en bloquant à ces dates leurs meilleures expositions : Agathe Gaillard exposera les toutes dernières photos d'André Kertész en novembre ; la FNAC-Montparnasse : Willy Ronis ; la FNAC-Forum : Lucien Aigner (un photographe français méconnu en France mais célèbre aux Etats-Unis) ; l'Uffizi dell'Arte : une exposition sur le thème de l'avant-garde. Des rencontres entre les éditeurs, des projections-débats ponctueront également cette grande manifestation qui voudrait, dit-on déjà, se reproduire tous les ans, ou tous les deux ans, en alternance avec le Salon de la photo.

Dégagement de Beaubourg

La seule initiative créatrice du Centre à l'égard de la photographie, qui était l'Album photographique conçu par Pierre de Fencoy, vient d'être supprimée. On nous dit que le secteur édition de Beaubourg a des problèmes de trésorerie, et se retrouve avec des inventaires de catalogues sur les bras : un catalogue vendu à Beaubourg à l'occasion d'une exposition ne trouverait que cent cinquante acheteurs alors qu'il en trouverait mille cinq cents pour une exposition analogue au Grand Palais. Le public du Grand Palais viendrait pour un événement culturel ; le public de Beaubourg viendrait pour user ses semelles. Mais l'Album photographique conçu par Pierre de Fencoy était fait pour partir du Centre, et rayonner. Il ne coûtait pas cher (185 F) ; il était non seulement un objet parfait, mais une histoire personnelle et vivante de la photographie, un outil d'enseignement autant qu'un outil de rêve. Il a été mal diffusé, voilà le problème : sur les sept mille exemplaires français, on n'en a vendu qu'environ le quart et le tiers (pas de chiffres plus précis), mais il s'est vendu aux Etats-Unis (cinq mille exemplaires), il s'est vendu en Allemagne (éga-

lement cinq mille exemplaires).

Le numéro deux était fin prêt : constitué à partir de la collection d'un ancien retourneur, Jacques Henry, une histoire de la photo d'amateurs au dix-neuvième siècle à travers des exemples méconnus mais éclatants. Pierre de Fencoy, qui était conseiller pour la photographie depuis presque trois ans à Beaubourg, prend un ordre de mission de six mois pour préparer, à New-York, le troisième volume de sa collection, consacré à la photo américaine. Il rentre une semaine à Paris pour préparer la maquette numéro deux ; on lui annonce que la collection est réalisée, reportée, tout comme ne se fera pas le dictionnaire du cinéma soviétique que prépare Jean-Loup Passek depuis plusieurs années. Pendant son absence, Pierre de Fencoy est remplacé, provisoirement, par Alain Sayag, qui occupe d'autre part un poste de responsable pour le cinéma et la vidéo au Musée national d'art moderne. On nous annonce maintenant que le contrat de Pierre de Fencoy ne serait pas renouvelé, son retour, et qu'il n'y aurait plus, dans l'organigramme du Centre, de « conseiller pour la photographie ». HERVE GUIBERT.

Galleries, revues, albums...

Automne fertile

Le monde de la photographie n'est son petit train-train : un roulement d'un certain nombre de mots, dans les galeries ; quelques livres intéressants et des revues qu'on achète tous les mois, même si elles sont plus ou moins décevantes. Une galerie ferme — « Demi-Totale » à Montparnasse — mais une autre ouvre presque aussitôt, Vienne Rudnikoff — qui accroche, en étagère, dans le quartier de Beaubourg, des expositions de groupe dédiées sur des thèmes : « Nature mortes », « Transparences », Agathe Gaillard a rendu une vingtaine de tirages de sa dernière exposition Manuel Abores-Bravo, ce qui est un record et devrait encourager toutes les galeries.

Une nouvelle revue qui vient de paraître, Photo-Journal, s'arrête au bout du dixième numéro, parce qu'elle n'en avait séduit que quelques milliers, mais son rédacteur en chef lance tout de suite un projet d'abonnement. On ne doit pas avoir froid aux yeux quand on s'occupe de photo. Georges Herscher a quitté les Editions du Chêne, qu'il dirigeait depuis dix ans, et par là s'émancipe de la tutelle du groupe Hachette, pour fonder sa propre maison, les Editions Herscher, dont les premiers livres, diffusés par Flammarion, sortent à l'automne : les autochromes de Lartigue, un reportage sur la naissance du Transsibérien puisé dans les archives de la Société de géographie, les mises en scène photographiques de Bernard Faucon qui ont déjà reçu le prix du Premier Livre de la Ville de Paris et qui sera distribué simultanément aux Etats-Unis et au Japon par l'éditeur d'Helmut Newton, Xavier Morvan, des photos de ruines en Irlande et des photos truquées d'antennes préhistoriques.

On souhaite bonne chance à Georges Herscher parce qu'en dix ans de travail au Chêne, avec la publication des livres d'Henri Cartier-Bresson, d'Edouard Boubat, de Diane Arbus ou Duane Michals, il a fait du bon travail.

En revanche, les « nouvelles » Editions du Chêne-Hachette, reprises par Gérard

Gassiot-Talbot (qui dirige simultanément les Guides bleus et Réalités), ont décidé de « réinventer » le programme photo et de le limiter pour la majorité à des livres couleur axés sur les voyages, grand public mais de qualité, comme l'Andalousie, de Hans Sitoster ou le dernier reportage de Roland et Sabrina Michaud (Caravanes de Tartarie). Les Editions Arthaud, diffusées par Flammarion, s'orientent à la photographie en sortant, sous la direction de Marielle Jancovici, un livre de Robert Doléau, le Mal de Paris, et un Voyage en Chine de Marc Riboud. Claude Nori, toujours fonceur, annonce aux Editions Contrefour un Willy Ronis, qui sera un peu la photographie française de l'année, avec l'hommage qu'on lui rend à Arles, et un Robert Demachy. Voilà en gros pour l'automne.

Maintenant les galeries. On connaît déjà les programmes de la rentrée : Robert Delpeire expose Ken Josephson, André Martini, Robert Muen et Harry Gruyert. Il a suspendu la parution de son Spécial Photo, qui devrait ressortir à la rentrée sous une nouvelle formule, annuelle, et à un format réduit à celui du Nouvel Observateur, qui le finance. La publication du Hors-Temps de Cartier-Bresson a été un gros succès, tout comme l'exposition, qui a dû être prolongée d'un mois : deux mille exemplaires vendus en France en l'espace de six mois. L'album est épuisé, un second tirage devrait sortir en novembre.

Agathe Gaillard exposera successivement André Kertész, Martine Franck, Gilles Ehrmann, la photographie argentine et Bernard Decampa. Elle prépare, d'autre part, pour les Editions Belfond, un livre d'entretiens-portraits avec Kertész, qui serait prêt pour novembre. La Remise du Parc proposera une nouvelle exposition de David Seidner, jeune photographe américain très prometteur. La Bibliothèque nationale exposera en septembre, au Petit Palais, ses trésors photographiques, du dix-neuvième siècle, qui vont ensuite en novembre à New-York, le Chêne publiera le catalogue en coédition avec le MOMA. — E. G.

EN EGYPTE AU TEMPS DE FLAUBERT
les premiers photographes 1839/1860
au Centre Kodak d'Information
38 avenue George V, 75008 Paris
du lundi au vendredi de 9h30 à 18h30
jusqu'au 19 septembre.

“En Egypte au temps de Flaubert” est l'une des 27 expositions présentées actuellement en France sous la signature de Kodak-Patbé. Peut-être, parmi celles-ci, avez-vous vu : La découverte du corps humain / Le fil des pierres, photogrammétrie et sauvegarde des monuments / La reconstitution photographique de la Tombe de Nofretari.



GALERIE LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris-6
En permanence :
ÉMAUX de :
Raymond Mirande
points et champlévis, cloisonnés or et argent
MASQUES de :
Mika Mikoun
Tél. 325-14-31 et 326-31-89

MUSÉE RODIN
37, rue de Varenne, Paris (7^e)
FENOSA
T.L.J. (et mardi) 10-12 h et 14-18 h
11 juin - 29 septembre

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle
Mo Montparnasse
L'HISTOIRE DU CHAPEAU !
Du 7^e à 14^e h - C. A. RENOU
BONNARD et VAN DONGEN
T.L.J. et lundi, jusqu'au 30 septembre

CAHIERS DE CINÉMA
N° 314 - Juillet-août 1980
SPÉCIAL CANNES
18 F
En vente dans les kiosques et les librairies

5 DERNIÈRES
Le spectacle de l'année
ODEURS
BOBINO

Musée National Message Biblique MARC CHAGALL
ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE
jusqu'au 3 novembre
NICE (93) 81-75-75

WAJDA
Rady Macbeth
SIBÉRIENNE
Europe et unique fois
pressionnistes
de chicago
ALBI
27 juin - 31 août

LE MONDE

Belgique

Museum für Volkskunde (fin septembre); *La civilisation de l'Islam*. Ost. Nationalbibliothek (fin octobre); *Marie-Thérèse et son époque*. Palais de Schönbrunn et de Wagenburg (26 octobre); *Vingt années folles (1918-1938)*. Künstlerhaus (17 août); *Le café viennois*. Historisches Museum (26 octobre).

ANVERS : *Anvers 1830-1880*, œuvres graphiques, Cabinet des estampes (23 septembre).

BINCHE : *Traditions populaires de l'Inde et de l'Asie*, Musée international du carnaval et du masque (30 septembre).

BRUXELLES : *Belgique - Pays-Bas, rencontres et parallèles*, art depuis 1945, Palais des beaux-arts (10 août).

CONDE-SUR-ESCAUT : *Biennale internationale de gravure, château de l'Ermitage* (22 août-5 octobre).

Canada

KINGSTON: *Techniques de la photographie*, Centre d'art de la Queen's University (29 juillet).

MONTREAL: *Le musée imaginaire de l'Antio*, Musée des beaux-arts (juillet-août).

OTTAWA: *Donation de sculptures et peintures européennes*, Galerie nationale du Canada (7 septembre); *Pluralités de l'art canadien contemporain*, Galerie nationale du Canada (7 septembre).

QUEBEC: *Musée d'art contemporain: L'enfant et la vie* (23 août); *Lucie Laporte: Portes, gravés et tableaux*

Etats-Unis

TORONTO: Art Gallery: *L'art canadien des années 70* (août); *les Femmes vues par l'artiste* (septembre); *Gordon Rayner, rétrospective* (août); *la collection Presgrave: Quatre-vingt-dix maîtres de la gravure du quinzième au dix-neuvième siècle* (10 août).

Etats-Unis
BOSTON : *L'âge d'or de l'Egypte (1558-1085 av. J.C.)*, Museum of Fine Arts (27 août).
CHICAGO : *La peinture à trois*

LIVOURNE : L'art des années

FIESOLE : Arnold Böcklin et le symbolisme allemand en Toscane, Palais Mangani (fin septembre).

FLORENCE : Instruments anciens du Conservatoire musical Luigi Cherubini, Palais Pitti, salle de musique (fin décembre).

Jusqu'au 28 septembre

● **A Florence :** Les Médicis, collectionneurs. Palais Vecchio : La primauté du dessin-dessain. Palais Strozzi : Les Médicis princes. Palais Medici Riccardi : Le pouvoir et l'espace. Fort du Belvédère : Les Médicis et l'Europe (1532-1609) : la cour, la mer, les mers et bandes. Orazmichele : Edition et l'œuvre Orazmichele. Biblioteca Laurenziana : Astrologie, magie et alchimie. Institut et musée de l'histoire de la science : La vie religieuse à Florence au 15^e siècle. Fontaine de Santo Stefano. Fontaine.

SIBIDNE (L'Atto à Sibenne sous les Médicis (1555-1600), Palazzo Pubblico). **GODEBERTO** : L'Etat sibennais après la conquête des Médicis (1555-1600). **Porteuses des Médicis** : **LIVOURNE** et **PISE** : deux villes de la Toscane, la politique des Médicis. **A Pise** : Arsenal des Médicis. **Palazzo** : **Alla Giornata** : Palais de l'Ordre des Chevaliers de sainte Margherita. **A Livourne** : **I botini dell'olio** : **IMPERUNETA** : La civilisation de l'art de la terre entre la Toscane, l'Apulie et la Sicile. **LUCASANO** : Les palais des marchands dans la Lucanie indépendante du seizième siècle. **Palazzo Pubblico** : **PIETROLE** : Le second mariage du prince de Piétole, le prince de Santa Barbara. **FRATO** : Prato et les Médicis au seizième siècle. **Palazzo Pretorio**.

Italie

BOLOGNE : *La métaphysique dans les années 20*, Galerie d'Art moderne (fin août).

Centres culturels

— IL Y A CINQUANTE ANS. — JUILLET 1830. — Jusqu'au 2 novembre. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (372-21-15). Saut lundi (et jours fériés), de 10 h. à 17 h. 30.

L'ESTAMPE ENUIT (Saskine). — Hall du Musée de l'homme (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 juillet.

VISITE AU MUSÉE. — Spectacle de la photographie scientifique. — Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt (350-10-63). Saut le lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 septembre.

Centres culturels

KARSKAYA. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11 rue Berryer (563-90-55).
Jusqu'au 15 septembre.

CIRCS ANATOMIQUES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. Collection du docteur Spitzman. — Centre culturel régional, 10 rue de la République de Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-36-16).
Sauf lundi, de 11 h. à 19 h.
Entrée : 2 francs. 7 septembre.

LOUIS ARCHEBAULT. Essai de renouvellement de quelques symboles typographiques du centre culturel canadien, 2, rue de Constantine (561-33-78).
De 9 h. à 19 h. jusqu'au 15 septembre.

LE CHUEN ET LE CHAT DANS L'ART. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (287-27-10). Sautr. lundi, de 12 h. à 19 h. Entrée : 8 francs. Jusqu'au 8 septembre.

BETTY FARSONS. Sculptures et tableaux. — American Center, 261, bd Raspail (260-43-40). Sautr. dim. de 12 h. à 19 h.; sam., de 12 h. à 17 h. Jusqu'au 18 juillet.

TREASORS DES MUSEES DE LA VILLE DE PARIS. — Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, entrée rue Lobau (742-94-71). Tous les jours (sauf 14 juillet et 16 août), de 10 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 septembre.

CHOCOL.
LE JEU DU COSTUME DANS LES FILMS DE VISCONTE. — Trianon de Bagatella, Bois de Boulogne, 8. Sauf dimanche, 10 h. 30. Du 11 juillet au 14 septembre.

CONSTITUTION D'UN PATRIMOINE LITTÉRAIRE. — Bibliothèque de la ville de Paris, 100 rue de la Harpe, 10. Depuis l'incendie de 1871. — Hôtel de Lamignon, 34, rue Favart (372-22.33). 10 h. 30. Du 11 au 14 juillet. Entrée libre. Jusqu'au 31 juillet.

ANTHOLOGIE DU PATRIMOINE PRÉHISTORIQUE. 1847-1892. — Musée Calvet, nationales, 100 rue de la Harpe, 10. 10 h. 30. Du 11 au 14 juillet. Entrée libre. Jusqu'au 31 juillet.

LAUS AU PAYS D'ALAIN-FOURNIER. — Institut national de recherche pédagogique, 100 rue de la Harpe, 10. (Sous-sol) (348-37.21). Poésie 497. Sauf samedi, dim. et jours fériés, de 9 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 novembre.

IMAGES DU XIX^e SIÈCLE. — N. Phillips, photographes, 4 Musée de la Photographie, 8, rue de Valenciennes (371-62-67).

BUICHOLIS, peintures. — ARZEVINAT MEGALY, peintre. Centre culturel égyptien, 111, boulevard saint-michel (370-0100) (58-15-18). Sauf dim. de 10 h. à 18 h.; samedi, de 12 h. à 18 h. Jusqu'au 31 juillet.

SAMIR MEGALY. Peintures et papyrus. — Centre culturel égyptien, 111, boulevard saint-michel (370-0100) (58-15-18). Sauf dim. de 10 h. à 18 h.; samedi, de 12 h. à 18 h. Jusqu'au 31 juillet.

Galleries

LES OLYMPIADES DE L'ART :
Larguier, peintures - Balder, Bot-
taglio-Decoux, Dimas, Dina, Las-
cagne, sculptures - Galerie G. Lau-

10

Dans la région parisienne

HÉRICTION. Adrien BROWN. — Concert de culture communale, rue H. Drouot, 10 (94-38-58). — Sauf dim. et lundi de 14 h. à 18 h. et de 18 h. à 21 h. et 21 h. à 23 h. et 23 h. à 25 h. jusqu'au 9 septembre.

MAGNY. Les **RAMENETTES**. — Grand orchestre symphonique dirigé par M. G. ROYER. — Salle de la mairie, 10, rue de Port-Royal (94-74-05). — Sauf dim. et lundi et mardi, de 10 h. à 11 h. 30, 11 h. 30 à 13 h., 13 h. à 15 h., 15 h. à 17 h. 30, 17 h. 30 à 19 h. 30, 19 h. 30 à 21 h. 30, 21 h. 30 à 23 h. 30.

MARLY-LE-ROI. Les Artistes de la commune, chapelle de la Villatier : sculptures, peintures, gravures, etc. — Salle de la mairie, 10, rue de l'Éducation populaire, 11, rue de la République (93-49-11). — Dim. et lundi, de 14 h. à 18 h.

POINTEAUX. Ferdinand DEMOS. — Monde Paris, Delcourt, 4, rue de Valenciennes, 10, 12 h. à 14 h. et de 14 h. à 18 h. et de 18 h. à 21 h. et de 21 h. à 23 h. et de 23 h. à 25 h. jusqu'au 30 septembre.

REIMS. Musée de la ville. — Musée de sculpture. — Château. En permanence.

REIMS. Les musiques du patrimoine à Villatier, XVII^e et XVIII^e siècles. — Bibliothèque municipale (360-25-20).

VILLAFRANCA. Cell pour cell. — Centre culturel J.-Prévert, place de la République, 10, 12 h. à 14 h. et de 14 h. à 18 h. et de 18 h. à 21 h. et de 21 h. à 23 h. et de 23 h. à 25 h. jusqu'au 30 septembre.

En province

[illegible]

LIVOURNE : L'art des années

60. Musée - Propriété d'art
 61. Musée - Propriété d'art
 62. Musée - Propriété d'art
 63. Musée - Propriété d'art
 64. Musée - Propriété d'art
 65. Musée - Propriété d'art
 66. Musée - Propriété d'art
 67. Musée - Propriété d'art
 68. Musée - Propriété d'art
 69. Musée - Propriété d'art
 70. Musée - Propriété d'art
 71. Musée - Propriété d'art
 72. Musée - Propriété d'art
 73. Musée - Propriété d'art
 74. Musée - Propriété d'art
 75. Musée - Propriété d'art
 76. Musée - Propriété d'art
 77. Musée - Propriété d'art
 78. Musée - Propriété d'art
 79. Musée - Propriété d'art
 80. Musée - Propriété d'art
 81. Musée - Propriété d'art
 82. Musée - Propriété d'art
 83. Musée - Propriété d'art
 84. Musée - Propriété d'art
 85. Musée - Propriété d'art
 86. Musée - Propriété d'art
 87. Musée - Propriété d'art
 88. Musée - Propriété d'art
 89. Musée - Propriété d'art
 90. Musée - Propriété d'art
 91. Musée - Propriété d'art
 92. Musée - Propriété d'art
 93. Musée - Propriété d'art
 94. Musée - Propriété d'art
 95. Musée - Propriété d'art
 96. Musée - Propriété d'art
 97. Musée - Propriété d'art
 98. Musée - Propriété d'art
 99. Musée - Propriété d'art
 100. Musée - Propriété d'art

Biennale

(30 septembre).
Pays étrangers, section ita-
lienne, art des années 70 :
Jardins du château. — *Hom-
mage à Balthus* : San-Gio-
vanni Evangelista. — *Eupha
et l'avanti-garde tchèque* :
Ca. Pesaro. — A. Strindberg :
Sala napoleonica. — C.A.P.C.
de Bordeaux : San-Lorenzo.
Mario de Luigi : San-Stae. —
Art des années 70 : Entre-
pôts de sel.

Suisse

BALE : *Casper Wolf* : Kunstmuseum (14 septembre).
LAUSANNE : *Ephraïm Lonne* : Château de Beaulieu (28 septembre).
RUBEN : *La sculpture au vingtième siècle* : Wenkenpark (14 septembre).
ZÜRICH : *Robert Eymon*, peintures 1958-1980 : I.N.K. (16 août).

Centre Georges - Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin
(57-12-33). Informations : télépho-
ne 57-12-33.

Saint mardi, de 13 h à 23 h ; sam-
edi, de 10 h à 23 h. Entrée libre.

Animations :

13 h : **LES ANIMATIONS :** saint mardi
et dimanche, 18 h : et 19 h : la
saint mercredi, 14 h : la saint
(scolarité) : lundi et jeudi, à
17 h : galeries contemporaines (res-
taurateur).

**LES FOURNISSEURS DANS LES COL-
LECTIONS DU MUSEUM OF MO-
DERN ARTS - NEW-YORK.** Jus-
qu'au 7 septembre.

MATISSE : « Les Marocains » et
« Les Femmes ». Jusqu'au 15 sep-
tembre.

DONATON TOLAS. — Jusqu'au
22 septembre.

MARTIN SARRAN. — Salle d'ar-
tistique. Jusqu'au 1^{er} septembre.

MAURICE DE VILLE. — Salle d'ar-
tistique. Jusqu'au 1^{er} septembre.

DIX PHOTOGRAPHES POUR LE
POURNOIR. — Jusqu'au 15 sep-
tembre.

CARTES ET FIGURES DE LA
RENAISSANCE. — Jusqu'au 15 novembre.

DES FONTAINES POUR PARIS. —
Jusqu'au 8 septembre.

LES DEUX GLOBES DE CORONELLI — Jusqu'au 15 septembre.

**CARTO-GRAPHISME OU LES DE-
TOUVES DE LA CARTE. —** Entrée
libre. Jusqu'au 29 septembre.
**ERRANTS, NOMADES, VOYA-
GEURS. —** Entrée libre. Jusqu'au
8 septembre.

B.P.I.
LA REPUBLIQUE EN FETE : 14
14 juillet. — Jusqu'au 6 octobre.
LIVRES-GUIDES DE VOYAGE. —
Jusqu'au 1^{er} septembre.
LIRE UNE CARTE. — Jusqu'au
8 septembre.

Les musées

MAITRES DE L'EAT-FORTIÈS DES XVII^E ET XVIII^E SIÈCLES. Deuxième partie. — **Rothschild.** — Jusqu'à 26 scnt.
RESTAURATION DES PEINTURES. — Grand Palais. — Jusqu'au 1^{er} décembre.
Musée du Louvre, pavillon de Flore.
Saint-Martin. — Entrée : 9 F. à 8 h. 45 et 17 heures.
Entrée : 9 F. (gratuite le dimanche).
MUSÉE DES FINANCES. — Grand Palais.
Salles récentes. Grand Palais.
entrée avenue du Général-Kléber.
20-16-10. Saint-Martin, 10.
22 h. Entrée : 9 F. le samedi, 6 F.
Jusqu'au 14 juillet.
EXPOSITION D'OEUVRES DU XVIII^E AU XVIII^E SIÈCLE. — Grand Palais
(voir ci-dessus). Entrée : 12 F. le
samedi, 9 F. (gratuite les 25 juillet)
et 26 août.
SALES POUR DEMAIN. Arts, ar-
tation et patrimoniale. — Grand
Palais. — Entrée : 12 F. le samedi,
9 F. (gratuite le 9 septembre).
Le 9 septembre, 12 h. 30, conférence-
débats, à 18 h. 30, salles
404 ; le 9 : « Deventures commer-
ciales et financières antiques ».
Grand Palais. — Entrée : 12 F.
et circulation. Galeries natio-
nates du Grand Palais, entrée avenue
du Général-Kléber (voir ci-dessus).
Jusqu'au 18 août.
**ARCHITECTURE RURALE ET
MOBILIER AU CAP SÉDIN.** — Expo-
sition internationale. Grand Palais.
Palais. Entrée avenue Franklin-Roo-
sevelt (22-43-20). Saint-Martin, 10.
12 h. 30. Entrée : 12 F. le samedi,
9 F. (gratuite le 9 septembre).
**LES FRÈRES LUMIÈRE ET LA
COULEUR.** Petit Palais, avenue

lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 17 août.

PRESENTATION TEMPORAIRE — Musée d'Art Moderne et des Musées Nationaux. Céramique de l'Orient musulman (du 10^e au 15^e siècle). Objets d'art et d'architecture rares provinciales : Grèce du Nord et Asie Mineure. L'archéologie du Champagne; la Gascogne. — Musée d'Art et d'essai, palais de Tokyo. (75-36-53). Sauf mardi de 9 h. 45 à 17 h. 45. Entrée : 9 F. Le dimanche, 12 F.

PRESENTATION DES COLLECTIONS PERMANENTES — Musée d'Art Moderne et des Musées Nationaux, 1^{re} avenue du Président-Wilson (75-31-41). Sauf lundi de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 9 F. Le dimanche, jusqu'au 15 août.

BAZOUZING. Œuvres de 1922 à 1932. — Musée d'Art Moderne et des Musées Nationaux, 1^{re} avenue de Paris (voir ci-dessus), jusqu'au 21 septembre.

BAZOUZING. Rétrospective 1852-1971. Musée d'Art moderne de Paris, 1^{re} avenue de Paris (voir ci-dessus), jusqu'au 26 septembre.

SCOUTER. Paris les YEUX Ouverts. — Musée d'Art Moderne et des Musées Nationaux, 1^{re} avenue de Paris (voir ci-dessus), jusqu'au 26 septembre.

BOULESBOULYAN. Un labyrinthe indien. — Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 13, avenue de New-York (voir ci-dessus).

L'AFFICHE BELGIQUE (1898-1998). — Musée de l'Affiche, 15, rue de Paradis (83-80-04). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 17 novembre.

PROJETS DU CONCOURS D'ARCHITECTURE, pour le Musée du dix-neuvième siècle. — Gare d'Orsay, 9, quai Anatole-France. Sauf dimanche, de 10 h. à 17 h.

LA CAMPAGNE ROMAINE A PRO-

POSS D'UN TABLARO D'EMERSET : —
Samedi 14 h. 15 h. 18 h. 20 h.
Sé, rue du Chêne-Blanc (23-25-27).
Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 15 septembre.

CHATEAU : — Musée Bourdelle (1846-1909) —
15 h. Antoine-Bouvard (1846-1909).
17 h. 40. Jusqu'à fin septembre.

RENNÉ A LA MONNAIE DE PARIS. —
11 h. 15. 14 h. 15. 16 h. 15. 17 h. 15.
Sauf mardi, de 14 h. 15 à 17 h. 15.
A 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 oc-
tobre.

PARCOURS AUX DONATEURS. —
Muses françaises du XVIII^e siècle et
nos jours. — Musée de la mode et
du costume. Galliera, 18 avenue
de la Grande-Armée. — 10 h. 15 h.
lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée :
9 F. Jusqu'au 21 décembre.

COMEDIE-FRANÇAISE DE LA
COMEDIE-FRANÇAISE. — Biblio-
thèque nationale, sé, rue de Richelieu
(261-43-53). De 12 h. à 18 h.
Sauf mardi, de 12 h. 30 à 18 h. 30.

PANORAMA DE LA GRAVURE
SUEDOISE. — Bibliothèque Nation-
nale (voir ci-dessus). Jusqu'au
21 juillet.

APPEL. LES FENÊTES. — Musée
Rodin, 77, rue de Varenne (78-
57-58-59). — 10 h. 15 h. 17 h. 40.
de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 29 sep-
tembre.

CHANG WOO-SOING. — Un peintre
et son œuvre. — Musée Cernuschi,
7, avenue Vélasquez (562-50-57). Saut
lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée :

ARCHITECTURE DE MANUFACTURES, tabacs et alimettes (1726-1935). — Galerie du Seize, 12, rue Barcoud (555-91-50). De 11 h. à 18 h., sauf dimanches et jours fériés. Jusqu'au 30 septembre.

LES CENT ANS DU MUSEE CANADAIEN. — Jusqu'au 28 octobre.

هكذا من الأصل

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

100

Le Monde

jours d'été

L'HEXAGONE EN DIAGONALE

par JEAN-MARC THEOLLEYRE

A BICYCLETTE

La maison oubliée

Sur la route d'Hendaye et par les chemins de travers, Jean-Marc Théolleyre fait son entrée dans le Périgord. Sur son vélo, bien sûr. Curieusement, cette belle province, qui fleurit bon la nature, le foie gras et autres bontés du ciel et des hommes, toutes choses bien concrètes, lui inspire, après une crise de lassitude, des rêveries. Une maison inhabitée n'est pas étrangère à ces vagabondages de l'esprit. (Voir « Le Monde » depuis le 1^{er} juillet.)

chaque saute de vent, comme chaque absence de vent, chaque brûlure du soleil, chaque maître, chaque borne de son chemin. Et pourrait même compter le nombre des coups de pédale fournis à l'heure. Sa progression — il le sait ou il l'apprend — est une affaire de patience et de passion conjuguées qui n'empêche pourtant pas l'esprit de s'occuper ailleurs. Il s'occupe de la lumière tendre, installée depuis l'aube, de ces étangs qui sont les étapes d'un même ruisseau et se succèdent dans cette partie du Limousin finissant, des bouillonnements de cette vapeur dorée dont se sont auroles les collines. Les gens à sourire finissent toujours faire la fine bouche devant ces bucoliques. Il n'empêche qu'ils vont dans une cérémonie constante et plus changeante qu'ils ne peuvent supposer. Voilà que les peupliers se mettent à bruits et ne le font pas de la même façon, du même froissement, que les trembles et que les hêtres, qui eux aussi tiennent conversation et savent hausser le ton. Voilà que l'herbe de juin, à peine séchée des averses de la nuit, se met de la partie. Et les fossés que les cantonniers n'ont pas encore bouleversés marient l'ortie et le chardon, le trèfle et l'ombellifère, le pissenlit et le bouton d'or, le coquelicot et le serpolet.

Une France sans hommes ? On finirait par le croire. Oubliés les bulletins d'information continus des radios, oubliés les « flashs », les « urgents », qui pourtant aujourd'hui aussi doivent bien « tomber » sur les téléscripteurs annonciateurs de décès de gens célèbres, de catastrophes, de drames, de « sommets ». L'actualité ce sera quoi, sur cette route isolée, éparpillée par les publicités ? Ce sera cette maison oubliée, seule, silencieuse, abandonnée mais non point encore ruinée. Elle est à un

étage quoique plutôt basse et étirée, coiffée de tuiles beiges, dont aucune n'est cassée. Ces volets de bois noirs et pleins sont demeurés ouverts, et ouverte aussi l'une de ses fenêtres, comme si allait y apparaître quelqu'un, pour des gestes ordinaires de la vie. Pourtant l'herbe folle, qui a eu le temps de pousser, d'abriter le cœur et le jardin, signifie bien la réalité. Comme le silence invite à imaginer ! Par la fenêtre demeurée ouverte, le regard découvre une pièce démeublée, ombre autour d'une plaque de soleil. On ne devait pas être pauvre au sens le plus affreux. On a tenu le coup aussi longtemps qu'on a pu avec les terres attenantes. Et puis on est parti. La mort ? L'enfer, la triste certitude d'être de toute façon les derniers ? L'almanach des postes demeuré accroché situe cette fin : 1978. La maison en paraît comme étonnée, ahurie, sans doute à cause de cette fenêtre ouverte comme un cri, un appel, un reproche. Tout peut s'imaginer, tout paraît même être là pour aider l'imagination, construire une histoire à volonté. La maison n'est pas à vendre. En tout cas, rien ne le dit. On peut partir et rester propriétaire.

Les employés des ponts et chaussées qui, un peu plus loin, sous leur chabuble orange, ravaudent la chaussée à grandes giclées de goudron chaud et de gravillons couleur de cendre — paste pour les boyaux ! — ne savent rien de la maison abandonnée. Ce n'est pas leur affaire. Leur affaire, c'est leur « chantier mobile », dont ils sont les salariés. Pour le reste, ils ne sont pas là pour faire la conversation et nourrir l'almanach local. Et comme en dehors d'eux il n'y a dans les parages âme qui vive, la vieille maison gardera son histoire, qu'il vaut peut-être mieux ne pas déranger. Il



La maison de Saint-Avit-Sénieur en Périgord, près de Bergerac : « Comme si allait y apparaître quelqu'un. » (Photo Gilles WALUSINSKI.)

y a encore vingt ans, le cantonnier à l'ancienne aurait eu, lui. Il aurait même éprouvé plaisir à tailler une bavette sur le sujet : « Ah ! les Untel... » Il aurait posé sa pelle sur l'accotement, à côté de sa vieille bicyclette de travail couchée sur l'herbe, et il y serait allé d'un de ses merveilleux récits de voisinage. C'est qu'il le connaissait, lui, sa route et ses riverains, comme le facteur. Il avait bu le coup là-bas, sous ce toit. Il s'y était réchauffé ou rafraîchi à la bonne franquette, debout au coin de la table, le chapeau en arrière, familier des vieux et des jeunes, du grand-père et des petits-fils. Il savait même comment on y votait. Mais, cela, il ne l'aurait quand même pas dit à n'importe qui.

Voilà. La simple rencontre avec une maison vidée valait bien ce

vagabondage de l'esprit. Ce n'est pas plus difficile que cela de s'acheter un moment de vie éteinte et de se faire raconter par un escalier vermoulu, par une chambre ou une terrasse, toutes les histoires possibles. La maison vide voulait tellement raconter la sienne. Il suffisait de lui accorder un peu d'attention, de lui rendre le salut qu'elle demandait. Qui sait si un jour de meilleur forme, grisé par son élan, le cycliste insolite aurait accepté de couper là son effort, de mettre pied à terre pour se laisser conter fleurette et déliner un peu ?

Demain :

PROPOS D'UN VÉTÉRAN

1490 F SERVICES COMPRIS

Le Groupe des Spécialistes de Paris est le magazine par excellence des professionnels de la presse, de la publicité, de la communication. Il vous apporte les dernières nouvelles, les tendances, les conseils, les informations utiles à votre profession.

Près de l'Étoile
L'OPTIQUE MICHAUD
42, avenue Wagram
75008 Paris - Tél. 227.19.48

Entre l'Opéra et la Bourse
IMAGES
31 et 33, rue St-Augustin
75002 Paris - Tél. 742.62.42

Près de la Bastille et République
PHOTO CINÉ DU CIRQUE
99 bis, bd des Filles du Calvaire
75003 Paris - Tél. 887.66.88

Près de la Bastille
MOURETTE PHOTO CINÉ
256, rue de Valenciennes
75015 Paris - Tél. 828.43.88

Au Quartier Latin
ODÉON PHOTO
116, bd St-Germain
75006 Paris - Tél. 329.40.50

« L'Occident et les pays en voie de développement sont remplis de citoyens qui, en fonction des postes qu'ils occupent, sont capables de promouvoir l'influence soviétique et ses objectifs expansionnistes »

André SAKHAROV

The Spike n° 1 des best-sellers aux États-Unis

Arnaud de Borchgrave & Robert Moss

L'ICEBERG

ROMAN

« Ce roman est le seul ouvrage qui révèle ce qu'est la désinformation soviétique en Occident. » Georges Sufferl

« Tellement vrai que ça fait peur ». Philippe Labro

« Un livre clef pour notre temps ». Guy Lagorce (Le Figaro)

« Un grand roman de politique fiction avec, en prime, tout le sel du roman à clefs. Jérôme Dumoulin (L'Express)

« L'Iceberg se dévore comme un roman d'espionnage. Mais, plus qu'un ouvrage de fiction, ce livre est un grand reportage. Mieux ; un dossier. Philippe Vasseur (Les Échos)

J.-C. Lattès / Tallandier

Des équipes d'entraîneurs

La Fédération n'est plus responsable de l'équipe de France

JOURS D'ÉTÉ

MÉTÉO

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 juillet à 8 heures et le jeudi 10 juillet à 8 heures :

Une zone dépressionnaire persiste sur la mer du Nord et le sud de la Scandinavie. Elle dirige sur notre pays des masses d'air frais et instable, l'instabilité s'atténuant progressivement.

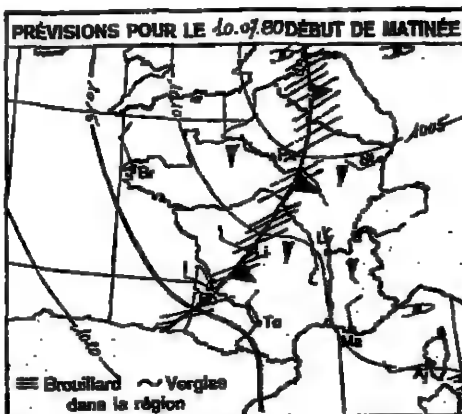
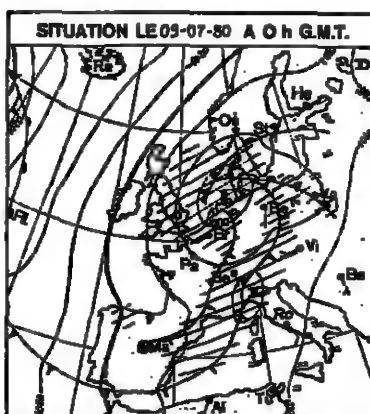
Jusqu'à 10 heures, les nuages seront encore abondants et les averses fréquentes en toutes régions, mais plus particulièrement sur la moitié nord-est et sur les massifs montagneux où des orages sont possibles. Les éclaircies deviendront plus nombreuses puis des côtes de l'Atlantique, dans le Sud-Ouest et sur le Midi méditerranéen. Les températures maximales s'élèveront un peu sur ces régions; elles resteront stationnaires ailleurs. Les vents de nord-ouest seront encore assez forts (météor. et tramontane dans le Midi).

Le mercredi 9 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1004,7 millibars, soit 753,6 millibars au mètre.

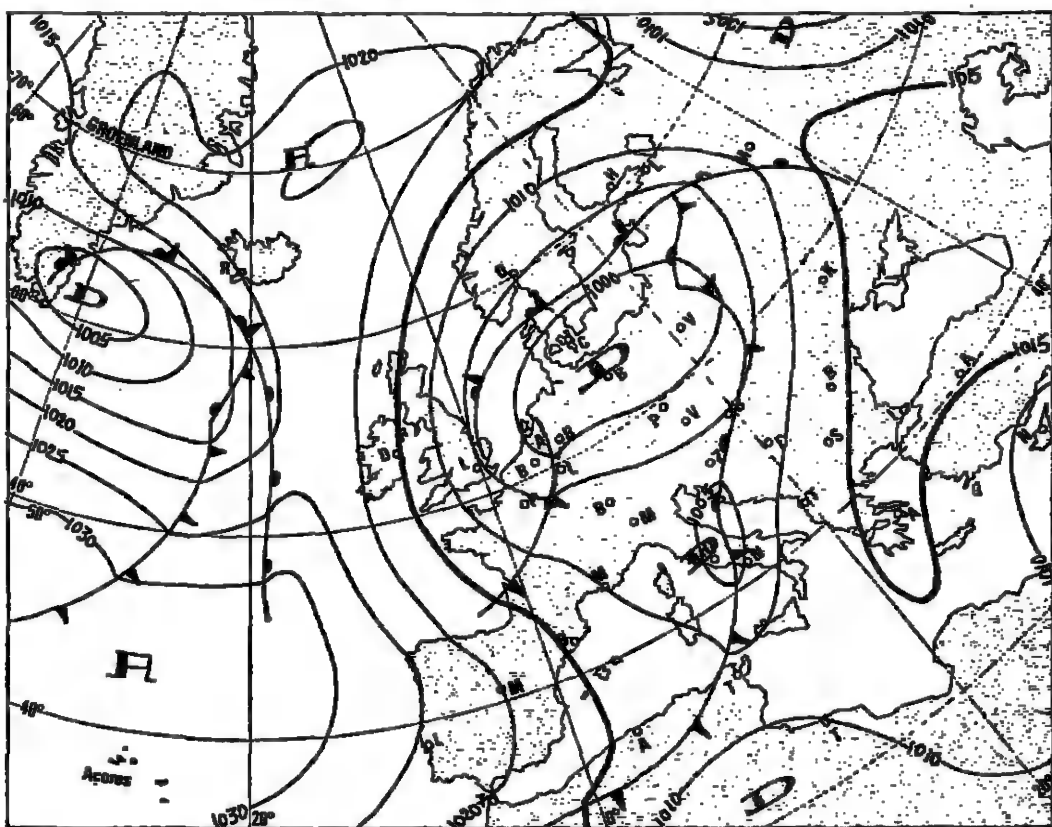
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juillet; le second le minimum de la nuit du 9 au 10) : Alais, 31 et 17 degrés; Biarritz, 19 et 12; Bordeaux, 19 et 11; Bourges, 18 et 11; Brest, 18 et 11; Caen, 17 et 11; Chartres, 15 et 11; Clermont-Ferrand, 21 et 12; Dijon, 19 et 13; Grenoble, 18 et 13; Lille, 15 et 12; Lyon, 21 et 13; Marseille, 19 et 13; Nancy, 20 et 12; Nantes, 19 et 12; Nice, 21 et 17; Paris-La Bourget, 18 et 12; Pau, 19 et 12; Perpignan, 22 et 15; Rennes, 19 et 11; Strasbourg, 20 et 13; Tours, 21 et 13; Toulouse, 21 et 12; Poitiers-Pierre, 35 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 20 degrés; Amsterdam, 18 et 13; Athènes, 29 et 22; Berlin, 20 et 13; Bonn, 20 et 13; Bruxelles, 18 et 13; Le Caire, 32 et 22; Casablanca, 26 et 20; Copenhague, 20 et 13; Genève, 19 et 13; Lisbonne, 24 et 14; Londres, 18 et 13; Madrid, 22 et 8; Moscou, 18 et 12; Nalrobi, 20 et 14; New-York, 26 et 21; Palma-de-Majorque, 20 et 14; Rome, 35 et 23; Stockholm, 22 et 11; Téhéran, 37 et 24.

(Documents établis avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)



PRÉVISIONS POUR LE 10 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



DOCUMENTATION

An sommaire des revues

Yves Florenne donnera régulièrement dans cette page un sommaire des principales revues publiées en France.

LITTÉRATURE :

— Dans *Tel Quel*, Ph. Solera parle du paradis et du pape; ce n'est pas tout à fait ceux qu'on pourrait croire. Mais, d'autre part, il s'entretient avec J.-M. Benoist de Jean-Paul II, de Lacan et des nouveaux philosophes. (Éd. du Seuil, 36 F);

— *Diogenes* : « Nature et dignité du discours littéraire ». (N° 108, Gallimard, 28 F);

— *Europe* consacre un numéro à Nguyen Trãi, poète vietnamien, né en 1380, célébré cette année par l'Unesco. (N° 618, 22 F);

— Un numéro double de *Sud* : Audubert. Études, textes, correspondance, fac-similés d'autographes, dessins inédits. (N° 34-35, 11, rue Feytaud, Marseille-3^e, 50 F);

— *L'Œuvre-boîte*, cahiers Audubert, études et souvenirs sur le théâtre, pour marquer l'Année Audubert. (Juin, 1 bis, rue des Capucins, Meudon);

— Les *Cahiers Charles Du Bos* publient des textes importants sur l'Europe. Correspondance de Du Bos avec Ramon Fernandez. Les rapports spirituels des deux écrivains sont éclairés par J. Mouton et B. Didier. (Année 1980, 75 bis, rue des Saints-Pères);

POLITIQUE :

— *Les Temps modernes*, après avoir envisagé de se subdiviser continuellement, une prise de position : Pour la Corse. Et le petit Marché de poche, de J. Rigoulet. (Juin, le numéro 20 F);

— *Esprit* consacre un numéro spécial à Hannah Arendt. Des études sur l'écrivain injustement négligé en France. La femme et

l'œuvre : politique (totalitarisme, impérialisme, antisémitisme), société, culture. (Juin, 30 F);

— *Espoir*, revue de l'Institut Charles de Gaulle, publie un numéro sur le 18 juin. En outre : « De Gaulle et le Québec ». (N° 31, Plon, 25 F);

— Le 18 juin encore, comme il se doit : dans *l'Appel*. Mais comme leçon pour aujourd'hui. Le général Gailliot est-il hors du sujet en analysant, d'autre part, une doctrine de dépendance pour la France ? (Juin, 86, rue de Lille, 10 F);

— Dans *Politique internationale*, le général Gailliot dissipe les illusions d'un « équilibre des forces » et le caractère fallacieux d'un tel équilibre fondé sur la quantité. (N° 7, 4, rue Cambon, 50 F);

— *Economica et humanisme* donne la parole à des personnalités politiques et syndicales québécoises, afin de contribuer à éclairer une question qui demeure obscure à beaucoup de Français. (Juin, 14, rue A.-Dumont, Lyon-2^e, 30 F);

HISTOIRE - SOCIÉTÉ :

— *Historia* marque deux anniversaires : l'Algérie de juillet 1980; « les princes de Vichy » : 10 juillet 1940. (Juillet, Tallandier, 8 F);

— *Humanisme*, revue du Grand-Orient de France, ouvre son dossier sur le travail et l'emploi;

— *Futuribles 2000* (dirigé par H. de Jouvencel) considère le présent et le futur de nos deux patrimoines : le culturel et le naturel. (Juin, 55, rue de Valenciennes, 25 F);

CHASSE

Les dates d'ouverture sont fixées

Le ministre de l'environnement vient d'arrêter les dates d'ouverture de la chasse pour la prochaine campagne 1980-1981.

— Au 14 septembre, pour les départements de la sud désignés ci-après :

Alsace, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente-Maritime, Corrèze, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Girond, Hérault, Isère, Jura, Landes, Loire, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Haute-Marne, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Rhône, Haute-Saône, Savoie, Haute-Savoie, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vosges et Territoire de Belfort.

— Au 21 septembre : Allier, Charente, Haute-Vienne.

— Au 28 septembre : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Saône-et-Loire.

— Au 5 octobre : pour les autres départements de la zone Nord.

En raison des mauvaises conditions climatiques et la nécessité de protéger les populations de lièvre et de perdrix, la période de chasse pour ces deux espèces de gibier a été limitée à six semaines et ne dépassera pas le 15 décembre au plus tard.

Pour le gibier de montagne, la période de chasse a été fixée :

— Pour les Pyrénées, du 28 septembre au 19 octobre, à raison de trois jours par semaine (sauf les Pyrénées-Orientales, soumis au plan de chasse);

— Pour les Alpes, du 14 septembre au 5 octobre, à raison de deux à quatre jours par semaine suivant les départements.

Pour les grands animaux, le plan de chasse généralisé s'applique dans tous les départements pour la seconde année consécutive.

La chasse au gibier d'eau et de passage s'exerce dans les conditions habituelles, avec des ouvertures étagées suivant les départements, à partir du 15 juillet et la clôture a été fixée au 28 février 1981 au plus tard.

Les arrêtés d'ouverture intéressant chaque département seront affichés dans le courant du mois d'août dans toutes les mairies et préciseront les modalités particulières au département.

[Ces dispositions ont été arrêtées par le ministre, après consultation du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage qui s'est réuni à cet effet le 26 juin dernier. Il est rappelé que cet organisme consultatif regroupe des représentants des organisations cynégétiques, de protection de la nature, des intérêts agricoles forestiers, des scientifiques et personnes qualifiées.]

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 JUILLET

« Hôtel des archevêques de Sens », 15 h., 1, rue du Fignier, Mme Souquet des Chaux.

« Saint-Etienne du Mont et le Panthéon », 15 h., devant l'église Saint-Etienne, Mme Collin.

« Théâtre de l'Odéon et son quartier », 15 h., devant le théâtre, Mme Meyriel.

« Vieux Paris au musée Carnavalet », 15 h., rue de Sévigné, Mme Zujovic. (Caisse nationale des monuments historiques).

« Notre-Dame », 15 h., portail central (arcus).

« Ateliers de l'hôtel de la Monnaie », 15 h., 11, quai Conti, M. Javel.

« Les Halles, de la colonne astrolabique au forum », 15 h., devant l'église Saint-Eustache, Mme Ragnouneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 15 h., centre de la place des Vosges, Mme Just.

« L'Île Saint-Louis », 15 h., 30, quai d'Anjou (Mme Hager).

« Le Petit Châtelet, le quartier Maubert, l'hôtel de Clugny », 15 h., M^{me} Maubert-Mutualité, Mme Hager.

« Trésors d'art du dix-huitième siècle, la vie à la cour de Louis XV », 15 h., musée Cognac-Jay, M. de La Roche.

« Hôtels du Marais », 21 h., métro Saint-Paul (Lutèce vieille).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Lutèce vieille).

« Villages de l'histoire de Paris », 15 h., 15, devant la porte (Tourisme culturel).

« Village de Saint-Germain-des-Près », 15 h., 1, rue Maillon, M. Tournier.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. Paris 487-33

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - DOM. - T.O.M.	282 F	531 F	661 F
TOUTE PAYS ÉTRANGERS	387 F	661 F	826 F
PAQUE	387 F	661 F	826 F

ÉTRANGER (par mandats)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG	334 F
II. - SUISSE - TUNISIE	282 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitive ou provisoire (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JEUX

Étymologie amusante

Solution du problème n° 4

La proposition n° 2 était la bonne explication, parmi les trois « sources » citées, où le mot *châtre* revêtait différents sens. Nînon de Lenclos (1620-1705), « courtisane fameuse », disait Saint-Simon, eut de nombreux amants parmi les hommes les plus illustres de son temps. Le *châtre* — homme fort brave et fort galant, toujours d'après Saint-Simon — fut l'un d'eux.

La fidélité n'était pas la qualité première de Nînon, même si elle a quelque fois gardé à son tenant, quand il lui plaisait fort, fidélité entière pendant toute une campagne.

« Le *châtre*, sur le point de partir, prétend être de ces heureux distingués. Apparemment que Nînon ne lui promit pas bien nettement. Il fut assez sot, et à l'égard beaucoup et présumptueux à l'égard, pour lui demander un billet. Elle le lui fit. Il l'emporta et s'en vanta fort. Le billet fut mal tenu, et à chaque fois qu'elle y manqua, « Oh ! le bon billet, s'écriait-elle, qu'il a le *châtre* ! » Son fortin à la fin lui demanda ce que cela voulait dire, elle le lui expliqua ; il le conta et accabla le *châtre* d'un ridicule qui gagna jusqu'à l'armée où il était. » (Saint-Simon, *Mémoires*.)

L'anecdote demeura célèbre, et les royalistes, jouant sur la polysémie du mot *billet* (un mot est dit polysémique lorsqu'il présente plusieurs acceptions), reprirent l'expression quand ils rallièrent les assignats créés par le décret du 19 avril 1790 dans une chanson qui parut dans leur feuille, les *Actes de sapéïres* :

Ah ! le bon billet qu'a le *châtre* !
Disait Nînon d'un air folâtre,
Dans ses états,
Gardes-vous, détecteurs frivoles,
D'appliquer jamais ces paroles
Aux assignats.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

[On ne dira jamais assez les méfaits de la paronymie : une espèce d'étymologie a pris la place de l'étymologie dans le titre de notre jeu n° 4, confirmant le sort de « D'un mot à l'autre » (« Le Monde » du 9 juillet 1980, première édition).]

MOTS CROISÉS n° 2709

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Peut être un refuge pour des combattants. — II. Arrive sans prévenir ; Peut adresser à Marie (épée). — III. Possessif ; Étudie les machines à calculer. — IV. Nom qu'on peut donner à un transport ; Se jette dans la Sarthe. — V. Station chez des voisins. — VI. Qui ont fait l'objet d'un vol ; Au pied des monts Maures. — VII. On y prépare de bonnes lentilles ; Pour y accéder, il faut au moins avoir le bac. — VIII. Peut être facilement rattrapé ; Pas imposé (épée). — IX. Qui voudraient mettre de la crème partout. — X. Tapis ; On peut y trouver des cigales. — XI. Participe au futurisme.

VERTICALEMENT

1. Pour les voir, il faut de bonnes lunettes. — 2. Peut être rattachée dans l'environnement ; Pas en forme. — 3. Ville ; Qui a donc perdu quelque chose. — 4. Qui ne tardera pas à passer. — 5. Nom d'un chien ; Susceptible d'être suivi. — 6. Fournit de la paille pour un chapeau ; Ne pas désigner. — 7. Va avec tout ; Lettres écopant un soldat ; Opération postale. — 8. Son retour peut être redoublé. — 9. Peut se tarder dès qu'on le touche ; Qui n'aura donc pas à être repris.

Solution de n° 2708

Horizontalement

I. Canabale. — II. Odéi ; Sac. — III. Préca ; Ra. — IV. Ra ; Snorma. — V. Néel ; Et. — VI. PH ; Rén. — VII. Ho ; Gasméa. — VIII. Au ; Alas. — IX. Gréer ; Ton. — X. Éditer ; Pl. — XI. Séd ; Pied.

Verticalement

1. Coprophages. — 2. Abri ; Lourde. — 3. Née ; Ni ; Eta. — 4. Nices ; Géta. — 5. Itinéraire. — 6. Soleil ; RP. — 7. As ; Anet. — 8. Larne ; Esape. — 9. Scuelle ; Nd.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 juillet 1980 :

DES LOIS

● Relative au recrutement des membres des tribunaux administratifs ;

● Complétant l'article L. 606 et modifiant l'article L. 636 du code de la santé publique et relative à l'innocuité des médicaments et à l'usage des substances vénéneuses ;

● Instituant l'agence pour la qualité de l'air et modifiant la loi du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;

● Fortant suppression du renouvellement d'administration publique dans les lois.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret prévu par le décret du 23 juin 1979 créant un tribunal de commerce à Nanterre (Seine-de-Seine), pour le transfert des dossiers du registre du commerce et des sociétés et du registre des agents commerciaux du greffe des tribunaux de commerce de Paris et de Versailles à celui du tribunal de commerce de Nanterre ;

● Relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux.

Étymologie amusante

Solution: $\frac{1}{2}$ (100%)

[illegible][illegible]

... ..

1. *Pharmaceutical industry* – The pharmaceutical industry is a major source of funding for research in the field of aging. The industry has a vested interest in developing new drugs and treatments for age-related diseases, and it often funds research that is designed to promote its products.

1. *Pharmaceutical industry*
 2. *Pharmaceutical industry*
 3. *Pharmaceutical industry*
 4. *Pharmaceutical industry*

... ..

[illegible]

Figure 1

(continued)

三、三、三、三 三、三、三

தமிழ் மொழியைப் பற்றி
புலவர் ஒருவர் எழுதியிருக்கிறார்.
அந்த புத்தகம் பெரிசாக இருக்கிறது.
அதைப் படித்துக் கொள்ளுங்கள்.

NOTE

NOTES

100

Figure 6

100

100-443887-1

1997: 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853

27. 2000年10月1日起，凡在我国境内销售货物的单位和个人，均应按销售额的一定比例缴纳增值税。增值税的税率分为基本税率和优惠税率。基本税率为17%，优惠税率分为13%和6%。

1. The first step is to identify the problem.

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.

[illegible]

1992-1993

$\frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} m v^2 \right) = \frac{1}{2} m \frac{d}{dt} (v^2) = \frac{1}{2} m \frac{d}{dt} (v_x^2 + v_y^2 + v_z^2)$
 $= \frac{1}{2} m \left(2 v_x \frac{d v_x}{dt} + 2 v_y \frac{d v_y}{dt} + 2 v_z \frac{d v_z}{dt} \right) = m \left(v_x \frac{d v_x}{dt} + v_y \frac{d v_y}{dt} + v_z \frac{d v_z}{dt} \right)$
 $= m \left(v_x \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{m} \frac{d p_x}{dt} \right) + v_y \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{m} \frac{d p_y}{dt} \right) + v_z \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{m} \frac{d p_z}{dt} \right) \right)$
 $= \frac{1}{m} \left(v_x \frac{d p_x}{dt} + v_y \frac{d p_y}{dt} + v_z \frac{d p_z}{dt} \right)$
 $= \frac{1}{m} \left(v_x \frac{d}{dt} (m v_x) + v_y \frac{d}{dt} (m v_y) + v_z \frac{d}{dt} (m v_z) \right)$
 $= \frac{1}{m} \left(m v_x \frac{d v_x}{dt} + m v_y \frac{d v_y}{dt} + m v_z \frac{d v_z}{dt} \right) = \frac{1}{m} m \left(v_x \frac{d v_x}{dt} + v_y \frac{d v_y}{dt} + v_z \frac{d v_z}{dt} \right)$
 $= v_x \frac{d v_x}{dt} + v_y \frac{d v_y}{dt} + v_z \frac{d v_z}{dt}$
 $= \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} v_x^2 + \frac{1}{2} v_y^2 + \frac{1}{2} v_z^2 \right) = \frac{d}{dt} \left(\frac{1}{2} v^2 \right)$

... ..
... ..
... ..
... ..

242

1940

Figure 1

1990-1991

1. *Phragmites australis* (Cav.) Trin. ex Steud.

•

•

•

•

Avec 4,9 litres d'essence, la Renault 5 GTL parcourt 100 km à 90 km/h. C'est la plus économique des petites européennes. Avec plus de huit millions de voitures en circulation sur les "motorways," "autobahns," "autostrade" et

autres autoroutes, Renault est la première marque en Europe. Avec la Renault 5 et la Renault 18, c'est elle qui détient les deux voitures les plus vendues d'Europe.

Avec EVE (Elément pour un Véhicule Economique), Renault met la dernière main à un prototype qui devrait consommer moins de 4,5 litres à 90 km/h pour 100 km.

Un record. Avec EPURE (Elément pour la Protection des Usagers de la Route et de l'Environnement), Renault prépare la voiture haute-sécurité de demain. Chez nous le **avec** est devenu de nos succès, de nos efforts et de notre savoir-faire. Aujourd'hui compter **avec** Renault et **avec** ses hommes. Vive le **avec**!

Avec 4 grandes sociétés, Renault vient de signer des accords de première importance. **Avec** le géant Mack Trucks, le grand du poids lourd américain. **Avec** le Suédois Volvo Car Corporation, le constructeur des véhicules champions de la sécurité et de la résistance tout-temps. **Avec** American Motors, le constructeur de la célèbre "Jeep". **Avec** Bendix, le grand spécialiste de l'électronique et de ses applications. **Avec** chacun d'eux, Renault a noué des liens étroits. **Avec** chacun d'eux, se développe désormais une coopération fructueuse dans l'intérêt de chaque société cosignataire. Cet **avec** exprime notre choix de croissance et notre philosophie. Cet **avec** montre que notre politique traditionnelle est de travailler et de grandir **avec** les autres. C'est un **avec** plein de promesses.

RENAULT



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	67,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CONSEIL DE L'EUROPE INTERPRETES DU CADRE PERMANENT

Deux postes vacants : pour l'interprétation simultanée et consécutive du français vers l'anglais, de l'anglais vers le français, ainsi que de l'allemand et de l'italien.

Candidats : ressortissants d'un Etat membre. Age maximum 35 ans, bilingue anglais-français, de préférence langue maternelle anglaise, diplôme universitaire ou de niveau équivalent, 3 ans d'expérience de l'interprétation simultanée et consécutive au niveau international.

Rémunération (normalement basée sur grade LJ) : 11.800 F.F. salaire brut par mois plus, les cas échéant, les indemnités d'expatriation ou de résidence, ainsi que des allocations de foyer et pour enfants à charge. Exonération d'impôt.

Les renseignements et le formulaire d'acte de candidature (à renvoyer pour le 31 août 1980) peuvent être obtenus à l'adresse suivante :
Chef de la Division du Personnel
Conseil de l'Europe
P - 67000 STRASBOURG CEDEX
FRANCE.

DIRECTEUR FINANCIER ingénieur grande école

VAL DE LOIRE

SALAIRE NEGOCIABLE

Filiale française d'un groupe international, leader sur son marché, 300 MF de CA, 2000 personnes, notre Société, grâce à un produit qui contribue à économiser l'énergie, est sur le point de réaliser une expansion importante. Elle recherche son Directeur financier pour ce poste-clé.

Celui-ci aura la responsabilité financière de la gestion de la société qui comprend deux unités de production. Ingénieur diplômé d'une grande école, le candidat devra avoir une expérience réussie de la gestion dans un service financier et une expérience de direction générale.

38 ans minimum, homme ou femme, il aura le potentiel nécessaire pour animer son service et motiver ses collaborateurs. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Mr SIMON sous référence 8336 à :
ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS
qui garantit le caractère confidentiel des candidatures.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Ingénieur électricien en Afrique du Sud

Importante société française d'ingénierie, basée à Paris, nous livrons clé en main d'importantes installations industrielles en France et à l'étranger. Notre chantier d'Afrique du Sud, très important et de longue durée nécessite votre concours si vous êtes ingénieur électricien diplômé et si vous justifiez de 5 ans d'expérience sur un chantier. Responsable d'une petite équipe, vous serez chargé de la planification et du suivi des travaux de montage et d'essais de matériels électriques (équipements de contrôle commande électrique, de régulation et d'automatisme, d'instrumentation etc.).

Vous préparerez, ordonnancerez et gèrerez les documents techniques relatifs à ces matériels. Vous suivrez les travaux, rédigerez les comptes rendus de bilans de montage et d'essais.

Vos collègues, principalement des ingénieurs, comptent sur votre expérience et vos précieux conseils pour tout ce qui touche à votre domaine : ELECTRICITE.

Nous vous demandons de parler anglais, bien sûr. Votre affectation est prévue en principe pour septembre. Vous bénéficierez du statut et des avantages liés à l'expatriation.

mag. carrière, 64, rue la Boétie 75008 PARIS nous transmettra rapidement votre candidature sous référence 6065 M.

PLAYTEX FRANCE

recherche

UN INGÉNIEUR DES METHODES pour son usine d'ÉPINAL

Il sera responsable essentiellement du contrôle des coûts de l'unité de l'application et du suivi des standards, de l'amélioration des méthodes, de la coordination des programmes, de l'amélioration des résultats et de l'analyse de la valeur.

Le candidat devra posséder un diplôme d'ingénieur, avoir une connaissance complète et une solide expérience dans le domaine des méthodes (M.T.M.). Anglais courant absolument indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, cour. vite et photo à :
J. LABAUTE, Directeur des Relations Industrielles,
PLAYTEX FRANCE, 21, 3810 LA TOUR-DU-PIN.

GRUPPE D'ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET INTERPROFESSIONNELLES de HAUTE-NORMANDIE

recherche

JURISTE

pour poste de Chef de Service « Contentieux-Documentaire » notamment domaine du Droit du Travail (information, conseil, assistance aux entreprises adhérentes).

Expériences des relations sociales dans l'entreprise industrielle indispensable.

Ce poste, particulièrement intéressant dans la variété des fonctions et des contacts, suppose un esprit méthodique, un goût de l'analyse approfondie et un sens des réalités de l'entreprise.

38 ans minimum, licence en Droit.

Envoyer cour. vite manuscrit et photo, n° 65.740,
CONTESSE Publicité.

20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01.

ORGANISME PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPER.

à pédagogie originale cherche

collaboration (50 l. par an) d'un psychologue :

— intervenant régulièrement en entreprises ou en liaison avec elles ;

— capable d'intervenir dans des actions de soutien individuel et lors de la sélection des élèves ;

— non reconnaisable dans la vie comme un psychologue de métier.

Ecr. n° 8.661 « le Monde » Pub. 5, r. Natiers, 7547 Paris ced. 09.

EVREUX

ENTREPRISE MOYENNE RECH.

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER

Adr. C.V. détaillé en précisant compétences en comptabilité, finance, administration du personnel et informatique de gestion.

Prét. + photo indispensables. LAMCO, 10, rue Raspail, 9270 BOIS-COLOMBES (discretion assurée).

offres d'emploi



Ingénieurs

Nous sommes l'un des premiers Groupes Français d'Ingénierie, à vocation internationale.

Nous définissons et réalisons pour nos clients des assemblages industriels, immobiliers ou commerciaux, tant en France qu'à l'étranger.

Nous recherchons, dans le cadre du développement de nos activités :

• Assistant de négociations internationales

Après une formation juridique et financière orientée vers le Commerce International et une première expérience dans un cabinet conseil ou dans le Service Export d'une grande entreprise, vous souhaitez occuper des responsabilités en accord avec cette vocation.

Vous dépendez directement du responsable des opérations internationales. Votre mission consiste à assurer le montage financier, juridique et fiscal des opérations de vente à l'exportation et assister les responsables commerciaux dans la négociation des contrats internationaux.

Votre poste est basé à Paris, mais comporte de nombreux déplacements à l'étranger qui nécessitent une parfaite connaissance de l'Anglais. (Réf. 294)

• Assistant au responsable juridique et assurances (H/F)

Titulaire d'une Maîtrise de Droit Privé, vous avez 28 ans. Vous possédez une expérience de 2 ans minimum du droit des assurances et du droit contractuel et vous devez diriger le champ de vos responsabilités.

Sous le contrôle du responsable de secteur, vous aurez à gérer les assurances de la société, assurer le suivi des contentieux en liaison avec les conseils extérieurs, établir les conditions types des engagements contractuels de la société en France et veiller au respect de celles-ci.

Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée. (Réf. 295)

Les candidatures (C.V. + photo récente + rémunération) sont à adresser en précisant la référence au Service Recrutement - Société SERETE - 36, rue Regimont - 75040 PARIS CEDEX 13.

offres d'emploi

CERABATI

(250 personnes, 7 usines, CA : 400 millions)

fabriquant des prod. céramiques

pour le bâtiment

cherche pour sa DIRECTION

de DEVELOPPEMENT

à 20 km au nord de Paris :

UN INGÉNIEUR PROJETS

Placé sous l'autorité

du Directeur des Travaux Neufs,

il aura pour mission

d'étudier et de réaliser

de nouvelles unités

de production (bâtiment

et ligne de matériel)

en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un

Ingénieur Grandes Ecoles,

30 ans minimum, ayant acquis

une première expérience

soit dans l'ingénierie,

soit dans les biens

d'équipements lourds.

La connaissance de l'allemand

serait appréciée.

Le salaire annuel

de départ sera fonction

des compétences et sera pas

inférieur à 140.000 F par an.

Adresser C.V. et photo à :

n° 65.028 CONTESSÉ Publicité

20, av. de l'Opéra, Paris-IX.

URGENT, maison d'éditions

bandes dessinées pour adultes

et romans érotiques

recherche

REPRÉSENTANTS et V.R.P. Multicartes

pour Paris, province et banlieue

motivés par le produit, expé-

rience professionnelle souhaitée,

dynamisme, efficacité, grande

disponibilité. Envoyer C.V. +

photo à : Editions Dominique

Leroy - 10 bis, rue Fontaine,

75009 PARIS.

Société d'Ingénierie

SPECIALISEE dans l'industrie lourde du bois- recherche

Ingénieur Grande Ecole

X, E.C.P., A.M., ...

pour le poste de

DIRECTEUR DE FILIALE

en SARRE à proximité de la frontière française - (30 Kms de Forbach et de Sarreguemines) - Résidence possible en Sarre, en France ou à Paris.

ALLEMAND COURANT INDISPENSABLE

Pour ce poste de haute responsabilité, une excellente expérience de la gestion de projets d'ingénierie (de préférence industrie du bois), une expérience de gestion d'une agence à l'étranger et de commerce international sont indispensables.

Fréquentes voyages à l'étranger. Avantages divers. Intéressement possible aux résultats.

Prêt à adresser sans délai C.V. détaillé en précisant rémunération souhaitée sous référence 2681/M à D. DANGER. Indiquer éventuellement les sociétés auxquelles le dossier ne doit pas être soumis. Discretion totale assurée.

65, Avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

CORTE

PETROCONSULT
recherche pour
L'ETRANGER
SUPERVISEUR
GENIE CIVIL
expérimenté plus de 10 ans
nécessaire. Tél. ou écrire à :
10, rue Vercy
92320 NEUILLY
Téléphone : 758-12-48.

IMPORTANTE SOCIETE
D'IBOUTI
recherche
CHEF COMPTABLE
exp. + anglais courant
salaire motivant + avantages
liés à l'expatriation.
Adresser C.V. + photo à :
SNA, 71, RUE FONDARY,
75015 PARIS
Urgent, ce jeune fils au pair
parlant allemand, anglais et
esp., prêt à partir, ch. pers.
Détente. Vols gratuits
D 256 GLINDE - R.F.A.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONES
296-15-01

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TRAVAUX PUBLICS DE COTE D'IVOIRE

recherche pour compléter ses enseignements dans ses installations de YAMOUSSOUKRO

personnels enseignants

DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

ingénieurs expérimentés

pour les postes ci-après :

• PROFESSEURS DE DESSIN TECHNIQUE

pour la section Techniciens et Techniciens Supérieurs (niveau Capet ou équivalent)

• PROFESSEURS DE GEOLOGIE - GEOPHYSIQUE

avec une expérience de terrain de préférence dans le cadre de travaux de Génie Civil

• PROFESSEURS DE GEOLOGIE STRUCTURALE

ET HYDROGEOLOGIE

Ces postes sont à pourvoir pour la rentrée d'OCTOBRE 1980.

Contrats du Ministère Français de la Coopération. Possibilités de détachements pour les fonctionnaires.

Envoyer en joignant C.V. détaillé à C.E.B.T.P. - 12, Rue Brancion 75137 PARIS CEDEX 15.

MAGAZINE PROFES. INTERNATIONAL

spécialisé H/F - Vite

recherche

pour Londres

TRADUCTEUR-REDACTEUR

(français en français).

C.V. avec lettre manuscrite

n° 7 853.714 M Régie-Presso,

85 bis, r. Réaumur, 75001 Paris.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classifica-

tion permet aux

sociétés nationales

ou internationales

de faire publier

pour leur siège ou

leurs établisse-

ments situés hors

de France leurs

appels d'offres

d'emplois.

CONTROLE BAILEY

Premier fabricant français de systèmes

de contrôle et régulation industriels

recherche

INGÉNIEURS ANALYSTES

POUR ETUDES ET REALISATION

DE SYSTEMES TEMPS REEL

Expérience SOLAR souhaitée.

Téléphones : 630-32-46 ou envoyer C.V. et prêt.

au Service du Personnel

4, avenue Newton - Z.I. - 92142 CLAMART.

Société parisienne de promotion

de logements recherche

un(e) chargé(e) d'études

économiques et marketing :

- préparation des choix de localisation

des programmes

- orientation d'évolution des produits

et services

Formation universitaire

(Sciences Eco)

et méthodologie marketing

Env. C.V. photo avec rémunération souhaitée

sous n° 855.953 M. REGIS-PRESSO,

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS,

qui transmettra.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ingénieurs

Nous sommes une très importante Compagnie (R.P.) filiale d'une puissante MULTINATIONALE française.

Notre activité repose sur la conception et le développement de systèmes et d'équipements dans les domaines de l'électronique, de l'aéronautique, des télécommunications, de la Télématique et de la Bureautique.

Nous offrons de nombreux postes à des INGENIEURS issus des meilleures Ecoles d'Electronique et d'Informatique dans les fonctions suivantes :

- MATERIEL
- LOGICIEL
- SYSTEME
- COMMERCIAL

Nous souhaitons rencontrer aussi bien des Ingénieurs expérimentés que débutants.

Des perspectives de carrière intéressantes s'offrent à eux.

Veuillez envoyer votre candidature sous réf. 1887-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Career Advertising
3, rue d'Orléansville - 75010 - PARIS

X, MINES, CENTRALE :

à terme, une fonction de direction dans l'engineering

Engineering et constructeur de très gros ensembles de production d'énergie, en France et à l'étranger, nous nous sommes rapidement hisses au rang des tous premiers de notre secteur d'activité.

Notre croissance nous conduit à intégrer régulièrement de jeunes ingénieurs.

Nous les préparons, par l'exercice de responsabilités réelles au sein de nos unités, à constituer notre encadrement de demain.

Celui que nous souhaitons rencontrer aujourd'hui est diplômé X, Mines ou Centrale, et justifie d'une expérience industrielle réussie d'au moins 5 ans. Nous le ferons évoluer dans un environnement technologique de haut niveau mais exigeant et difficile, tant sur le plan de l'appréhension des problèmes techniques que sur celui du management des hommes, de la négociation et de la mise en œuvre des solutions. Lieu de travail : PARIS.

Souhaitez vous en savoir davantage ?

Adressez alors votre dossier de candidature sous réf. 6070 M à rscg carrières 64, rue la Boétie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

recherche un

ingénieur économiste

Grande Ecole d'Ingénieurs + Formation Economique complémentaire, ENSAE.

Pour assurer la modélisation et la prévision à court et moyen terme de la consommation téléphonique.

Connaissance et/ou première expérience en statistique et économétrie exigée.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adressez demande manuscrite, CV et prétentions sous référence 6715 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

analyses-programmeurs

DUT ayant au moins 2 ans d'expérience COBOL ou PLI sur IBM sous OS.

jeunes diplômés

L.T. MAGE, Ingénieurs, Maîtrise de maths, Grandes Ecoles.

Nous avons besoin de vous pour construire, vendre et entretenir des Services classiques et avancés.

Adressez CV à Jean GREGORATTI Alliance Informatique Tour Neptune - Cedex 20 92085 Paris La Defense 1.

Société filiale d'un groupe européen spécialisée dans les

USTENSILES DE CUISINE haut de gamme

RECHERCHE

INSPECTEUR DES VENTES

PARIS

pour prospecter et animer la clientèle : détaillants spécialisés, ménages, magasins de cadeaux.

Excellent vendeur, bonne présentation, sens de l'organisation et de l'efficacité.

Le poste est appelé à évoluer en fonction des qualités du candidat.

C.V., photo, lettre manuscrite, références exigées. Réf. 2036 44, rue la Boétie 75008 Paris Tél. : 363-45-34

interconseil

GIS, SSCI appartenant à un groupe de Sociétés de Services en Informatique et Bureautique à potentiel élevé (+ 50 % du personnel ingénieurs grandes écoles ou équivalent), poursuit son expansion (+ 50 % par an) et offre des évolutions de carrières intéressantes.

GIS renforce ses équipes chargées de développer des applications Bases de données et Télématique et recherche

2 INFORMATIENS de haut niveau (réf. H4 18)

Grandes Ecoles - 5 ans d'expérience minimum - Pour prendre en charge la responsabilité de projet et l'animation des équipes.

3 INFORMATIENS expérimentés (réf. E 21)

DUT - MAGE - PE - ETI - 3 ans d'expérience minimum - Pour assister les chefs de projet.

3 INFORMATIENS débutants (réf. D 18)

Formation supérieure en informatique. Ils rejoindront les équipes opérationnelles après une formation complémentaire appropriée.

Connaissances spécialisées : MS (DB, DC) - TDS/DS.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae en précisant la référence

à : GIS 2, avenue Raymond-Poincaré 75116 PARIS.

GIS GROUPE DATAID

TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE (ITS DUT) CONNAISSANCES MICROPROCESSEURS SOUHAITEES

POUR CONTRAT 18 MOIS. Ecrire au BESE - C.T.B. 10, av. de Saint-Mandé, Paris-20 ou téléphoner au : 344-46-20.

PUBLICATIONS PROFESSIONNELLES consac. à la communauté, recrute DEUX REDACTEURS

pour suivre plus particulièrement les secteurs Presse et Publicité. Préférence sera donnée à candidats possédant justifier d'une bonne expérience de ces questions. Adressez candidatures avec références à S.G.P. 12, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

SOMMER

chef de service publicité et promotion

NEUILLY

Vous avez acquis votre expérience en agence, chez un annonceur, ou les deux.

Membre du Comité de Direction, vous serez chargé de l'interface entre l'agence de publicité, l'agence de Relations Publiques, le siège et les agences de marketing des différentes directions régionales.

En outre, vos responsabilités porteront sur la promotion des ventes, la P.L.V., la création des articles destinés à la P.L.V.

Un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce est préférable, mais c'est l'expérience qui sera prépondérante.

Vous êtes jeune et vous voulez en découvrir. C'est l'occasion de prouver vos capacités et d'évoluer dans une société performante.

Merci d'envoyer votre CV, sous référence 4649, à Gérard DESJEU.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, av. de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

IBD

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
ANNONCES ENCADREES	83,00	22,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

chef comptable

120.000 F

C'est un opérationnel de la comptabilité que nous recherchons.

En effet, il vous faudra animer une équipe de 6 personnes et couvrir tous les domaines de la comptabilité, y compris la paie, les déclarations fiscales, etc.

Une bonne connaissance de l'informatique serait un plus.

Nous nous attacherons donc plus à la solidité de votre expérience qu'à vos diplômes.

Qui sommes nous? la filiale industrielle d'un groupe français important.

Rencontrez-nous au plus vite pour prendre une décision avant les vacances d'août.

Le lieu de travail est Corbeil.

Merci d'envoyer votre CV, sous référence 4651, à Michel MONIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IBD

Importante Société

PRODIGES CHIMIQUES

pour recruter

DIRECTEUR TECHNIQUE

JEUNE INGÉNIEUR

Dans une Grande Ecole de Chimie ou de Génie Chimique ou de Mécanique.

possédant une expérience de l'étude, de la réalisation et de l'exploitation d'unités de l'industrie chimique.

Il sera chargé de l'équipement des usines, de l'étude et de la recherche de matériaux.

Il participera à la mise en route d'unités nouvelles et sera responsable de problèmes d'entretien, de sécurité, d'énergie, de pollution.

Il s'agit d'un poste actif qui nécessite des déplacements de courte durée France/Etranger.

L'anglais est indispensable.

Si vous correspondez au profil de ce POSTE d'AVENIR, envoyer votre CV, avec photo et références à n° 36.538 F. S.V.P.

37, rue Général-Foy - 75008 PARIS.

EDITEUR recherche

RÉDACTEURS (RICES) CONFIRMÉS (EES)

ayant une expérience publicitaire - presse - relations publiques, spécialisés ou intéressés par la biologie, la décoration, la tourisme, l'alimentation.

ILLUSTRATEURS (RICES)

spécialisés biologie, décoration, architecture et cartes pour illustration technique.

Ecrire sous n° 355.972 M. REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante Société Parisienne

BANQUE OUEST

recherche

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

ayant quelques années d'expérience pour prendre responsabilité Laboratoire et Service Contrôle. Bonnes perspectives d'avenir.

Ecrire n° 8.896, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS.

PARIS/PROVINCE

AGENCE DE PUBLICITE

RECHERCHE

• Rédacteur/Concepteur. Très professionnel. Futur directeur de création.

• Chef de Publicité. Pouvoir devenir rapidement responsable du développement.

• Mécanicien. Ayant une bonne maîtrise de l'écriture, envoyer CV détaillé avec photo au n° 855.598 M. REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Il sera répondu à chaque candidature.

INFORMATIS

Société d'ingénierie de SYSTÈMES INFORMATIQUES et de TÉLÉMATIQUE pour d'importantes sociétés de communications de données, de téléphonie et de télématique. NANTES - LANNION - PARIS

INGÉNIEURS LOGICIELS

Maitrisant l'un des systèmes SOLAR, MITRA 1572, POP 11, INGENIEURS SYSTEMES DOS/OS CICS DLI, CII-4, BULL 44

INGÉNIEURS MICROS

Logiciel Intel 8080 / Motorola 68000, le Chef de Personnel, 25, rue de Valenciennes (P), - Tél 349-96-26

E.C.L.

pour son département

MINI-MICRO DE GESTION

1 INFORMATICIEN

disposant d'une expérience

réelle sur IBM 520

Apprendre C.V. détaillé

à n° 85. RUE HERMEL

PARIS

75018

Téléphone : 279-19-48.

IMPORTANT

BUREAU D'ETUDES

recherche

INGÉNIEURS

pour encadrement, département

calculs, aéronautiques.

Avec importantes responsabi-

lités, salaire en rapport,

convenances à S. Sup. Adm.

Mines, Arts et Métiers ou équivalent.

Envoyer C.V. + photo

à n° 36.538 F. S.V.P.

37, rue Général-Foy - 75008 PARIS.

recruteurs

ORGANISME MUSICAL

recrute pour poste

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

une élève d'élite, expérimentée,

serait une référence précieuse.

connaissance du monde musical

souhaitée.

Adm. candidature et C.V. manuscrits à n° 36.538 F. S.V.P.

37, rue Général-Foy - 75008 PARIS.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR TEXTILE + I.A.E...

40 ANS

18 ans d'expérience direction usine, administration du personnel, direction commerciale, direction générale, recherche poste à responsabilité.

Libre très rapidement.

Ecrire à AGENCE HAVAS 54000 NANCY, sous n° 198 N, qui transmettra.

ANIMATEUR DE FORMATION

10 ans d'expérience P.M.E. - P.M.I.

Couleur cadre supérieur

Cinq ans d'expérience pédagogique

Animateur en :

- Initiation informatique ;

- Comptabilité gestion ;

- Marketing ;

- Management de production ;

- Formation de formateurs ;

cherche :

DIRECTION CENTRE FORMATION

DIRECTION CENTRE GRIFFA

ou animateur, permanent ou indépendant.

Ecrire sous n° 8.813 à « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09, qui transmettra.

CADRE SUPÉRIEUR

43 ans, Docteur électronique + L.C.G.

18 ANS d'expérience composants électroniques, CONCEPTION ET LANCEMENT PRODUITS, GESTION INDUSTRIELLE ET PRODUCTION

400 personnes, moyennes et grandes séries, organisation et redressement affaires industrielles, cherche Direction Industrielle ou de Centre de Production en province.

Ecrire n° M 02.156 M. REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE SCIENTIFIQUE

Licence Maths, Maîtrise Droit comparé

SPECIALISTE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Expérience professionnelle pédagogique, 27 ans, délégué des O.M. cherche poste création ou développement. Fonction complémentaire. Disponibilité immédiate.

JANN O'NEILL, 71, rue de Provence, 75009 PARIS. Tél. : (1) 874-33-32.

ACTUELLEMENT DIRECTEUR FINANCIER

Responsable Services Comptables et Administratifs dans importante entreprise industrielle.

Recherche Fonctions Supérieures Général dans P.M.E. ou P.M.I.

Ecrire n° 8.897, « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75001 Paris Cedex 09.

SPECIALISTE RECRUTEMENT

Mme TOURNÉE, 28-13-44.

J. H. 18 ans 1/2 cherche place APPRENTI CUISINIER.

Ecr. n° 8.861 « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

J. H. 25 ans, titulaire du doctorat en droit, expérience de l'enseignement sup., cherche poste de professeur ou de chargé de cours.

Ecr. n° 8.862 « le Monde » Publiété, 5, rue des Italiens, 75001 Paris.

Pour étranger Anglaise, 10 ans France, 8 ans Belgique, cherche poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

E.C.C. 36 ans, 13 ans exp. Afrique direction P.M.E. av. solides rel. et exp. env. bel. importante poste responsable administratif commercial (Afrique, Moyen-Orient, Sud-Est Asie, N.C.).

Libre rapidement. Ecr. n° 422 à P. LICHAU S.A. B.P. 238, 75008 Paris Cedex 08 qui transmettra.

L'immobilier

appartements vente

2° arrdt.

OPERA. Vaste pied-à-terre

DECORATION IMEDITE

RAPIDEMENT CALME ABSOLU.

A. 13 - 296-59-59

Prix place des Victoires côté

belvédère, 100 m², 100 m²

commercial, profession libérale.

Conviendrait parfaitement

style, show-room, etc.

Téléph. : 296-59-59.

3° arrdt.

PLACE DES VOSGES (près)

120 m², quartier, aménagement

à terminer.

GARBI : 507-52-88.

4° arrdt.

HOTEL MANSART

100 m², 100 m², 100 m²

commercial, profession libérale.

Conviendrait parfaitement

style, show-room, etc.

Téléph. : 296-59-59.

5° arrdt.

CONTRESCARPE immeuble 60

100 m², 100 m², 100 m²

commercial, profession libérale.

Conviendrait parfaitement

style, show-room, etc.

Téléph. : 296-59-59.

6° arrdt.

ODEON, 70 m², 100 m², 100 m²

commercial, profession libérale.

Conviendrait parfaitement

style, show-room, etc.

Téléph. : 296-59-59.

7° arrdt.

EXCEPTIONNEL

COGNAC-JAY

100 m², 100 m², 100 m²

commercial, profession libérale.

Conviendrait parfaitement

style, show-room, etc.

Téléph. : 296-59-59.

8° arrdt.

BOUCHERIE

100 m², 100 m², 100 m²

commercial

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Le produit national brut diminuerait de 3 % en 1980

Dans des prévisions économiques révisées, qui seront présentées au Congrès le 21 juillet, le gouvernement américain prévoit une baisse du produit national brut de 3 % cette année, suivie d'une croissance de 3,5 % l'an prochain. Cette estimation traduit la reconnaissance par la Maison Blanche que la récession a été

plus accentuée que prévu. Le chômage devrait toucher 8,5 % de la population active à la fin de 1980, soit 8,9 millions de personnes sans emploi, alors qu'en mars l'administration s'attendait à un taux maximum de 7,25 % au début de 1981. En juin, le chômage a atteint 7,7 % de cette population.

En revanche, les prix devraient enregistrer une nette accélération, augmentant de 11,8 % pour l'ensemble de 1980 (contre un rythme de 18 % en début d'année) et de 8,8 % en 1981. Cependant, les prix de gros ont augmenté de 0,8 % en juin (contre 0,5 % en mai) et 0,5 % en avril, ce qui porte leur hausse pour le deuxième tri-

mestre à 6,3 % en taux annuel (18,9 % au premier trimestre). Pour la première fois depuis deux ans, les prix de l'énergie ont accusé une baisse de 0,6 % (- 2,2 % pour l'essence) ; mais les prix alimentaires ont augmenté de 0,7 %, la hausse la plus importante en trois mois. — (A.F.P.)

En R.F.A.

La production industrielle a reculé de 1,5 % en mai

Bonn (A.F.P.). — Le coût de la vie a augmenté de 0,5 % en juin, contre 0,4 % en mai. En douze mois (juin 1980 comparé à juin 1979), la hausse a été de 8 %, rigoureusement identique à celle qui avait été enregistrée en mai.

Le fait de la demande étrangère (+ 4,5 %), tandis que les commandes intérieures ont pratiquement stagné.

Les prix des services (+ 1,8 % en un mois) sont les principaux responsables du résultat de juin, alors que ceux des produits énergétiques, qui avaient été à l'origine de l'accélération du coût de la vie les mois précédents, ont relativement peu augmenté. Ainsi le prix du gaz est resté inchangé, celui du charbon n'a augmenté que de 0,2 %, celui des carburants a été en hausse de 0,6 %. Quant au prix du fuel domestique, il a même baissé de 3,4 %.

En un an, sur une période de deux mois (avril-mai 1980 par rapport à avril-mai 1979), la production industrielle a augmenté de 2 %, alors que les commandes de l'industrie de transformation ont reculé de 3,5 %. La production de la seule industrie manufacturière a progressé de 3,5 %, celle du bâtiment de 2,5 %, tandis que celle des mines a reculé de 2,5 %.

Le gouvernement, quant à lui, mise toujours sur une croissance réelle de 2,9 %, une inflation moyenne de 5,5 % et un chômage de 3,5 % à 4 % en moyenne annuelle en 1980. Le chômage était légèrement remonté en juin, à 3,4 %, contre 3,3 % en mai. Dans une interview, à paraître jeudi 10 juillet, dans l'hebdomadaire Stern, le ministre des finances, Hans Ehard, confirme cet optimisme relatif, auquel, il est vrai, l'approche des élections nationales du 3 octobre n'est peut-être pas étrangère. « A moins de coup dur imprévu sur le front pétrolier, souligne-t-il, l'inflation ne va ralentir dans les prochains mois ».

Le fait de la demande étrangère (+ 4,5 %), tandis que les commandes intérieures ont pratiquement stagné.

La reprise quand ?

A quand la reprise ? Telle est la question qui — sans paradoxe — peut maintenant être posée à propos de l'économie américaine. La récession avait, par son absence de rendez-vous, trompé, tout au long de l'an dernier, les attentes des experts. Elle est intervenue cette année avec une telle brutalité que du coup les analystes portés sur l'extrapolation s'abîment au pire. Or, du fait même de son intensité, la chute peut fort bien n'être que courte, compte tenu aussi « des capacités de réaction d'une économie ludion ».

L'économie américaine a plongé au cours du deuxième trimestre de cette année au point de retrouver les pires résultats de la précédente récession en 1974-1975. Sous la pression des mauvaises nouvelles publiées de façon quasi simultanée, il était logique qu'à la suite d'une sorte d'intoxication collective, les prévisions virant au noir. De fait, le produit national brut des États-Unis devrait, d'avril à juin, avoir reculé, en taux annuel, de 6 à 8 %.

Quelques distances ayant été prise à l'égard des événements, il est actuellement permis de tenir compte d'autres indications qui vont dans le sens d'un retournement de conjoncture. Ainsi, le taux d'intérêt accordé aux meilleurs clients (« prime rate »), qui avait atteint le sommet de 20 % début avril, est redescendu à 11,5 %. La baisse a été plus sensible encore pour les autres taux. En outre, le Système fédéral de réserve a levé pratiquement toutes les contraintes qui

pesaient sur l'octroi des crédits. Ce double phénomène pourrait notamment entraîner une reprise des commandes de logements qui, avec le décalé de réponse usuel, se traduiraient par une progression des mises en chantier et des activités de l'industrie du bâtiment.

« Il n'est pas interdit de se demander si le deuxième trimestre ne représente pas, sinon la fin de la dégradation, du moins un point bas proche du minimum au-delà duquel l'économie ne pourrait que se redresser, même si ce redressement doit s'effectuer à un rythme lent », est-il souligné dans le dernier bulletin économique de la Banque de Paris et des Pays-Bas. En fait, l'économie américaine était entrée dans une phase de ralentissement au printemps de l'an dernier, masquée par une reprise de la consommation — grâce à une baisse du taux d'épargne — durant l'été, qui a elle-même entraîné, compte tenu de la hausse des prix, un durcissement de la politique du crédit à l'automne.

Ce resserrement a eu d'abord l'effet « pervers » de redonner, durant l'hiver, un deuxième souffle à la demande — sans oublier l'ambiance de guerre froide — avant de renforcer le recul de l'activité.

Le bulletin souligne : « La médécine de cheval de la Réserve fédérale a été appliquée à un coursier déjà bien mal en point », faisant allusion aux mesures restrictives prises en 1980 qui ont atteint de plein fouet les secteurs de l'auto-

mobile et du bâtiment et amené les entreprises à réduire leur production. Cette analyse fait ainsi ressortir les « oscillations d'une économie encore très plastique qui s'adapte très vite aux conditions du marché. Dès lors, compte tenu d'un certain ralentissement de l'inflation et de l'abaissement du niveau des stocks, « les éléments d'une récession courte paraissent réunis et devraient permettre un rétablissement dès la fin de l'année » — à condition qu'il n'y ait pas de nouvelles et fortes hausses du pétrole.

Dans ce contexte, les projets gouvernementaux de réduction des impôts apparaissent surtout à finalité électorale. Le département du Trésor a esquissé un programme de 5 milliards de dollars, pour 1981, alors que du fait de la récession le budget pour l'année financière, qui commence le 1^{er} octobre, pourrait enregistrer un déficit de l'ordre de 30 milliards.

En tout état de cause, même si les phases de récession — les États-Unis en ont connu six depuis la dernière guerre, le P.N.B. ayant au maximum baissé de 2,5 % en moyenne — ont des vertus curatives, la « dose » actuelle ne saurait suffire à réduire les germes de l'inflation qui se sont accumulés dans l'économie américaine. Pour ramener les hausses des prix à un niveau acceptable, il faudrait définir une rigoureuse politique à long terme sur le plan budgétaire et monétaire aussi bien qu'énér-

gétique.

MICHEL BOYER.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	4,8250	+ 130	+ 295	+ 520
\$ Can.	3,5280	+ 2	+ 50	+ 246
Yen (100)	1,8410	- 28	- 24	+ 68
DM	2,3170	+ 42	+ 96	+ 325
Florin	2,1170	+ 28	+ 51	+ 166
F.R. (100)	14,4730	+ 140	+ 378	+ 888
L. (1 000)	4,8580	- 673	- 1055	- 2799
S.	9,5660	- 335	- 549	- 1169

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9/7	10/7	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
\$ E.-U.	23 3/8	25 5/8	8 7/16	8 11/16	7 7/8	9 3/8	9 3/8
Florin	10 1/4	10 1/4	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
F.R. (100)	12	12 3/4	14 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
F.S.	3 1/8	3 1/8	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
L. (1 000)	15	39	28	28	28	28	28
S.	19 1/4	19 1/4	17 1/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4
Fr. franc.	12	12 1/4	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'immobilier

locations non meublées
Offre

PARIS

ETOILE
Recent. Luxe, 60 m², living + chambre, cuisine, w.c., placards. Tél. : 2 90 00 F + ch. Téléphone : 252-28-46.

ALESIA 2 pièces, entrée, cuisine, 40 m², w.c., 1.500 F net. — 252-28-46.

MARAI 101 2 pces, entr., c. cuis., equip., 40 m², w.c., 1.200 F net. — 252-28-46.

AV. DE VERSAILLES
2 pièces, confort, sur Parc. 2.000 F net. — 252-28-46.

AUTEL
Studio 25 m², 1900 F + ch. 4 p. 110 m², balc., 4.700 F. 3 p. 135 m², park., 5.900 F.

MAGENTA 5 pièces IMM. CONFORT TOTAL. — 252-28-46.

PARIS-XII
SANS COMMISSION
Importante société loue dans un immeuble récent, bon standing, 34 m², loyer de : 1.080 à 1.140 F.

STUDIO
2 pièces, 51 m², loyer : 1.540 F.

2 pièces
418 F, parking 230 F.

5 pièces
charges 859 F, parking 230 F. S'adresser au gardien. 225, boulevard Vincent-Auriol. Tél. : 508-44-57, de 14 à 18 h.

PARIS-XII
SANS COMMISSION
Immeuble (ou conf.) : STUDIO 29 m², loyer : 1.250 F.

2 pièces
charges 327 F, parking 172 F.

3 pièces
charges 399 F, parking 172 F. S'adresser 24-25, rue Scribe, au gardien, avant 19 h., ou Tél. : 503-57-70, pour renseignements. Metro PICPUS ou BELAIR.

ENTRE PORTE MAILLOT ET AVENUE FOCH
Immeuble grand standing 130 m², double living, 2 chbres, 2 bns, cuisine équipée. Téléphone, 4.000 F. Sur place jeudi de 9 heures à 20 heures. Tél. : 500-12-54.

locations non meublées
Demande

PARIS

PARIS XII
M^{re} PARMETIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort 2 pièces, 54 m², loyer : 1.500 F.

3 pièces
charges 435 F, parking 172 F. S'adresser 24-25, rue Scribe, au gardien, avant 19 h., ou Tél. : 503-57-70, pour renseignements. Metro PICPUS ou BELAIR.

VERSAILLES-LE CHESNAY
7/8 pces, 4.400 F mensuel. AG. SAINT-REMY. — 052-45-03.

CHEVREUSE villa standing
7/8 pces, 4.400 F mensuel. AG. SAINT-REMY. — 052-45-03.

NEUILLY LUXUEUX
Jolie habitation, libre de suite, 2 pièces, 218 m², 2.500 F.

2 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

3 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

4 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

5 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

6 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

7 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

8 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

9 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

10 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

11 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

12 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

13 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

14 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

15 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

16 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

17 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

18 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

19 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

20 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

21 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

22 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

23 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

24 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

25 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

26 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

27 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

28 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

29 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

30 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

31 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

32 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

33 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

34 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

35 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

36 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

37 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

38 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

39 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

40 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

41 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

42 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

43 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

44 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

45 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

46 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

47 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

48 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

49 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

50 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

51 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

52 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

53 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

54 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

55 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

56 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

57 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

58 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

59 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

60 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

61 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

62 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

63 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

64 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

65 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

66 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

67 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

68 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

69 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

70 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

71 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

72 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

73 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

74 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

75 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

76 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

77 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

78 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

79 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

80 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

81 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

82 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

83 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

84 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

85 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

86 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

87 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

88 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

89 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

90 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

91 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

92 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

93 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

94 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

95 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

96 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

97 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

98 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

99 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

100 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

locations meublées
Demande

PARIS

PARIS XII
M^{re} PARMETIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort 2 pièces, 54 m², loyer : 1.500 F.

3 pièces
charges 435 F, parking 172 F. S'adresser 24-25, rue Scribe, au gardien, avant 19 h., ou Tél. : 503-57-70, pour renseignements. Metro PICPUS ou BELAIR.

VERSAILLES-LE CHESNAY
7/8 pces, 4.400 F mensuel. AG. SAINT-REMY. — 052-45-03.

CHEVREUSE villa standing
7/8 pces, 4.400 F mensuel. AG. SAINT-REMY. — 052-45-03.

NEUILLY LUXUEUX
Jolie habitation, libre de suite, 2 pièces, 218 m², 2.500 F.

2 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

3 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

4 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

5 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

6 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

7 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

8 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

9 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

10 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

11 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

12 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

13 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

14 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

15 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

16 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

17 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

18 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

19 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

20 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

21 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

22 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

23 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

24 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

25 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

26 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

27 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

28 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

29 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

30 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

31 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

32 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

33 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

34 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

35 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

36 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

37 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

38 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

39 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

40 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

41 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

42 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

43 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

44 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

45 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

46 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

47 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

48 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

49 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

50 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

51 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

52 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

53 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

54 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

55 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

56 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

57 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

58 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

59 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

60 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

61 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

62 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

63 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

64 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

65 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

66 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

67 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

68 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

69 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

70 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

71 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

72 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

73 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

74 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

75 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

76 pièces
charges 218 m², 2.500 F.

77 pièces<

AFFAIRES

Le président Carter annonce un plan de soutien à l'industrie automobile américaine

La route pour le Japon, où il doit assister ce mercredi 9 juillet aux obsèques de M. Ohta, le président des Etats-Unis, M. Carter, a annoncé mardi soir à Detroit aux dirigeants patronaux et syndicaux de l'industrie automobile les premières mesures d'un plan d'aide dont le montant total s'élève à un milliard de dollars. Ce plan, destiné à aider l'industrie américaine à surmonter le cap difficile des trois prochaines années, comprend trois séries de décisions :

● Une aide financière de 250 à 450 millions de dollars sera accordée aux villes américaines touchées par la crise de l'automobile (Detroit surtout) ainsi qu'à des vendeurs spécialisés (concessionnaires, agents, etc.), durablement affectés par la chute des ventes et dont une étude publique est en cours ;

● Les nouvelles normes fédérales sur la pollution et la sécurité, qui devaient entrer en vigueur d'ici 1983, seront partiellement abandonnées, ce qui permettra aux constructeurs, obligés pour s'y conformer de modifier leurs équipements et leurs modèles de réaliser une économie estimée à 500 millions de dollars.

● Enfin, le président Carter a souhaité que la commission américaine sur le commerce international accorde l'étude de la requête déposée par le syndicat américain des travailleurs de l'automobile, qui estime que les importations de voitures étrangères — japonaises surtout — portent gravement atteinte à l'industrie nationale, demandant une augmentation des droits de douanes imposés sur les véhicules étrangers.

FIRESTONE VA PROCÉDER A UN NOUVEL ET IMPORTANT RETRAIT DE PNEUS

Firestone, numéro trois mondial de l'industrie des pneumatiques, va procéder au retrait et au remplacement de un million huit cent mille pneus à carcasse d'acier du modèle « 500 » jugé défectueux.

Ce n'est pas la première fois que la firme américaine effectue un tel retrait. Elle y avait été obligée à la fin de 1978 par le département du commerce des Etats-Unis. L'opération avait porté sur sept millions de pneus, dont mille pneus du même type fabriqués entre 1975 et 1978 et lui avait coûté 230 millions de dollars (970 millions de francs).

Ces deux retraits en cause sont survenus de ses usines entre 1976 et 1977. Sur la base des prix de 1978, le coût de ce nouveau retrait s'élèverait à 56 millions de dollars (230 millions de francs).

Ce qui ne va pas arranger les affaires de Firestone, déficitaire de 65,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 1979-1980 et contrainte, en raison de la récession dans l'industrie automobile, de fermer prochainement sept usines et de supprimer sept mille trois cent quatre-vingt-dix emplois.

VIII^E PLAN

La réduction du chômage dépend d'une plus juste répartition du travail et des revenus affirme le rapport Lesourne

La reconquête de l'emploi est un objectif prioritaire pour le gouvernement français. Mais pour atteindre cet objectif, il faut d'abord agir sur la répartition du travail et des revenus, affirme le rapport Lesourne, remis ce mardi 9 juillet à la commission de l'emploi et des relations du travail du conseil national de l'économie.

Cette idée force est exprimée à maintes reprises dans le rapport de la commission de l'emploi et des relations du travail du conseil national de l'économie. Comme les pouvoirs publics, l'opinion prend pour acquis que la réduction du chômage (sauf exception ponctuelle comme lors de la crise de la sidérurgie lorraine), est le résultat d'une conjonction de facteurs : la demande, la production, les investissements, etc.

Pour que cette dernière apporte des emplois, il est primordial d'améliorer le coût relatif du travail par rapport aux autres facteurs de production. Dans l'industrie, l'augmentation des charges sociales, par exemple en prenant en compte la valeur ajoutée des entreprises, accroît l'efficacité des aides à l'emploi et de l'ANPE, etc.

Les recommandations relatives à l'aménagement et à la réduction de l'investissement et à la réduction de la durée du travail ne s'écarteront guère du rapport. Cependant, toutefois, une marque plus de diversité vis-à-vis de la cinquième semaine de congés, jugée peu créatrice d'emplois. En étant le chiffre de 35 heures pour la durée hebdomadaire, la commission ne propose même pas de date précise. En revanche, elle pose des conditions : maintenir le taux d'utilisation des équipements ; modifier les coûts salariaux ; éviter d'augmenter les dépenses spécifiques de main-d'œuvre ou susceptibles de constituer des goulets d'étranglement.

De la qualité de l'emploi, estime la commission, dépend la place que prendra l'économie française dans la compétition internationale. Il faut donc étendre l'éducation et la formation, l'expansion des salaires

LE GROUPE RHONE-POULENC POURRAIT CÉDER UNE PARTIE IMPORTANTE DE SES ACTIFS DANS LA CHIMIE DE BASE

Le groupe Rhône-Poulenc, numéro un français de l'industrie chimique, serait sur le point de céder à la British Petroleum (BP) le contrôle de Naphtachimie (3,5 milliards de chiffre d'affaires), le plus important producteur national d'hydrocarbures (220 000 t/an), matière de base essentielle à toute la chimie moderne, dont il possède jusqu'à 57 % du capital, la compagnie pétrolière britannique détenant, de son côté, le reste des actions.

M. Jean Gandois, président de Rhône-Poulenc, devrait annoncer la nouvelle mesure le 9 juillet.

Cette cession d'actifs ne serait pas toutefois la seule à laquelle le groupe Rhône-Poulenc aurait décidé de procéder dans la pétrochimie. M. Gandois pourrait, en effet, également annoncer la vente à Elf-Aquitaine et à BP de tout ou partie des intérêts que son groupe possède dans la production de chlorure et de P.V.C.

Si en était bien ainsi, le paysage de l'industrie chimique française s'en trouverait profondément modifié, avec, d'un côté, un groupe privé, Rhône-Poulenc, et de l'autre, un groupe public, Elf-Aquitaine.

Cette restructuration de frontère n'est pas fortuite. Elle s'inscrit dans la mesure où elle s'inscrit dans les desseins nourris par M. Jean Gandois depuis son arrivée dans le groupe Rhône-Poulenc, qui, soucieux de lui donner de sérieux atouts pour l'avenir, vise à en faire un grand de la chimie fine en le désengageant progressivement de la chimie de base (pétrochimie).

Elle vient également dans le sens de la diversification souhaitée par Elf-Aquitaine et les pouvoirs publics, la chimie ne constituant pas, par elle-même, une pomme de discordance entre la compagnie pétrolière et l'Etat, son tuteur.

Cela étant, Rhône-Poulenc n'abandonnerait pas, dit-on, tous ses intérêts dans Naphtachimie s. garderait ainsi au pied dans la maison, ne serait-ce que pour assurer ses approvisionnements. — A.D.

Marx et Jésus réconciliés ?

L'Union soviétique vient de signer, avec la société italienne Magnifico Calzificio Torinese (M.C.T.), un contrat de vente de licences pour la fabrication de sept millions et demi de jeans et blousons, sur les cinq années à venir. Le jean gardera son nom de baptême « Jésus ». Le montant de l'opération est évalué à 100 millions de dollars.

Succès de taille pour M.C.T., lorsque l'on sait qu'il s'agit d'une société familiale relativement modeste. Elle a produit huit millions de pièces l'an dernier, réalisés un chiffre d'affaires de 42 millions de dollars et emploie actuellement 800 personnes dans ses deux établissements de Turin et de Capri.

On est en droit de se demander si le choix de l'U.R.S.S. a été guidé par des motifs techniques ou, au contraire, par des motifs politiques, alors que les deux leaders américains du jean : Levi Strauss et Bluebell étaient dans la compétition.

Accepter de répondre à une demande de licence « Jésus » russe — valant jusqu'à 100 dollars sur le marché noir — privilégier l'Europe plutôt que les Etats-Unis, deux raisons essentielles, semble-t-il, au choix des Soviétiques.

L'emploi du jean s'est brutalement développé à la fin des années 60 et même temps que le mouvement libertaire. Son introduction en U.R.S.S. aurait une signification plus profonde que celle d'améliorer le confort des citoyens ? — V. L.

SOCIAL

EN GRÈVE DEPUIS LE 30 JUIN

Des stagiaires algériens remettent en cause la formation dispensée chez Renault-Véhicules industriels

De notre correspondant régional

Lyons. — Depuis le 30 juin, un groupe de stagiaires algériens observent une grève de la formation dans des locaux loués par Renault - Véhicules industriels à Saint-Priest (Rhône). Par cette action, ils remettent en cause la formation dispensée, en principe, à permettre leur retour en Algérie avec un emploi garanti.

R.V.I. se défend d'être la cause du conflit et assure n'avoir qu'un rôle technique de formation dont la politique générale et la stratégie sont dessinées par deux gouvernements. C'est l'ONAMO (Office national de la main-d'œuvre algérienne) et la Caisse centrale de coopération économique (qui dépend du ministère français des affaires étrangères) qui ont, ensemble, la responsabilité des stages.

La SONATRACH, société nationale algérienne, avait manifesté la volonté d'embaucher des mécaniciens réparateurs poids lourds pour son usine d'Alger-Messoud. L'ONAMO a sélectionné cinquante-cinq candidats. La formation a été confiée au département spécialisé de R.V.I. Sept mois après le début du stage, le bilan est largement négatif : trente-deux stagiaires persévèrent mais sont en grève, dix-sept ont abandonné volontairement, six ont été exclus pour « raisons pédagogiques » (absences répétées, travail insuffisant). En fait, l'absentéisme — qui n'est pas lié par les stagiaires grévistes — n'est qu'une des manifestations du décalage existant entre la formation souhaitée et la formation effectivement accomplie.

« On nous a proposé par la SONATRACH de former des mécaniciens réparateurs poids lourds, alors que le projet initial était de former des mécaniciens dieselistes. Il s'est avéré qu'en fait le projet du stage consistait plutôt à former des aides mécaniciens », consistent en premier lieu les stagiaires. Mais leurs critiques sont plus précises encore : « Rien n'est prévu pour nous apprendre à faire un diagnostic. Or un mécanicien ne sachant pas diagnostiquer une panne est un O.S. bon pour les bêtises. (...) Nous nous sommes vu travailler sur des moteurs datant de la préhistoire, ce qui conduit sans doute à la formation d'ouvriers primitifs. »

CHAMPAGNES • ALCOOLS

VINS FINS et CHOCOLATS

(grand choix en fin d'année)



103 rue de Turenne 75003 PARIS

Tel 277 59 27

extrait du tarif juillet 1980

a) vente par 12 b) vente par 6

b) champagne Heidsieck Monopole Brut 44,80

b) champagne Louis Roederer Brut 46,80

a) Saint Emilion «château Cote Puyblanquet 75» 25,00

a) Médoc «château Bel Orme Tronquoy 76» 24,00

a) Morgon «De Lathevalle» 1976 Mommessin 23,20

b) Mercurie 1976 (très fruité) 34,80

b) Charnes Chambertin 1974 Mommessin 55,00

MAGASIN PRINCIPAL

103, rue de Turenne Tel. 277.59.27 et 28 (fermé en Août)

Autres magasins : FORUM DES HALLES Niveau 1

N° 106 Porte Bicquet (ouvert en Août)

et MOTTE PICQUET 51, avenue de la Motte Picquet 75015 PARIS.

Tél. 306-26-65 (face village suisse)

Services : cadeaux d'affaires

Livraisons

Expéditions

Province

Nom

Prénom

Adresse

A retourner 103, rue de Turenne 75003 PARIS

LES NOUVEAUX HONORAIRES MÉDICAUX

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle convention médicale signée par les caisses d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France (F.M.F.), les honoraires médicaux suivants sont appliqués depuis le 1^{er} juillet.

CONSULTATIONS : 46 F au lieu de 48 F par le généraliste ; 53 F au lieu de 60 F par le spécialiste ; 100 F au lieu de 92 F par le neuro-psychiatre.

VISITES : 60 F au lieu de 50 F par le généraliste ; 75 F au lieu de 78 F par le spécialiste ; 110 F au lieu de 108 F par le neuro-psychiatre.

L'acte de chirurgie (lettre de E) passe de 8,70 F à 9,20 F ; les actes d'électrocardiologie (lettre de E) passent de 5,40 F à 5,70 F chez l'immunopraticien ou le spécialiste ; de 7 F à 7,50 F par l'électrocardiologue ou le gastroentérologue ; de 6,40 F à 6,70 F par le rhumatologue ou le pneumonologue.

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), opposée à la convention, recommande à ses adhérents des tarifs différents — dits tarifs syndicaux — moins rémunérateurs par la Sécurité sociale quand ces tarifs sont plus élevés. À une exception puisque le tarif de la visite du généraliste, proposé par la C.S.M.F., est de 45 F.

CLAUDE RÉGENT.

Élections professionnelles

PROGRÈS DE LA C.S.L. A L'USINE CITROËN DE SAINT-OUEN

Aux élections des délégués du personnel des usines Citroën de Saint-Ouen, qui se sont déroulées début juillet, la C.S.L. progresse d'un siège et de 4,73 % au détriment de la C.G.T. par rapport aux élections de 1978. A Reims, elle maintient ses positions.

● Saint-Ouen, 1^{er} et 2^e collèges. Inscrits : 1 513 ; votants : 1 238 (81,83 %) ; suffrages exprimés : 1 196 (79,05 %).

Ont obtenu : C.S.L. 510 voix, soit 57,73 % (63 % en 1978) ; C.G.T. 8 en 1978 ; C.F.D.T. 230 voix, soit 19,23 % (28,6 % en 1978) ; F.O. 79 voix, soit 6,6 % (4,9 %) ; C.F.D.T. 77 voix, soit 6,44 % (5,5 %).

● Reims, 1^{er} et 2^e collèges. Inscrits : 1 170 ; votants : 1 087 (92,83 %) ; suffrages exprimés : 970 (82,91 %).

Ont obtenu : C.S.L. 650 voix, soit 67,01 % (67,3 % en 1978) ; C.G.T. 7 sièges ; C.G.T. 3 sièges ; F.O. 26,08 % (26,21 %) ; 3 sièges ; F.O. 167 voix, soit 6,81 % (6,40 %).

DÉMOGRAPHIE

M. GEORGES MARCHAIS : certaines mesures d'austérité visent à avancer l'âge de la mort.

M. Georges Marchais consacre, dans l'Humanité, du mercredi 9 juillet, un long article à la crise de la démographie. « La France, estime-t-il, est menacée, aujourd'hui, de déclin démographique ».

M. Marchais analyse alors que « les Français et les Françaises ont, en général, autant d'enfants aujourd'hui qu'il y a 40 ans. Dans le même temps, les conditions de travail, les conditions de vie se sont, actuellement, plus lentement, et « des politiques ou des techniques giscardiennes ne cherchent pas à améliorer les conditions de vie de la population ».

La crise démographique, selon lui, est peut-être le résultat du développement de la politique d'austérité et de surexploitation du travail. M. Marchais analyse une série d'obstacles à la progression démographique, parmi lesquels le chômage, la précarité de l'emploi, les conditions de travail, l'incertitude devant l'avenir.

Le secrétaire général du P.C.F. déplore également les arguments qu'il attribue au parti socialiste et à d'autres groupes se réclamant du « féminisme ». Selon ces arguments, « les choix spécifiques des femmes seraient un obstacle à leur égalité, Maternité et libération de la femme seraient inconciliables, antagonistes », et au nom de la liberté, on les appelle au renoncement », écrit-il.

Pour le P.C.F., rappelle M. Marchais, la libération de la femme et la maternité ne sont pas incompatibles. Il estime qu'une politique détermine la fonction des intérêts des travailleurs et des familles et non de ceux du profit capitaliste.

Le profit capitaliste peut influencer positivement la situation de la femme, mais c'est pour cela, souligne M. Marchais, le P.C.F. lutte pour l'amélioration des conditions de vie des familles populaires, pour le droit de chacun à un bon emploi et à des conditions de travail dignes de notre époque, pour que chaque famille puisse décider de sa vie, choisir son style de vie.

L'élargissement

سكوا من الأصيل

PRESSE

MENACES SUR « L'OBSERVER »

Les journaux britanniques en péril

Londres. — La menace pesant sur « l'Observer » s'est éloignée avec la décision de la direction de prolonger de quelques jours le délai limite qu'elle avait fixé aux négociations engagées depuis novembre dernier avec les syndicats de l'imprimerie. La compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield (ARCO), propriétaire du journal dominical, impatient de la lenteur des discussions, a fait savoir que faute d'un accord portant à la fois sur l'introduction de la photocomposition et, d'autre part, sur un changement du procédé d'impression, elle réduirait son soutien financier (50 millions de livres depuis quatre ans) avec, pour conséquence, le licenciement du personnel et la mise en vente de la publication.

De notre correspondant

Au sujet de la photocomposition, l'accord s'est fait sur la base d'un salaire hebdomadaire garanti de 254 livres pour les cinquante-cinq ouvriers concernés. Mais les négociations butent sur les salaires des ouvriers employés à la production d'un journal de quarante-huit pages, exigeant une « pression » de travail continue de treize heures. Au plus des 92 livres offertes par la direction, les syndicats demandent 7 livres de plus pour chaque cadastre de huit pages supplémentaires. La direction affirme ne pouvoir aller au-delà de 3,35 livres, et indique que la demande des syndicats augmenterait de 500 000 livres par an les coûts de production. Des concessions ont été faites de part et d'autre : la direction a accepté de porter de vingt-huit à quarante-huit le nombre des ouvriers dans la salle des machines, et le syndicat a consenti à augmenter la vitesse des rotatives (capables de tirer quarante-huit mille exemplaires à l'heure, alors qu'il voulait initialement la limiter à quarante mille).

Un nouvel affrontement menace également le Times. La direction voulait discuter immédiatement de l'utilisation des ordinateurs par les journalistes et le personnel des petites annonces. Les syndicats ont été du dernier accord sur la reprise du travail signé en octobre 1979 pour refuser toute discussion avant un délai de trois ans. De part et d'autre on s'accommode de « menaces » et d'« hypothèses », on s'attribue les plus mauvaises intentions. En fait, au désir évident de la direction d'utiliser au plus vite le nouvel équipement représentant 3 millions de livres d'investissement, s'oppose la volonté des syndicats de freiner l'application de la nouvelle technologie, en tout cas de la retarder jusqu'à la fusion projetée des divers syndicats ouvriers avec celui des journalistes.

D'autre part, le Times doit faire face à des revendications sala-

HENRI PIERRE.

FISCALITÉ

APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DES IMPÔTS

Les dirigeants agricoles se déclarent favorables à une réforme

Pas satisfaits, mais pas vraiment surpris, les dirigeants agricoles, après la publication du rapport du conseil des impôts consacré à la fiscalité des exploitants, se disent favorables à une réforme et font remarquer que l'évasion fiscale relève uniquement de la législation et non de la fraude.

Dans le détail, les réactions marquent les préoccupations de chacune des organisations : politique, la F.N.S.E.A. considère « qu'il n'est pas admissible que ce rapport puisse servir de prétexte à une nouvelle campagne anti-agricole » ; technique, l'assemblée permanente des chambres d'agriculture note que les chiffres qui servent de base au rapport remontent à plusieurs années et que, compte tenu de

l'évolution du revenu agricole depuis 1970, « les distorsions relevées ne sont certainement plus de la même ampleur ». Dans le sillage « on vous l'aurait bien dit », le Centre des jeunes agriculteurs rappelle qu'il a pris position à son dernier congrès des Sablons d'Orléans pour le développement de l'imposition au réel, mais son président, M. Paul, s'inquiète de « la publication de ce rapport au moment où le revenu des agriculteurs une fois encore va baisser ».

Le parti communiste et M. Maignan semblent avoir le même souci : discipliner les paysans. Les communistes considèrent « qu'il s'agit d'une manœuvre du gouvernement pour essayer de cacher la politique qui a conduit à la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs depuis 1974 ». Le second estime qu'il ne faut pas « tirer de conclusions hâtives d'une étude partielle », rappelle qu'un groupe d'études parlementaire (administration-profession) doit terminer un rapport en 1981 sur la fiscalité en agriculture.

Au Portugal

PLUSIEURS IMPÔTS BAISSÉS MAIS LES REVENUS DU CAPITAL SONT PLUS LOURDEMENT TAXÉS

Plusieurs impôts vont baisser au Portugal, indique le Journal officiel. Cette baisse, rétroactive au 1^{er} janvier 1980, concerne les impôts sur le revenu (professionnel et complémentaire), ceux sur la construction, l'achat de terrain et les droits de succession. La vignette automobile baisse d'environ 10 % par rapport à 1979.

En revanche, les impôts sur les revenus du capital augmentent (ils passent de 22 à 30 %) ainsi que les taxes sur le tabac (+20 à 25 %) sur les cigarettes au 1^{er} juillet).

Les salaires égaux au minimum garanti (7 500 escudos = 625 F) sont totalement exonérés de l'impôt professionnel, prélevé chaque mois par l'employeur. Les plus hauts salaires (plus de 115 000 escudos = 10 000 FF) sont taxés à 22 % (impôt professionnel) et à 70 % au titre de l'impôt complémentaire. L'adoption de ces mesures a été pour l'opposition l'occasion d'accuser le gouvernement de « démagogie » et de « déstabilisation ». — (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● Diminution de la part du gaz dans le plan énergétique néerlandais. — Les Pays-Bas ont l'intention de ramener la part de leurs besoins énergétiques primaires couverte par le gaz naturel de 50 % actuellement à 30 % en l'an 2000, indique la société géologique de distribution Gasmijn dans son rapport annuel. Inspirée par la préoccupation de préserver les ressources, cette politique implique que pour une consommation énergétique globale doublée d'ici à l'an 2000 la part du charbon sera quadruplée et celle du pétrole doublée. Le rapport ne fait aucune allusion à l'objectif de réduction de la consommation pétrolière dont font état la plupart des pays industrialisés. Gasmijn évalue à 2 000 milliards de mètres cubes la quantité de gaz dont elle dispose théoriquement au début de cette année, et indique que l'extension du contrat conclu avec la SONATRACH algérienne, dont le début était prévu pour 1983, risque d'être retardée au moins d'un an. — (A.F.P.)

Etranger

BRESIL

● La hausse du coût de la vie a atteint 40,4 % au cours des six premiers mois de l'année et

39,4 % depuis un an, a annoncé à Brasília le ministère de la planification. Pour le seul mois de juin, l'inflation a été de 5,8 %, indique-t-on de même source. L'inflation au cours des douze derniers mois est la plus forte qu'ait jamais enregistrée le Brésil pendant une pareille période. — (A.F.P.)

CHILI

● Le taux d'inflation chilien a atteint, au cours des six premiers mois 14,8 % contre 15,2 % pendant la même période de 1979. En juin, la hausse des prix a été de 1,9 %. Au cours des douze derniers mois, l'augmentation du coût de la vie s'est élevée à 38 %, contre 38,3 % pour toute l'année 1979. —

Société

● La société de tissage Dampierre vient de déposer son bilan. Créée il y a deux ans par le personnel licencié des établissements Dufrenoy à Roubaix et à Leers, après le dépôt de bilan de Leers, après le dépôt de bilan de cette entreprise du group Schluyp de Mulhouse, le tissage Dampierre employait une centaine de salariés. Son mariage avait été favorisé, après plusieurs mois d'occupation des locaux par un engagement financier des villes de Roubaix et de Leers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MOTEURS LEROY-SOMER

Le 26 juin 1980 s'est tenue, à Angoulême, sous la présidence de M. André Tranca, président du conseil de surveillance, l'assemblée générale ordinaire de la société Moteurs Leroy-Somer.

Le président du conseil, M. Georges Charvaz, a présenté à l'assemblée les résultats de la société : — Chiffre d'affaires hors taxes : 92 801 millions de francs (+18,7 %) dont 52,3 % à l'exportation. — Bénéfice d'exploitation : 100 293 millions de francs (+38,9 %). — Résultat net (après impôts de provision pour investissements : 34 758 millions de francs (+15,5 %)). Un dividende de 15 francs par action (revenu global 22,50 francs) sera mis en paiement à partir du 15 juillet 1980 en échange du coupon n° 7.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 1 061 milliards de francs (+16,4 %). Toutefois, les mauvais résultats de la filiale Rotax n'ont permis qu'une faible progression du résultat net consolidé (+3,6 %). Dans le cadre d'une restructuration au niveau européen, la société Rotax sera cédée au groupe italien Marzoli qui, par ailleurs, harmonisera ses fabrications de moteurs avec celles de Leroy-Somer.

L'activité du premier semestre, en nette progression sur celle de l'exercice précédent, semble devoir confirmer les prévisions faites en début d'année. Marquant son tour d'horizon à l'échelle mondiale, M. Charvaz a fait part de son inquiétude de voir se creuser l'écart entre les situations économiques des pays riches et celles des pays en voie de développement. Une telle situation ne peut conduire qu'à une déstabilisation grandissante des relations mondiales, se traduisant par des risques de conflits de plus en plus sérieux. L'aide par voie officielle « enclavée » par la possibilité d'initiatives privées en faveur de ces pays : M. Charvaz a cité en exemple des actions très importantes réalisées au Mali dans le domaine de l'eau, qui fait dramatiquement défaut à une population du Sahel. Il a exprimé sa conviction que, seule, la multiplication de telles initiatives dans un délai très court permettra d'éviter les menaces qui pèsent sur le monde dans les toutes prochaines années.

BANQUE NATIONALE DE PARIS
« INTERCONTINENTALE »
BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (Océan Indien)

Dans le cadre d'une politique de restructuration du groupe B.N.P. « Intercontinentale », un projet de fusion/absorption de la B.N.O.I. (Océan Indien) par sa maison mère, la B.N.P. « Intercontinentale », a été mis à l'ordre du jour.

Le projet de traité sera soumis à l'approbation des assemblées générales extraordinaires des deux sociétés qui seront convoquées en temps utile de manière que ce projet, s'il est approuvé, puisse prendre effet au 1^{er} janvier 1980.

Les travaux préparatoires laissent prévoir que la partie d'échange qui sera proposée devrait s'inscrire dans une fourchette de trois à quatre actions B.N.P. « Intercontinentale » pour une action B.N.O.I. (Océan Indien).

CREDIT LYONNAIS EUROPARTENAIRES
Banque et Bourse
Banque Hispano Américaine
Commerçant

SITUATION AU 3 JUIN 1980

La situation au 3 juin 1980 s'établit à 334 119 millions contre 334 789 millions au 30 avril 1980. Au passif, les comptes d'Instituts d'Émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 15 856 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 112 167 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 139 994 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 119 847 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 132 701 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 15 647 millions de francs.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La C.N.C.A. émet depuis le 7 juillet un emprunt obligataire exceptionnel d'une durée de dix ans.

TUILLERIES GILARDONI

L'assemblée générale ordinaire tenue le 30 juin 1980, sous la présidence de M. Claude Capélan, Président, a adopté les résolutions présentées par le conseil.

Elle a fixé le dividende à 5 F assorti d'un avoir fiscal de 250 F contre respectivement 3,75 F et 1,67 F pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement à compter du 15 juillet (coupon n° 9) aux guichets de la Société anonyme et Vaux-Bernier, du Crédit Industriel d'Alsace-Lorraine et de la Société de Banque et de participation.

Dans son allocation, le président a indiqué que le chiffre d'affaires hors taxes à fin mai a atteint 30 458 000 F contre 27 945 000 F à la même époque de l'exercice, soit une augmentation de 9,35 %.

SERVICE DES DOMAINES
VENTE SUR APPEL D'OFFRES
EN UN SEUL LOT
HOTEL MARTINEZ
73, boulevard de la Croisette, et 13-17, rue Latour-Maubourg
à CANNES

Comprenant :
ENSEMBLE IMMOBILIER
cad. Sect. 3X n° 22 - Sup. 1 ha 3 a 26 ca

FONDS DE COMMERCE ci-après
HOTEL - RESTAURANT - CAFÉ - BAR
Cat. « 4 étoiles Luxe » exploités par le vendeur
comportant notamment : 28 CHAMBRES - 19 SALONS
SALON DE COIFFURE - PARFUMERIE - SOINS DE BEAUTÉ
donnés en gérance libre

L'Hôtel MARTINEZ bénéficie de l'autorisation d'occupation de DEUX PARCELLES de PLAGE au droit de l'établissement.

VISITE : tous les mardis de 9 h. à 18 h.
Cautions : 1 000 000 F par chaque certifié.

Dépôt ou réception des offres d'achat le 25 SEPTEMBRE 1980 à 18 heures au plus tard à la Direction des Services Fiscaux (Domaines) - 7, rue Emma-et-Philippe-Tiranty, 06046 NICE CROIXE.

Renseignements et consultation du cahier des charges :
- Direction des Services Fiscaux (Domaines), 7, rue Emma-et-Philippe-Tiranty, 06046 NICE CROIXE - Tél. (03) 80-01-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10.
- Direction Nationale d'Interventions Domaniales (Service Publicité) 17, rue Serbie, 75436 PARIS CROIXE 06 - Tél. 265-93-46 - P. 304.

Cette annonce est publiée à titre d'information

SNCF
Société Nationale des Chemins de fer Français.

U.S. \$ 50.000.000
Facilité de crédit en Eurodevises
mise en place et accordée par :

CHEMICALBANK

Chemical Bank - 85 avenue Marceau - 75016 Paris

Mai 1980

PLACEZ-VOUS AU BON ENDROIT

Emprunt
de la Caisse Nationale de
Crédit Agricole
Juillet 1980
d'octure sans préavis

14%
taux nominal

13,72%
taux de rendement actuariel brut

LES MARCHES FINANCIERS

مكتبة من الأممي

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

L'or en vedette

La Bourse est sortie mardi de la torpeur qu'elle avait connue depuis quelques jours, pour retrouver les valeurs françaises, dans un marché certes modérément actif, ont progressé de 0,5 % en moyenne.

Les investisseurs techniques qui, depuis plusieurs semaines, soutiennent la cote, se sont ajoutés mardi à deux autres motifs de satisfaction pour les boursiers : une baisse des taux des obligations d'Etat, les marchés observés mardi à Wall Street concomitamment à une baisse généralisée du prime rate (11,5 %) et, d'autre part, les nouvelles mesures de crédit destinées à soutenir l'investissement productif en France. En effet, le premier ministre a annoncé mardi que le ministre qu'il avait l'intention d'adopter de telles mesures dans le budget

La plupart des titres ont enregistré des gains se situant entre 1 et 2 %, toutefois certains ont progressé de plus de 3 %, notamment les **Chargeurs Réunis** (+ 8 %), **CEM** (+ 6 %), **Imétal** et **Rhône-Poulenc** à 130 F (+ 3,5 %). Le **Routiers Colas**, la **Générale d'Entreprise** et la **Compagnie du Midi** ont terminé la séance en hausse de 2,5 %.

Parmi les rares baisses on relevait **Penhoët** (— 2,7 %) et **Paris-France** (— 2,5 %).

L'or a poursuivi son ascension à Paris comme sur les autres places internationales. Le lingot de 1 kilo a gagné 1570 francs à 88 400 francs et le napoléon 3,90 francs à 748,70 francs.

Dans un marché où le chiffre d'affaires a doublé en passant de 8,9 millions de francs à 16,4, la parité de l'once a atteint 663,36 dollars contre 666,49 la veille.

Cette nouvelle flambée des cours du métal jaune a provoqué une hausse appréciable de ses satellites. C'est-à-dire les emprunts d'Etat indexés : le 4,5 % 1973 a coté 2 429 francs (+ 3 %) et le 7 % 1973 8 577 francs contre 8 425 francs la veille.

BOURSE DE PARIS			
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEUR
3 %	38 25	2 311	S.P.E.S....
5 %	42 50	2 172	S.A.P.....
5 %		2 592	

LONDRES

La tendance redevenait assez irrégulière. Après un repli initial, les industrielles se redressent partiellement, tandis que les pétroles et les fonds d'Etat fléchissent. Tassement des mines d'or.

Or (structure) (dollars) 678 .. contre 587 50		
VALEURS	CLOTURE 8/7	COURS 9/7
Becciam	148 ..	148 ..
British Petroleum	356 ..	356 ..
Comptable	82 ..	82 ..
*De Beers	5 7/8 10	5 7/8 10
Imperial Chemical	389 ..	389 ..
*The Anglo Zinc Co.	472 ..	486 ..
Victims	418 ..	412 ..
Victims	130 ..	130 ..
West Loan 3 1/2 %	32 3/4	32 3/4
*West Driefontein	83 ..	82 1/2
*Western Holdings	..	82 1/2

NEW-YORK

Consolidation

On a vu un marché très hauré, l'indice Dow Jones a perdu 0,86 point en 1973, après en avoir gagné plus de 100 points. A deux reprises, l'indice a baissé, il a baissé le 16 mai de 1973 sans parvenir à le franchir, en raison des ventes bénéficiaires effectuées par les investisseurs du marché. Les analystes du S&P ont vu que l'indice Dow Jones ne parvient pas à dépasser le niveau de 900, une correction à court terme est donc attendue. Mais le contraire se produit, dans le cas inverse, une ascension forte et durable pourrait se produire. Beaucoup de choses vont changer, le début de la décennie 1980 sera la deuxième trimestre de 1980 : ce sont les mois mauvais que prévus. On voudrait dire que la baisse du dollar va provoquer le marché sans dépit. Par ailleurs, la baisse du dollar inquiète dans le monde, car elle va provoquer une dépression de la balance du taux d'intérêt.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FRANÇAIS DES FERRAILLES. — Résultats du premier semestre de l'exercice s'achevant le 30 septembre prochain : chiffre d'affaires, environ 780 millions de francs (+ 33 %); marge brute avant impôts, amortissements et provisions (- 66 %); bénéfices net 10,5 millions dont 2,8 millions de plus-values. Ce dernier résultat n'est pas comparable avec les données fournies en 1979 pour la même période.

MAISONS PÉRIEX. — Le groupe vient de prendre une participation de 5 % dans la Maison Costant pour un total évalué à 4 millions de francs, ce qui lui donne désormais une part de 6 % du marché français de la maison individuelle.

CREDIT NATIONAL. — Emission d'un emprunt de 2 100 millions de francs représentés par 1 050 000 obligations de 2 000 F, portant intérêt de 14 % en quatorze ans.

CREDIT LYONNAIS. — Le bénéfice net du groupe pour 1979 s'établit à 423,4 millions de francs (+ 20,9 %).

Institut Mérieux. — Répartition, à partir du 7 juillet 1980, de 100 000 actions nouvelles de 50 F, jouissance 1^{er} janvier 1979, créées en représentation de l'augmentation du capital de 45 millions à 50 millions de francs par incorporation de réserves (une pour neuf).

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	8/7	9/7
1 dollar (en yens)....	218 35	219 ..

S - 8 JUILLET

JRS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.
.....	216	214 ..	Lochell Imprim.	342
.....	556	556 ..	Loch-Expression	133

millions de titres échangés contre millions la veille.

	COURS	COURS
--	-------	-------

WALDERS	7/7	8/7
...	58 2/8	58 3/4
...	56 3/4	57
...	57	57
...	45 7/8	43
Port de Nemours	43 7/8	43
...	54 7/8	57 1/8
...	56	56
...	58	56
...	51 1/4	53 5/8
...	53 1/4	50 5/8
...	48 3/4	48
...	62	61
...	58	58 1/2
...	72	71
...	77 1/4	77 5/8
...	76	76
...	48 1/2	48
...	58	58 3/4
...	57 1/2	58
...	54 1/8	58 3/4
...	46	46
...	48	48
...	41	41
...	57	57
...	56 1/2	56 1/4

INDICES QUOTIDIEN

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1973)
7 juil. 8 juil.

Jours françaises ..	106,7	107,2
Jours étrangères ..	108,9	109,2
BIE DES AGENTS DE CHANGE		

(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indices général	108,3	109,1
Taux du marché monétaire		
taux privés, du 9/7 ...	12 1/4	%

- COMPTANT

Derrière cours	VALEURS	Cours précéd.	Derrière cours
258 ..	Immoinvest.	165
133 ..	Cie Lyon. Imm. ...	138	133 20
160 ..	Neufma.	146	117

[illegible][illegible]

BOURSE DE PARIS - 8 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

cette liste, tous les premiers pas grande l'assiette des derniers cours de l'après-midi.																																			
Compen	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt. premier	Compen	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt. premier	Compen	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt. premier	Compen	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt. premier												
2228	A.S. 1. 1973.	2555	2624	2624	2618	1579	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2229	A.S. 2. 1973.	2716	2837	2837	2837	1580	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2230	A.S. 3. 1973.	2837	2958	2958	2958	1581	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2231	A.S. 4. 1973.	2958	3079	3079	3079	1582	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2232	A.S. 5. 1973.	3079	3200	3200	3200	1583	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2233	A.S. 6. 1973.	3200	3321	3321	3321	1584	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2234	A.S. 7. 1973.	3321	3442	3442	3442	1585	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2235	A.S. 8. 1973.	3442	3563	3563	3563	1586	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2236	A.S. 9. 1973.	3563	3684	3684	3684	1587	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2237	A.S. 10. 1973.	3684	3805	3805	3805	1588	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2238	A.S. 11. 1973.	3805	3926	3926	3926	1589	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2239	A.S. 12. 1973.	3926	4047	4047	4047	1590	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2240	A.S. 13. 1973.	4047	4168	4168	4168	1591	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2241	A.S. 14. 1973.	4168	4289	4289	4289	1592	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2242	A.S. 15. 1973.	4289	4410	4410	4410	1593	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2243	A.S. 16. 1973.	4410	4531	4531	4531	1594	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2244	A.S. 17. 1973.	4531	4652	4652	4652	1595	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2245	A.S. 18. 1973.	4652	4773	4773	4773	1596	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2246	A.S. 19. 1973.	4773	4894	4894	4894	1597	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2247	A.S. 20. 1973.	4894	5015	5015	5015	1598	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2248	A.S. 21. 1973.	5015	5136	5136	5136	1599	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2249	A.S. 22. 1973.	5136	5257	5257	5257	1600	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2250	A.S. 23. 1973.	5257	5378	5378	5378	1601	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2251	A.S. 24. 1973.	5378	5499	5499	5499	1602	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2252	A.S. 25. 1973.	5499	5620	5620	5620	1603	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2253	A.S. 26. 1973.	5620	5741	5741	5741	1604	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2254	A.S. 27. 1973.	5741	5862	5862	5862	1605	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2255	A.S. 28. 1973.	5862	5983	5983	5983	1606	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2256	A.S. 29. 1973.	5983	6104	6104	6104	1607	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2257	A.S. 30. 1973.	6104	6225	6225	6225	1608	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2258	A.S. 31. 1973.	6225	6346	6346	6346	1609	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2259	A.S. 32. 1973.	6346	6467	6467	6467	1610	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2260	A.S. 33. 1973.	6467	6588	6588	6588	1611	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2261	A.S. 34. 1973.	6588	6709	6709	6709	1612	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2262	A.S. 35. 1973.	6709	6830	6830	6830	1613	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2263	A.S. 36. 1973.	6830	6951	6951	6951	1614	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2264	A.S. 37. 1973.	6951	7072	7072	7072	1615	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2265	A.S. 38. 1973.	7072	7193	7193	7193	1616	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.	985	127	987	987	75	855	Gen. Electr.	217	98	218	98	214	98	213	98
2266	A.S. 39. 1973.	7193	7314	7314	7314	1617	El-Agnaf (— (certificat) —)	244	1316	1228	1215	170	Ag. H. H. H.	185	2	185	165	44	840	Yel. Electr.															

COTE DES CHANGES | **COURS des BILLETS** | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

[illegible][illegible]

Experiments

Chicago

SUBMIT

• The Chicago Police Department has received information from a confidential source that a group of individuals are planning to hold a demonstration in front of the City Hall building on Monday, June 10, 1968. The demonstrators intend to carry signs and banners protesting against the Vietnam War and the policies of the Johnson administration. The police department is currently monitoring the situation and expects to have additional information by the end of the week.

ANCIENS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS
- INTERCONTINENTALE -
BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE
ET L'INDUSTRIE CRÉDIT INTERNATIONAL

[illegible][illegible]

AL BON ENDROIT

Emprunt
de la Cassa Nazionale de
Credito Agricole

13,72%

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PARLER FRANÇAIS : « Langues et recherche scientifique », par Jean-Pierre Van Deth ; « Pour une politique globale », par Jacques Le Cornec ; « Still speaking french, you French? », par Jacques Colard.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
— Pretoria rappelle ses représentants à Salisbury.
4. ASIE
— AFGHANISTAN : combat inégal dans la vallée de la Khamar.
5. PROCHE-ORIENT
— LIBAN : le « guerre des chrétiens ».
6. EUROPE
7. DIPLOMATIE
8. AMÉRIQUES
— LE VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL.

POLITIQUE

7. Les réactions à l'entrevue télévisée de M. Raymond Barre.

EQUIPEMENT

8. TRANSPORTS : la Grèce va rejoindre la Communauté européenne avec la première flotte de commerce du monde.

SOCIÉTÉ

9. Le débat sur la prostitution.
10. JUSTICE : arrestation à Paris de sept membres du groupe terroriste italien Prima Linea.
11. ÉDUCATION : la syndicat C.G.T. des personnels de l'éducation appelle à l'unité d'action.
12. ENQUÊTE : « Sciences, techniques et patrimoine » (III), par Yvonne Rebeval.
13. SCIENCES : le Congrès international des géologues à Paris.
14. RADIO-TELEVISION. — VU : « Faire la fête ».
15. DÉFENSE : la Ligue des droits de l'homme accuse la sécurité militaire de constituer des fichiers « au mépris des règles législatives ».

ARTS ET SPECTACLES

13. EXPOSITION : nos œuvres les Gaulois à Clermont-Ferrand, par André Farnier.
14. MÉTIERS ANONYMES : les décorateurs de théâtre, par Jacques Poullet.
17 à 20. PROGRAMMES EXPOSITIONS ET SPECTACLES

JOURS D'ÉTÉ

21-22. « L'Hexagone en diagonale », par Jean-Marc Thévenaz ; Jans ; Informations - « Services » ; Météorologie.

ECONOMIE

27. AFFAIRES : le président Carter annonce un plan de soutien à l'industrie automobile américaine.
28. SOCIAL
29. MARCHÉ COMMUN : « L'alignement de la C.E.E. en question » (II), par Jacques Grail.

RADIO-TELEVISION (20)

Annouces classées (24 à 27) ; Carnet (12) ; Programmes spectacles (17 à 20) ; Bourne (31).



ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :
• DECS
• B.T.S. de distribution

Une large ouverture sur la vie des entreprises (études, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - 252 27 27

EXAMEN D'ADMISSION
MÉTHODE BAC, 21 JUILLET 1980

A B C D E F G

F.O. refuse le projet d'accord sur la durée du travail

« La balle est dans le camp du patronat », déclare M. Mourgues

La liste des syndicats opposés à la signature du projet d'accord sur l'aménagement et la réduction des horaires s'est allongée avec la prise de position hostile de F.O. La vague d'opposition des fédérations Forces ouvrières a précipité la décision de la déléguation qui, mardi matin encore, envisageait, après consultation de ses syndicats, de ne se prononcer définitivement que vendredi 11 juillet, après la C.F.D.T. Mais l'opposition unanime des fédérations a amené l'état-major confédéral à mettre rapidement les points sur les i : « en l'état actuel des choses, ce projet d'accord est inacceptable », F.O. demeurant prêt à reprendre les discussions à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un simple replaçage.

« La balle est maintenant dans le camp du patronat », déclare M. Mourgues, secrétaire général des métallurgistes. Pour F.O., qui avait approuvé le rapport Giraudet tout en notant plusieurs insuffisances, le C.N.F.P. a « mis en musique tout ce que le rapport Giraudet contenait de satisfaisant pour les employeurs : il a fermé la porte aux propositions favorables aux salariés ». Après des discussions « bâclées », sur un texte insuffisamment élaboré, déclare M. Mourgues, on constate que le patronat dispose d'une large latitude pour modifier les horaires sous donner au comité d'entreprise un contre-pouvoir, les délégués syndicaux étant en outre ignorés. Les quarante heures de repos supplémentaires ne constituent pas véritablement une cinquième semaine de congés, et ne seront accordées que très progressivement d'ici à 1983. Face à un système compliqué d'aménagement annuel des horaires, les syndicats F.O. sans être totalement hostiles — estiment que les salariés n'ont pas de garantie suffisante et ils comprennent l'attitude des militants et des salariés qui « craignent une telle aventure ».

Vers un « non, mais... » de la C.F.D.T.

Les Confédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.O. ainsi que la C.G.C. ayant refusé de signer le projet d'accord, il ne reste plus que la C.F.D.T. à devoir prendre une décision, prévue pour le jeudi 10 juillet. Les fédérations doivent auparavant se prononcer et, là aussi, l'hostilité gagne du terrain. C'est ainsi qu'à la Fédération générale de la métallurgie, où une décision doit être prise ce mercredi 9, on estime, la veille, que pour de nombreuses sections syndicales, le texte déposé avec le C.N.F.P. « n'est pas signable ». Les critiques les plus vives portent sur le repos supplémentaire de quarante heures et la réduction

Le numéro du « Monde » daté 9 juillet 1980 a été tiré à 529 135 exemplaires.

38, RUE VANEAU (7^e)
En souscription Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 11 h. à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96
NEVEU et Cie

JEAN-PIERRE DUMONT.

SOLDES D'ÉTÉ

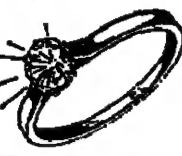
du 27 juin au 12 juillet

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

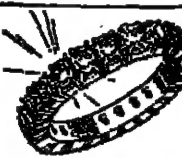
DIAMANT

Quand la parure devient placement



SOLITAIRES

0,25 carat blanc extra 4 500 F
0,75 carat blanc extra 16 700 F
1 carat blanc extra 43 000 F



ALLIANCES

0,25 carat 2 940 F
0,50 carat 4 900 F
1 carat 9 500 F



MP

8, pl. de la Madeleine
36, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette
Tél. : 260.31.44
Crédit personnalisé sur demande.

DEVANT L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

M. Thörn se dit optimiste sur la question du Proche-Orient

L'Assemblée européenne arrête formellement, ce mercredi 9 juillet, le budget de la Communauté pour 1980. Par ailleurs, un débat qu'on prévoit bouleversera sur la modification du règlement de l'Assemblée ; l'objectif de cette modification est de limiter les débats d'urgence, dont la multiplication gêne l'examen normal des questions inscrites à l'ordre du jour.

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — M. Gaston Thörn, le ministre des affaires étrangères de Luxembourg, a qui, depuis le 1^{er} juillet, il revient de conduire les travaux des Neuf, a présenté, le 8 juillet, à l'Assemblée le programme de travail de sa présidence. Deux thèmes, selon lui, doivent être traités de manière prioritaire : la mise en œuvre d'une politique pour une moindre dépendance énergétique, et la coopération avec les pays sous-développés. Toutefois, ce sont les propositions de M. Thörn concernant d'une part l'élargissement, d'autre part l'action de la Communauté au Proche-Orient qui ont le plus retenu l'attention. À propos de l'élargissement, M. Thörn a expliqué en substance qu'il n'était apparu ces derniers temps aucun élément nouveau de nature à retarder les négociations : « L'effort de la présidence consistait, dans les mois à venir, à faire en sorte que le rythme des négociations ne soit pas perturbé, même s'il apparaît temporaire de vouloir fixer avant tout débat sur la fond un terme précis pour leur aboutissement ».

« La présidence et le président, personnellement, devront consacrer une attention particulière à la situation au Proche-Orient », M. Thörn a rappelé la déclaration adoptée par le conseil européen à Venise et la décision des Neuf de prendre contact avec

« Les députés socialistes ouest-allemands critiquent M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée européenne. — Une dizaine de députés socialistes allemands à l'Assemblée européenne ont publié, le mardi 8 juillet, à Strasbourg, un communiqué dénonçant la contradiction existant entre les propos européens tenus par le président Giscard d'Estaing à Bonn et l'attitude des européens de la France au cours des derniers mois. Les députés du S.P.D., qui se félicitent de la déclaration du chef de l'État français selon laquelle l'unité européenne est la plus importante tâche politique de ce siècle, remarquent cependant qu'on ne rend pas services à l'Europe en fermant d'aimables propos au cours d'un voyage officiel ».



Les mystères de l'Opéra et le flambement des passions...

PIERRE-JEAN REMY
RANORA
ROMAN

« Décidément, il faut se rendre à l'évidence, Pierre-Jean Remy est notre grand feuilletoniste contemporain... Tous les livres qu'il écrit pour Albin Michel sont des réussites, mieux que cela même. »
Françoise Xenakis/Le Matin

« On suit avidement Pierre-Jean Remy jusqu'au suspense final de son roman à grand spectacle. Un best-seller à coup sûr. »
Pierre Démeron/Marie-Claire

Albin Michel

En Angola

M. JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS PROCÈDE À UN IMPORTANT REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Le gouvernement angolais a annoncé, mardi 8 juillet, un important remaniement ministériel. Le président José Eduardo dos Santos a nommé six nouveaux ministres et un secrétaire d'État. Le chef d'état-major des forces armées, M. Pedro Maria Tonha, devient ministre de la défense, poste vacant depuis que M. Henrique « Iko » — Teles Carneira a été relevé de ses fonctions en février dernier.

Le lieutenant-colonel Alexandre Rodrigues est nommé ministre de l'Intérieur, en remplacement de M. Kundi Payama, nommé à la tête du ministère de la sécurité, poste nouvellement créé. Le lieutenant-colonel Rodrigues est ancien vice-ministre chargé de l'ordre intérieur. Tous trois sont membres du bureau politique du parti unique (M.P.I.A.).

Le président Dos Santos a par ailleurs divisé le ministère de l'Industrie et de l'énergie, à la tête duquel se trouvait M. Bento Ribeiro, en deux départements, que dirigent désormais M. Ribeiro et M. Pedro Van-Dunen, ancien ministre de la coordination des provinces. Le ministère de la construction et du logement a également été divisé en deux départements. — (A.F.P., Reuters).

Le premier bilan officiel des départs en vacances

La saison d'été s'annonce comme « incertaine et médiocre »

Les vacances d'été ont-elles mal commencé ? Une étude de conjoncture express réalisée par la direction du tourisme auprès des responsables de communes touristiques traduit des appréciations contradictoires. Certes, 25,8 % des personnes interrogées jugent que le début de la saison a été « médiocre » ou « mauvais » ; mais 42,6 % qu'il doit être qualifié de « moyen ». C'est-à-dire comparable à celui de l'année dernière et 31,6 % qu'il mérite d'être classé comme « bon » ou « excellent ».

Cette enquête a été faite, au cours de la première semaine de juillet, auprès d'un échantillon de cent cinquante maires, présidents de syndicats d'initiative et de offices de tourisme. Les conclusions sont claires : « Un début de saison incertain et médiocre ». Mais la situation varie suivant les régions. Sur le littoral, 30 % des réponses font état d'une saison moyenne et 33 % d'une saison médiocre. En montagne, 44 % des personnes interrogées parlent de résultats « moyens »,

13 % seulement de « médiocres ». Le tourisme rural est plus morose : 51 % pour l'appréciation de « moyens », 31 % de « médiocres » et 18 % de « mauvais ». Le thermalisme voit le mois de juin en rose : 11 % d'« excellents », 17 % de « bons » et 35 % de « moyens ». Les villes ne sont pas mécontentes : 9 % d'« excellents », 33 % de « bons » et 28 % de « moyens ».

C'est à la montagne que le mois de juillet semble donner lieu au diagnostic le plus pessimiste (19 % des personnes interrogées le jugent médiocre). Sur le littoral, on est plus optimiste : la fréquentation étrangère ne baissera pas en montagne, mais certainement dans les villes et en zone rurale.

La fin de l'été est jugée avec un optimisme prudent : 61,8 % des responsables pronostiquent une évolution « bonne » ou « moyenne ». L'état des réservations pour les mois d'août et de septembre fait apparaître un pourcentage de places disponibles comparable à celui des deux derniers étés.

Les fabricants de voyages à forfait, qui craignent à la crise ces dernières semaines, ont, eux aussi, été interrogés par la direction du tourisme. Vingt-huit entreprises, représentant 65 % du chiffre d'affaires de la profession, escomptent des baisses de vente de 7,5 % en juillet, de 24 % en août, et de 2,3 % en septembre. La quasi-totalité des personnes interrogées déclarent ressentir les effets de la crise. Elles notent aussi une forte baisse des voyages les plus chers dans les « gammes moyennes », une progression des produits de luxe et une diminution de la durée des séjours. Enfin, tout prouve que, devant les augmentations répétées des tarifs aériens, la clientèle attend la dernière minute pour acheter ses places d'avion.

PENDANT LES JEUX OLYMPIQUES L'AMBASSADEUR DE FRANCE S'ABSENTE DE MOSCOU

L'ambassadeur de France en U.R.S.S., M. Froment-Meurice, sera absent de Moscou pendant les Jeux olympiques, indique-t-on, à Paris, de source informée. M. Froment-Meurice quittera la capitale soviétique quelques jours après la fête nationale du 14 juillet pour prendre ses vacances. Ni lors de la séance inaugurale ni pendant la suite des Jeux, qui se dérouleront du 19 juillet au 3 août, la France ne sera officiellement représentée dans les enceintes olympiques, précise-t-on.

« M. Bassam Chakaa, maire de Naplouse, qui a été amputé de deux jambes, est rentré chez lui, mercredi 9 juillet, où la population palestino-libanaise lui a réservé un accueil triomphal. Les troupes israéliennes avaient renforcé leur dispositif de sécurité autour de la ville. M. Chakaa était hospitalisé depuis le 5 juin dans un hôpital d'Amman. — (U.P.I.) »